

- 2026 -

ROB

RAPPORT
D'ORIENTATION
BUDGÉTAIRE

Accusé de réception en préfecture
02724671166/2026/206-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

**Présentation en séance du
Conseil Communautaire du 5 février 2026**

PREAMBULE

Conformément à l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présentation des Orientations Budgétaires de la Communauté de Communes de la Région de MOLSHEIM-MUTZIG (CCRMM) intervient dans un délai de deux mois précédant l'examen du Budget Primitif.

A ce titre, l'article 107 de la loi NOTRe du 7 août 2015 modifie les conditions de présentation du Débat d'Orientation Budgétaire puisqu'il doit faire l'objet d'un rapport comportant des informations énumérées par la loi.

Le Président de la Communauté de Communes de la Région de MOLSHEIM-MUTZIG doit présenter un Rapport sur les Orientations Budgétaires (ROB), les engagements pluriannuels envisagés, une présentation de la structure des dépenses et des effectifs (évolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail ainsi que sur la structure de la dette).

Ce rapport donne lieu à un débat. Celui-ci est acté par une délibération spécifique transmise au représentant de l'Etat et aux Communes membres de la C.C.R.M.M. dans un délai de 15 jours à compter de son examen par le Conseil Communautaire.

Sur la base du Rapport d'Orientation Budgétaire présenté, le débat permettra à l'assemblée délibérante de discuter des Orientations Budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du Budget Primitif et d'être informé sur l'évolution de la situation financière de la Collectivité.

Le Rapport d'Orientation Budgétaire 2026 sera débattu au Conseil Communautaire du **5 février 2026**.

Compte tenu des élections municipales programmées les 15 et 22 mars 2026, la présentation du Débat d'Orientation Budgétaire et le vote du Budget Primitif ont été avancés par rapport aux années précédentes.

Le vote du budget primitif est programmé à la séance du 7 mars 2026. Les indications données dans ce document le sont à titre indicatif, basées sur des données estimées et donc susceptibles d'évoluer selon le débat d'orientation budgétaire.

Le ROB tient compte du contexte économique national et des orientations connues de la loi de Finances pour 2025, ainsi que de la situation financière locale. Dans un souci de meilleure compréhension, le présent rapport est organisé autour des trois parties suivantes :

- Le contexte général (international, national, collectivité et Projet Loi Finances (PLF) 2026),
- La situation et les orientations budgétaires de la collectivité
- les perspectives d'évolution

A l'instar des derniers exercices, la préparation budgétaire 2026 s'inscrit dans un contexte macroéconomique et financier marqué par des incertitudes persistantes au niveau national avec une dynamique de reprise encore fragile.

La devise reste la même : « *Accompagner les Communes, Agir pour la qualité de vie* ».

| |
|---|
| Accusé de réception en préfecture 067-246701064-20260205-ROB-2026-DE Date de télétransmission : 13/02/2026 Date de réception préfecture : 13/02/2026 |
|---|

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| PREAMBULE | 1 |
| CONTEXTE GENERAL : SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE | 5 |
| LES MESURES EN MATIERE DE RESSOURCES HUMAINES 2026 : | 12 |
| SITUATION ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE LA COLLECTIVITE | 13 |
| I. BUDGET PRINCIPAL | 16 |
| 1. SECTION DE FONCTIONNEMENT | 16 |
| 1. Recettes de fonctionnement..... | 16 |
| 1.1. LA FISCALITE | 16 |
| a. Evolution des taux..... | 16 |
| b. Evolution prévisionnelle des bases 2026..... | 16 |
| c. Evolution prévisionnelle des produits | 17 |
| 1.2. LES CONCOURS DE L'ÉTAT | 18 |
| 1.3. LES PRODUITS DES SERVICES | 19 |
| 1.4. LES TARIFS | 20 |
| ➤ ENTREES PISCINES..... | 20 |
| ➤ TRANSPORT A LA DEMANDE | 21 |
| ➤ TAXE DE SEJOUR | 21 |
| ➤ BORNES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES..... | 22 |
| 1.5. LES RECETTES GLOBALES DE FONCTIONNEMENT..... | 22 |
| 2. Dépenses de fonctionnement..... | 22 |
| 2.1. DEPENSES DE PERSONNEL..... | 23 |
| a. Evolution des charges de personnel | 23 |
| b. Evolution des effectifs | 23 |
| c. La structure et l'évolution des dépenses de personnel et des effectifs | 24 |
| d. Les avantages en nature :..... | 25 |
| e. Le temps de travail | 25 |
| f. Absentéisme | 26 |
| g. Egalité Femmes / Hommes | 26 |
| 2.2. LES ELUS..... | 26 |
| 2.3. SUBVENTIONS VERSEES | 27 |
| 2.4. LES DEPENSES GLOBALES DE FONCTIONNEMENT | 27 |
| 3. Bilan | 29 |
| 3.1. L'ÉPARGNE DE LA CCRMM (BUDGET PRINCIPAL) | 29 |
| 3.2. LA STRUCTURE GENERALE DU BUDGET - SECTION DE FONCTIONNEMENT | 32 |
| 3.3. PRESENTATION PAR FONCTION : DEPENSES ET RECETTES DE GESTION..... | 34 |
| 2 SECTION D'INVESTISSEMENT..... | 42 |
| 1. Dette | 42 |
| 2. Recettes d'investissement | 42 |
| 3. Dépenses d'investissement..... | 42 |

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

| | | |
|------|--|----|
| 4. | Les prévisions 2026 : Une situation budgétaire qui permet de financer en 2026 l'ensemble des projets inscrits | 44 |
| II. | LES BUDGETS ANNEXES | 45 |
| A. | BUDGET AIRES D'ACCUEILS DES GENS DU VOYAGE | 45 |
| | LES RESULTATS | 45 |
| 1. | SECTION DE FONCTIONNEMENT | 45 |
| 1. | Recettes prévisionnelles de fonctionnement 2026 | 45 |
| 1.1 | LES TARIFS | 45 |
| 1.2 | LES PRODUITS DE RECETTES | 46 |
| 2. | Dépenses prévisionnelles de fonctionnement 2026 | 46 |
| 2. | SECTION D'INVESTISSEMENT | 47 |
| 1. | Recettes prévisionnelles d'investissement 2026 | 47 |
| 2. | Dépenses prévisionnelles d'investissement 2025 | 47 |
| B. | BUDGET ZONES D'ACTIVITES | 51 |
| 1. | Situation Budgétaire | 51 |
| 1.1. | LA DETTE : | 51 |
| 1.2. | LE RESULTAT PREVISIONNEL PAR ZONE 2025 | 51 |
| 2. | La structure Générale du Budget annexe « Zones d'Activités » 2026 | 51 |
| 3. | Projection Prévisionnelle du Budget annexe « Zones d'Activités » 2026 | 52 |
| C. | BUDGET ASSAINISSEMENT | 53 |
| 1. | Situation Budgétaire | 53 |
| 1.1. | LA DETTE | 53 |
| 1.2. | L'EPARGNE | 54 |
| 1.3. | LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 55 |
| 1.4. | LES RESULTATS | 55 |
| 2. | La Structure Générale du Budget annexe Assainissement 2026 | 55 |
| 3. | Projection prévisionnelle 2026-2036 | 56 |
| 3.1. | PROGRAMME PREVISIONNEL DES TRAVAUX 2026 – 2036 : PLUS DE 31.100.000 € | 56 |
| 3.2. | LES TARIFS | 56 |
| D. | BUDGET EAU | 58 |
| 1. | Situation budgétaire | 58 |
| 1.1. | LA DETTE | 58 |
| 1.2. | L'EPARGNE | 58 |
| 1.3. | LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 59 |
| 1.4. | LES RESULTATS | 59 |
| 2. | La structure du budget annexe eau 2026 | 60 |
| 3. | Projection prévisionnelle 2026-2036 | 61 |
| 3.1. | PROGRAMME PREVISIONNEL DES TRAVAUX 2026-2036 : PLUS DE 26 000 000 € | 61 |
| 3.2. | LES TARIFS | 61 |
| E. | BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS | 63 |

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

| | |
|---|----|
| III. PERSPECTIVES D'EVOLUTION FINANCIERE | 64 |
| A. LES ORIENTATIONS 2026 | 64 |
| B. PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS 2024-2027 | 64 |
| C. PROJECTION PLURIANNUELLE 2024 – 2027 | 65 |
| D. PERSPECTIVES | 67 |
| IV. Annexe au Débat d'Orientation Budgétaire | 70 |
| A. RAPPORT ANNUEL EGALITE FEMMES HOMMES | 70 |
| 1. Répartition hommes femmes sur emploi permanent 2025 | 70 |
| 2. Part des titulaires et non titulaires 2025 | 71 |
| 3. Répartition par filières | 71 |
| 4. Répartition par catégorie hiérarchique (titulaires) | 72 |
| 5. Pyramide des âges (emploi permanent) | 72 |
| 6. Répartition des femmes et des hommes sur les emplois fonctionnels | 72 |
| 7. Répartition des femmes et des hommes dans certains cadres d'emplois | 73 |
| 8. Répartition femmes-hommes sur le temps partiel | 73 |
| 9. Congé parental | 73 |
| 10. Rémunérations | 73 |
| 11. Déroulement de carrière 2025 | 74 |

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

CONTEXTE GENERAL : SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Sources : projet de la loi de finances pour 2026, dossier de presse PLF 2026 portant présentation générale du PLF, DOB 2026 Caisse d'EPARGNE, DOB 2026 LA BANQUE POSTALE, Rapport FMI ; Projection BCE.

Depuis 2019, chaque année voit de nouvelles crises internationales profondes affecter le contexte économique et social et rendre plus aléatoires les perspectives générales.

À la pandémie de la Covid-19 ont succédé des tensions internationales d'une intensité inédite, avec notamment le conflit russo-ukrainien toujours en cours, les instabilités persistantes au Moyen-Orient, et plus récemment, une recrudescence des tensions en Asie et en Afrique.

Si la crise sanitaire semble désormais maîtrisée, elle a révélé la nécessité d'adopter une approche budgétaire prudente.

La crise géopolitique mondiale, quant à elle, continue de peser sur les équilibres économiques, énergétiques et sociaux, avec des répercussions directes sur les finances publiques.

L'année 2026 s'ouvre ainsi dans un environnement macroéconomique profondément marqué par l'instabilité géopolitique, le ralentissement de la croissance et la recomposition des politiques budgétaires européennes. Les tensions persistantes en Europe de l'Est et au Moyen-Orient continuent d'alimenter la volatilité des marchés de l'énergie, tandis que les grandes économies avancées évoluent dans un cycle de croissance modérée (+3,1 % attendus dans le monde) et de normalisation monétaire prudente.

Au sein de l'Union Européenne, le retour aux règles budgétaires préexistantes à la période de la crise sanitaire entraîne un durcissement inédit des orientations des finances publiques, alors que l'inflation, en reflux mais encore présente dans certains secteurs, maintient les conditions financières à un niveau élevé.

En France, la crise politique qui persiste et l'absence de loi de finances à la date de clôture du présent rapport renforce l'incertitude institutionnelle. Cette conjoncture se traduit par une croissance encore atone (+0,9 % prévus en 2026 selon la Banque de France). À cela s'ajoute un déficit public durablement excessif (5,4 % du PIB en 2025) et un niveau d'endettement historiquement élevé imposant à la Nation un effort structurel important.

C'est dans ce cadre exigeant, où l'État sollicite fortement les collectivités territoriales, que s'inscrit le débat d'orientation budgétaire 2026.

PERSPECTIVE DE L'ECONOMIE MONDIALE : Une croissance mondiale atone

Dans ses dernières prévisions publiées en octobre, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit un ralentissement de la croissance économique mondiale.

La croissance mondiale devrait ralentir et les perspectives de croissance restent sombres, alors que le monde s'adapte à un paysage marqué par une hausse du protectionnisme et de la fragmentation. Au niveau mondial, l'inflation globale devrait continuer de diminuer, mais elle reste supérieure à l'objectif dans certains pays.

Les perspectives risquent d'être révisées à la baisse. Une incertitude prolongée et une intensification des mesures protectionnistes pourraient freiner davantage la croissance. Des chocs sur l'offre de main-d'œuvre plus importants qu'attendu pourraient réduire la croissance, en particulier dans les pays confrontés au vieillissement de leur population et à des pénuries de personnel qualifié. Les vulnérabilités des finances publiques et les fragilités des marchés financiers pourraient interagir avec la hausse des coûts d'emprunt et l'accentuation des risques de refinancement souverain. Une brutale réévaluation des valeurs technologiques pourrait menacer la stabilité macrofinancière. Les pressions exercées sur l'indépendance d'institutions économiques fondamentales pourraient nuire aux décisions économiques. Pour naviguer dans une économie mondiale en perpétuelle évolution, les décideurs doivent rétablir la confiance par des mesures crédibles, transparentes et viables.

(Perspectives de l'économie mondiale octobre 2025-FMI).

| |
|---|
| Accusé de réception en préfecture 067-246701064-20260205-ROB-2026-DE Date de télétransmission : 13/02/2026 Date de réception préfecture : 13/02/2026 |
|---|

- LE CONTEXTE ECONOMIQUE EUROPEEN : Une croissance en ordre dispersé

La croissance en zone euro s'établirait à 1,3 % en 2025 puis 1,2 % en 2026 après 0,8 % en 2024. Une partie de la bonne performance de la croissance en zone euro traduit une anticipation des droits de douanes US, avec une forte hausse des exportations de biens européens vers les États-Unis au 1^{er} semestre 2025.

La croissance européenne est tirée par les pays du Sud de l'Europe avec une croissance attendue à 2,9 % en Espagne. La croissance française résiste malgré l'incertitude politique (+0,9 %), alors que l'activité reste faible en Allemagne (0,3 %) et en Italie. L'année prochaine, la croissance allemande redémarrerait (+1,3 %) sous l'effet d'un plan de relance massif, qui bénéficierait à l'ensemble de la zone euro.

L'inflation resterait en moyenne légèrement au-dessus de la cible de la BCE cette année, à 2,1 %, avant de fléchir plus nettement l'année prochaine à 1,7 %, sous les effets cumulés de l'appréciation de l'euro et de la baisse des prix du pétrole et du gaz. L'inflation hors énergie et alimentation resterait un peu supérieure à 2 %, avec une inflation des services toujours élevée dans certains pays et notamment en Allemagne où le salaire minimum est attendu en hausse de 14 %.

(DOB 2026 – CAISSE D'EPARGNE)

- LE CONTEXTE NATIONAL : l'activité résiste à l'incertitude politique

Les prévisions anticipent une croissance de 0,9 % en 2025 et 1,0 % en 2026.

La croissance française a été particulièrement dynamique au 3^{ème} trimestre 2025 notamment grâce à la bonne performance des points forts de l'économie française, à commencer par l'aéronautique dont le rythme des livraisons continuerait d'augmenter au cours des prochains trimestres.

L'incertitude politique, qui a coûté 0,2 à 0,3 point de pourcentage de croissance en 2025, continuerait à freiner la reprise en 2026, en particulier la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

Les prévisions anticipent une inflation (IPCH) de 1,0 % en 2025 et de 1,7 % en 2026, après 2,3 % en 2024.

L'inflation française est la plus faible de la zone euro (à l'exception de Chypre), celle-ci ayant été tirée à la baisse par la baisse des prix des tarifs réglementés de l'électricité de 15 % en février 2025. L'inflation française resterait modérée en 2026, ce qui s'explique par :

- la baisse des prix du pétrole et du gaz et l'appréciation de l'euro,
- la modération des salaires dans un contexte de ralentissement de l'emploi et de croissance légèrement sous le potentiel.

(DOB 2026 – CAISSE D'EPARGNE)

↳ Principales hypothèses macro-économiques associées au PLF 2026 :

Sources : Présentation de la Loi de finances initiale pour 2026 : Repères : politique, procédure et gestion budgétaires.

Le Projet de Loi de Finances 2026 a été préparé dans un contexte de crise politique en France, enclenchée par la chute du gouvernement Bayrou, suivie de la démission du Premier ministre, Sébastien Lecornu, puis de sa nouvelle nomination.

Il a été soumis au Parlement le 14 octobre 2025, respectant tout juste les 70 jours de délai dont le Parlement doit disposer pour l'examiner et le voter.

24/10/2025 : Début de l'examen à l'Assemblée nationale (AN) en séance publique,

22/11/2025 : Rejet de la première partie et transfert au Sénat,

27/11/2025 : Début de l'examen au Sénat en séance publique 04/12/2025 ; Adoption de la première partie par le Sénat,

15/12/2025 : Adoption du PLF par le Sénat en première lecture,

19/12/2025 : Échec de la Commission mixte paritaire (CMP).

Le projet de loi de finances n'ayant pas été adopté avant le 31 décembre 2025, le contexte d'incertitude budgétaire se poursuit.

LE PLF 2026 S'INSCRIT DANS UNE TRAJECTOIRE NECESSAIRE DE REDRESSEMENT DES COMPTES PUBLICS AVEC UN EFFORT JUSTE DE CHACUN

- **La poursuite d'un effort de consolidation de nos comptes publics en 2026**

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

Le Gouvernement anticipe un déficit public de 5,4 % cette année et de 4,7 % en 2026, une cible qui paraît ambitieuse compte tenu des nombreux aléas d’ici à l’adoption complète du budget.

| En % du PIB | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|------------------|---------|---------|---------|--------|---------|-------|
| Déficit public | -6,5 % | -4,8 % | -5,5 % | -5,8 % | -5,4% | -4,7 |
| Dettes publiques | 112,8 % | 111,6 % | 109,9 % | 113,2 | 115,9 % | 117,9 |

- **Une augmentation du taux de prélèvements obligatoires ?**

Après s’être établi à 42,8 % du PIB en 2024, le taux de prélèvements obligatoires s’établirait à 43,6 % en 2025 et à 43,9 % en 2026.

| En % du PIB | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|------|--------|-------|
| Taux de prélèvements obligatoires | 44,3 % | 45,4 % | 43,2 % | 42,8 | 43,6 % | 43,9% |

- **Vers un redressement des finances publiques**

Après 56,4 % en 2023, le ratio de dépense publique (hors crédits d’impôts) atteindrait 56,8 % du PIB en 2025 puis reculerait à 56,4 % en 2026.

| En % du PIB | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|------|
| Croissance volume de la dépense publique | 2,6 % | -1,1 % | -1,0 % | 1,2 % | 0,7 % | 1,0 |
| Taux de dépenses publiques | 58,4 % | 57,7 % | 56,4 % | 56,6 % | 56,8 % | 56,4 |

L’inflation augmenterait légèrement à +1,3 % en moyenne annuelle 2026.

LES PRINCIPALES ORIENTATIONS DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 :

Le projet de loi de finances pour 2026 s’inscrit dans un contexte de forte tension sur les comptes publics, avec un objectif affiché par le gouvernement de réduction rapide du déficit et de la dette, au prix d’un effort important demandé aux collectivités territoriales.

Le projet de budget 2026 ambitionne de redresser les comptes publics par :

- des hausses de recettes fiscales, en particulier par un effort supplémentaire des contribuables les plus aisés à hauteur de 6,5 milliards d’euros (Md€) et par la suppression de 23 niches fiscales pour un gain d’environ 5 Md€ (la France en compte actuellement 474 pour un coût total de 85 Md€) ;
- une baisse des dépenses de l’État, hors Défense nationale, qui représente deux tiers de l’effort budgétaire total.

Les collectivités locales seront associées aux efforts de maîtrise du déficit public.

Dans le texte initial du projet de loi de finances, l’impact cumulé des prélèvements de l’État pour les collectivités se traduisait par une ponction de près de 7,2 milliards d’euros en 2026. Cet effort considérable, qui s’ajoute aux contributions déjà appliquées depuis plus de dix ans, apparaît disproportionné et injustifié au regard de la part des collectivités dans la dégradation des comptes publics.

Après une première lecture du texte marquée par de réelles divergences entre l’Assemblée nationale et le Sénat notamment sur l’ampleur des économies et la contribution des collectivités, la commission mixte paritaire réunie le 19 décembre 2025 n’est pas parvenue à un accord, rendant impossible l’adoption d’une loi de finances pour 2026 avant le 31 décembre. Le gouvernement a donc eu recours à une loi de finances spéciale, afin d’assurer la continuité des services publics et pouvoir gérer une situation provisoire jusqu’à l’adoption de la loi de finances pour 2026.

Cette situation prolonge cependant une incertitude budgétaire majeure : les ponctions envisagées sur les ressources des collectivités restent en suspens et pourront être réintroduites, modifiées ou amplifiées dans la future loi de finances.

À partir du 13 janvier 2026 : nouvelle lecture à l’Assemblée (sur la base du texte du Sénat).

Le 20 janvier 2026 : le Premier ministre a engagé le 49.3 sur la partie “recettes” (1re partie) du budget 2026.

L’adoption du Budget “dépenses” et le texte final est attendue mi-février si le gouvernement n’est pas censuré.

Sources : Extrait AMF : Quelle loi de finances pour 2026 ?

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

↳ Principales dispositions du Projet de la Loi de Finances concernant les collectivités locales :

L'absence de loi de finances définitive rend l'exercice particulièrement complexe, tant la dépendance des collectivités aux ressources d'origine étatique s'est accrue ces dernières années.

Ce contexte instable appelle à une vigilance accrue dans l'élaboration des budgets, en privilégiant la prudence dans les choix financiers.

LES PRINCIPALES MESURES DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2026

Revalorisation des bases fiscales pour 2026

Comme chaque année, les bases d'imposition se voient appliquer une revalorisation forfaitaire afin de tenir compte de l'évolution théorique des prix du marché de l'immobilier. Jusqu'en 2017, ce pourcentage était fixé par les parlementaires lors de l'examen de la loi de finances. Depuis la loi de finances pour 2018, le coefficient d'actualisation des bases d'imposition est déterminé par la variation de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) constatée entre le mois de novembre de l'année n-1 et celui de l'année n-2.

Suite à la publication de l'indice de novembre 2025, le coefficient d'actualisation s'élève à 1,00786 pour 2026, soit un taux de progression des bases d'imposition (taxes foncières - TEOM - TH sur les résidences secondaires et certaines catégories de locaux passibles de la CFE) de 0,8 %.

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Prévision 2026 |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|-------|------|----------------|
| Evolution des bases | 1,2 % | 0,2 % | 3,4 % | 7,1 % | 3,9 % | 1,7% | 0,8% |

Depuis 2019, la revalorisation forfaitaire ne s'applique plus sur les locaux professionnels et commerciaux, dont l'évolution tarifaire est désormais liée à celle des loyers de ces locaux dans chaque département.

Anticipation progressive de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. Prévues pour 2027, la suppression définitive de la CVAE a été reportée. Les taux d'imposition ont été abaissés progressivement à compter de 2026. La CVAE devait être totalement supprimée en 2030.

Comme pour les LFI précédentes, les collectivités ne sont pas impactées puisqu'il n'est pas proposé pas de retour arrière sur l'affectation de la CVAE au budget de l'État. La proposition faite impacte les entreprises car la suppression de la CVAE est anticipée par rapport à la mesure de la LFI 2025 : au lieu d'intervenir en 2030, la disparition serait pour l'année 2028. Ainsi, le taux maximum sera de 0,19 % en 2026 puis de 0,09 % en 2027. Par conséquent, le plafonnement de la contribution économique territoriale (CFE + CVAE) est adapté aux modifications de taux de la CVAE : il diminue aussi progressivement pour ne porter que sur la CFE à partir de 2028.

Ajustement de la mise en œuvre de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels et de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation.

Valeurs locatives des locaux professionnels

La valeur locative des locaux professionnels, utilisée dans l'assiette de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de la cotisation foncière des entreprises (CFE), repose depuis 2017 sur un tarif par m² en fonction de la catégorie du local. Le prix par m² est calculé en fonction des loyers constatés par zone géographique et est mis à jour périodiquement. Lors de la mise en œuvre de ces nouvelles modalités de calcul, trois mécanismes sont mis en place jusqu'en 2025 pour limiter les variations trop fortes (un coefficient de neutralisation, un lissage ainsi qu'un « planchonnement »*).

* *Planchonnement : atténuation de moitié des variations (hausse ou baisse) après application du coefficient de neutralisation.*

La nouvelle actualisation sexennale pour 2027 ne peut pas être mise en œuvre en l'état, et ce d'autant plus avec l'arrêt des trois mécanismes de correction cités ci-dessus.

Afin d'éviter des variations trop fortes, il est proposé :

- une actualisation des règles du coefficient de neutralisation
- un nouveau lissage des valeurs locatives sur 6 ans
- le prolongement du « planchonnement » pour 1 an

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

Valeurs locatives des locaux d'habitation

La révision des valeurs locatives des locaux d'habitation commence par un recensement des loyers pratiqués par les bailleurs afin d'établir des tarifs par m² en fonction du secteur géographique. Sur cette base, le Gouvernement doit réaliser un rapport listant les impacts de la révision avant le 1er septembre 2026. Les travaux de détermination des nouvelles valeurs locatives doivent avoir lieu ensuite afin que ces dernières s'appliquent dès le 1^{er} janvier 2028.

Cette démarche étant proche de celle concernant les locaux professionnels, il est recommandé de s'en inspirer pour améliorer les démarches à réaliser. Ainsi, il est proposé de décaler de trois ans la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation pour bénéficier de suffisamment de recul :

- le recensement des loyers serait repoussé à 2028,
- le rapport sur les impacts de cette révision est attendu pour le 1^{er} septembre 2029,
- les nouvelles valeurs seraient utilisées dans les bases d'imposition à compte de 2031.

La généralisation de la budgétisation verte (Art. 191 et 192) de la Loi de Finances 2024

Aux termes de l'article 191 de la loi de finances pour 2024, à compter de l'exercice budgétaire 2024, les comptes administratifs (CA), ou financiers uniques (CFU), des collectivités locales de plus de 3 500 habitants en M57 ou M4 doivent comporter une annexe intitulée « Impact du budget pour la transition écologique ».

Cette annexe présente les dépenses d'investissement qui contribuent, négativement ou positivement, à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France (correspondant aux 6 axes de la taxonomie verte). Plus précisément, 17 comptes en investissement sont identifiés (au sein des comptes 20, 21 et 23) et leur classification est divisée en 5 catégories : favorable, défavorable, neutre, mixte, et non cotée.

En 2025 seul l'axe 1 d'atténuation (« Lutte contre le changement climatique ») devait obligatoirement être pris en compte pour l'analyse des comptes 2024. À partir de 2026, l'axe 6 « préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles » doit également être obligatoirement pris en compte dans les annexes des comptes 2025. Les autres axes seront intégrés à partir de 2027-2028.

LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT : CE QUI ETAIT PREVU AU PLF 2026 :

Ecrêtement de la TVA allouée en compensation des réformes fiscales de suppression de la THRP et de la CVAE

À compter de l'exercice 2026, est prévu un encadrement de la dynamique des fractions de TVA affectées aux collectivités locales : évolution égale à la différence entre la dynamique du produit net de TVA (pour rappel, depuis la LFI 2025 la dynamique des fractions de TVA pour l'année n est égale à l'évolution au titre de l'année n-1 du produit net de TVA) et le taux d'inflation hors tabac de l'année précédente, à condition que cette différence soit positive (à défaut, évolution nulle). Cette mesure a été supprimée dans la version du 15/12/2025.

Versement de l'écêtement de la TVA allouée en compensation des réformes fiscales dans le fonds de sauvegarde des départements (articles 33 et 77)

Cette mesure a été supprimée dans la version du 15/12/2025.

Réintégration dans la DGF de la quote-part de TVA des régions versée depuis 2018 en compensation (1) et réduction du Prélèvement sur recettes (PSR) de compensation de la réforme des valeurs locatives des établissements industriels (2) (articles 31, 35, 72)

(1) Instauration d'une dotation globale de fonctionnement aux régions au lieu d'une fraction de TVA, égale au montant de 2024 et 2025, soit 5,172 Md€. Perte de la dynamique résultant des textes actuels, soit l'évolution de la TVA nette entre 2024 et 2026 (environ 116 M€). Stabilité à partir de 2027.

Cette mesure a été supprimée dans la version du 15/12/2025.

(2) Application d'un coefficient de minoration de 25% sur la compensation versée aux EPCI et aux communes en lien avec la réforme de 2021 consistant en la division par 2 des valeurs locatives des établissements industriels en matière de CFE et TFB.

Version du 15/12/2025 : révision du coefficient de minoration à 19,3%, avec un plafonnement de l'impact à 2 % des recettes réelles de fonctionnement (impact estimé diminué de moitié).

Les variables d'ajustement (article 31)

Total des dotations ajustées (PLF 2026) : 2 476,7 M€, en baisse de 526,9 M€ (soit 17,54 %).

Version du 15/12/2025 : baisse DC RTP de -14,42 % (avec stabilité pour les régions et -34,21 % pour le BC).

Dilico (articles 75 et 76)

Renouvellement et extension du « dispositif de lissage des recettes fiscales des collectivités territoriales », créé en 2025.

Modifications par rapport au « Dilico I » :

- Concernant le prélèvement, devaient être concernées les collectivités qui présentent un indice synthétique supérieur à

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Préfecture de la Région Île-de-France

- 100 % de l'indice synthétique moyen pour les communes (contre 110 % en 2025 dans le Dilico I) ;
- à 80 % de l'indice synthétique moyen pour les EPCI (contre 110 % en 2025) ;
- Modification des règles de reversement.

Version du 15/12/2025 : reconduction des règles du Dilico I.

- **2 Md€** devaient être prélevés sur les recettes des collectivités locales (contre 1 Md€ en 2025), dans la limite d'un plafonnement des recettes de fonctionnement des budgets principaux 2023 à 2 %.

Comme en 2025, devaient être exonérées les contributions inférieures à 1 000 euros, les sommes issues du plafonnement et des exonérations étant réparties entre les collectivités contributrices.

Les communes non plafonnées voient leur contribution initiale multipliée par le coefficient de report.

Version du 15/12/2025 : suppression de la contribution des communes et division par 2 de celle des EPCI et des départements = reconduction des règles du Dilico I.

- **Concernant le reversement, la quote-part de reversement individuel devait être plafonnée à 80 %.**

Version du 15/12/2025 : reconduction des règles du Dilico I avec répartition de 90/10.

- Reversements individuels :

o Devaient être conditionnés (nouveau 2026) à la maîtrise des dépenses totales hors dette des budgets principaux pour chaque catégorie :

- ♣ Reversement intégral en cas d'évolution desdites dépenses de l'année n-1 inférieure ou égale à celle du PIB en valeur de l'année n-1 ;
- ♣ Reversement partiel, avec individualisation, en cas d'évolution comprise entre 0 et 1 point de plus que celle du PIB n-1 ;
- ♣ Pas de reversement en cas d'évolution supérieure d'au moins 1 point à celle du PIB n-1.

o Devaient être lissés sur 5 ans à partir de 2027.

Version du 15/12/2025 : reconduction des règles du Dilico I avec lissage sur 3 ans.

Le fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (article 32)

- Modification du calendrier de versement pour les EPCI (retour au droit commun : fin de la contemporanéité - 2026 = année blanche ;

- Modification du périmètre d'éligibilité (fin de la prise en compte des dépenses de fonctionnement – pour rappel : environ 330 M€ de FCTVA estimés au titre du fonctionnement en 2024 ;

À noter, la version au 15/12/2025 n'entérine pas cette modification ;

- Rétablissement du versement pour les collectivités qui réalisent des travaux dans le cadre de leurs concessions d'aménagement ;

- Simplification pour les collectivités situées dans des communes reconnues en état de catastrophe naturelle.

Version au 15/12/2025 : rétablissement de l'éligibilité des travaux réalisés en régie.

LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT

Création d'un fonds d'investissement pour les territoires (article 74)

Regroupement des 3 dotations d'investissement : dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la dotation politique de la ville (DPV) et la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) au sein d'un fonds d'investissement pour les territoires (FIT). L'attribution de ce FIT se verrait confiée aux préfets de département.

Version au 15/12/2025 : supprime la création de ce fonds et maintient les dotations antérieures.

Nette diminution du fonds vert depuis sa création en 2023 (Article 49)

Le PLF prévoit que le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, appelé aussi fonds vert, soit de 650 millions € en 2026. Pour rappel, il était de 2 milliards € en 2023 (année de création du fonds), de 2,5 milliards € en 2024 et de 1,15 milliard € en 2025.

Dotation globale de fonctionnement (DGF) (article 31)

Cet article prévoit de reconduire le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) de l'année 2025. Elle est alors fixée à 32,5 milliards € pour 2026.

Le PLF 2026 prévoit à la fois une stabilisation du montant global et une augmentation de la péréquation.

Baisse de la DCRTP (ancienne compensation de suppression de Taxe Professionnelle part salaires). Concernant les variables d'ajustement, le PLF propose une minoration importante de 527 millions €, supportée par l'ensemble des niveaux de collectivités. Il reprend le montant de 487 millions € de 2025, auquel vient s'ajouter une minoration de 40 millions € venant

Médecine de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de transmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

compenser le relèvement des crédits de la dotation de solidarité aux collectivités victimes d'événements climatiques (DSEC). Les montants individuels seront calculés au prorata des recettes réelles de fonctionnement comme les années passées.

| en millions € | Montants 2026 |
|---|---------------|
| Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) | |
| Bloc communal | - 50 |
| Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) | |
| Communes | - 128 |
| EPCI à fiscalité propre | - 130 |
| Départements | - 30 |
| Régions | - 181 |
| Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE) | |
| Régions | - 8 |
| TOTAL minoration | - 527 |

Haussa mécanique des compensations d'exonérations fiscales, notamment la compensation de la suppression pour moitié de la valeur locative des établissements industriels.

SYNTHESE

Le contexte politique instable appelle à une vigilance accrue dans l'élaboration des budgets, en privilégiant la souplesse, la réactivité et la prudence dans les choix financiers.

En 2026, il faudra encore agir et équilibrer les budgets dans un contexte d'imprévisibilité permanente tenant compte de l'instabilité mondiale et d'un climat de crise économique et sociale sans précédents sans l'aide de l'Etat qui considère les collectivités comme ses variables d'ajustement.

Un des enjeux majeurs consistera encore à veiller à la maîtrise des charges de fonctionnement tout en comptabilisant l'augmentation de la masse salariale liée aux différentes revalorisations imposées par l'Etat ainsi que l'accompagnement en matière de garantie sociale de nos agents (complémentaire santé prévoyance).

En 2026, l'élaboration des budgets restera soumise aux contraintes liées à la perte de l'autonomie fiscale, la hausse des dépenses contraintes, et la dépendance au contexte socio-économique national.

Face à l'érosion des ressources locales et à la tension des coûts, la situation budgétaire de la CC reste saine, lui permettant de poursuivre son programme d'actions entamé depuis le début du mandat.

Et, comme les années précédentes, le recours au levier fiscal ou à la hausse de la tarification des services n'est pas envisagé.

LES MESURES EN MATIERE DE RESSOURCES HUMAINES 2026 :

Les élections professionnelles ont eu lieu le 8 décembre 2022 : ayant passé le cap des 50 agents, la Communauté de Communes dispose depuis le 1^{er} janvier 2023 de son propre Comité Social Territorial (CST).

MESURES GENERALES :

- Le **SMIC a été revalorisé** au 1^{er} janvier 2026 de 1,18%. Le SMIC horaire brut passe de **11,88 à 12,02 €**. Le SMIC mensuel brut, pour une personne à temps plein, s'élève à 1823,03 €,
- Le minimum de traitement dans la fonction publique au 1^{er} janvier 202 : **L'indice minimum de traitement dans la fonction publique** reste fixé à l'indice majoré à 366 points (indice brut 385), équivalent à 1801,74 euros brut mensuel. Une indemnité différentielle sera versée aux agents dont la rémunération est inférieure au SMIC.
- **Point d'indice de la fonction publique : la valeur du point d'indice**, utilisée pour calculer la rémunération dans la fonction publique, **demeure gelée à 4,92278 € depuis juillet 2023**.

MESURES CATEGORIELLES :

Poursuite de la hausse des cotisations CNRACL en 2026 : Hausse de 3 points par an jusqu'en 2028

Protection sociale complémentaire : prévoyance en 2025, santé en 2026 :

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022, précise les garanties minimales au titre de la couverture prévoyance. Il définit les montants de référence permettant de déterminer la participation minimale obligatoire des employeurs au financement des cotisations de protection sociale complémentaire. Elles sont destinées à couvrir les risques santé et prévoyance.

Pour le risque prévoyance, la participation ne pourra être inférieure à 20 % du montant de référence fixé à 35 €, soit 7 €.

L'obligation de participation financière en prévoyance s'impose aux employeurs territoriaux à compter du 1er janvier 2025.

Pour le risque santé, cette participation ne pourra être inférieure à 50 % du montant de référence fixé à 30 €, soit 15 €.

L'obligation de participation financière en santé s'impose aux employeurs territoriaux à compter du 1er janvier 2026.

Par délibération n°25-89 du 11 décembre 2025 le conseil communautaire a décidé de revaloriser sa participation au risque santé des agents au 1^{er} janvier 2026.

Modification du plafond de la Sécurité sociale

Le plafond annuel de la Sécurité sociale (PASS) passe à **48 060 €** en 2026 contre 47 100 € en 2025, et 46 368 € en 2024. Ce changement entraîne des conséquences directes sur :

- Les cotisations sociales des agents publics,
- Les indemnités journalières en cas d'arrêt de travail,
- Les prestations de retraite et d'assurance-vieillesse.

Ce relèvement du PASS reflète l'évolution des salaires et contribue à ajuster les bases de calcul des cotisations. Il garantit également une meilleure couverture des prestations sociales pour les fonctionnaires.

Lignes directrices de gestion : un bilan de la mise en œuvre des lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels doit être établi chaque année, sur la base des décisions individuelles et en tenant compte des données issues du Rapport Social Unique. Il doit être présenté au Comité Social Territorial.

Violences : les collectivités doivent avoir un dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes (art. 80 de la loi du 6 août 2019). Le plan d'action égalité professionnelle inclut des actions pour lutter contre les violences. Chaque année est présenté un état des lieux (cf. le plan d'action égalité professionnelle femmes – hommes).

Egalité professionnelle femmes – hommes : l'état de mise en œuvre du plan d'action incluant la promotion de l'égalité professionnelle femmes/hommes, obligatoire dans les collectivités et EPCI de plus de 20 000 habitants, doit être présenté chaque année aux représentants du personnel (CST).

AUTRES MESURES POUR 2026 : Mise à jour du DUERP et finalisation du diagnostic RPS pour le personnel des piscines.

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

SITUATION ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE LA COLLECTIVITE

18 communes – 41 470 habitants au 1^{er} janvier 2026 (41 432 au 1^{er} janvier 2025), soit +38 habitants.

Depuis 2020, les collectivités locales évoluent dans un contexte économique tendu et particulièrement instable.

A peine sorties des différentes crises sanitaires, énergétiques et inflationnistes, que l'incertitude budgétaire liée à l'instabilité gouvernementale et à la situation dégradée de l'économie française se poursuit.

A l'instar de 2025, les collectivités sont à nouveau contraintes d'élaborer un budget sans connaître ni le niveau de leur contribution au redressement des comptes publics, ni celui des recettes auxquelles elles peuvent prétendre et qui, pour une majeure partie leur échappent désormais du fait des réformes fiscales qui ont transformé les impôts en allocations, dotations et partage de fiscalité nationale, les rendant ainsi dépendantes de l'Etat.

Le pouvoir de taux de l'exécutif a considérablement été diminué ces dernières années. Les recettes de fonctionnement dépendent désormais majoritairement de l'Etat qui décide seul de leur évolution et transforme les compensations, depuis plusieurs années, en variables d'ajustement utilisées pour réduire les déficits nationaux. L'impôt, élément majeur de la décentralisation, destiné à financer les actions locales, devient désormais de plus en plus éloigné des contribuables.

L'évolution de la masse salariale dépend également de l'Etat qui impose l'évolution du point d'indice mais aussi des taux de certaines cotisations comme celles de la CNRACL en hausse de 3 points pendant 4 ans.

Le contexte d'élaboration budgétaire reste ainsi toujours marqué, par un contexte économique incertain : perte de l'autonomie fiscale, hausse des dépenses contraintes, baisse des dotations et concours financiers de l'Etat, hausse des prélèvements sur les ressources et dépendance au contexte socio-économique national.

La Communauté de communes peut toutefois aborder la fin du mandat 2020-2026 avec sérénité grâce à une bonne santé financière qui se résume ainsi :

- stabilité des taux d'imposition,
- absence de dette,
- maintien d'une épargne disponible pour le financement des projets majeurs,
- poursuite d'une politique d'investissement élevé et soutenue, bénéficiant au tissu économique local, et finançant la transition écologique, la rénovation patrimoniale et la modernisation des services.

Cette année encore le Budget sera élaboré sur la base d'une augmentation brute de ses dépenses de fonctionnement dans le contexte général d'augmentation des coûts sur la base de l'inflation, ainsi que sur la base d'hypothèses réalistes et prudentes de recettes.

L'épargne nette permet encore d'aborder l'année 2026 sereinement avec une situation financière solide qui ne remet pas en cause la mise en œuvre des priorités du mandat, tant en matière d'investissement que de services publics, ou le choix de stabilité fiscale.

La CCRMM poursuit sa politique d'investissement avec la volonté de saisir toutes les opportunités de financement qui peuvent être proposées.

L'épargne disponible permettra de financer des projets aboutis avec un recours marginal à l'emprunt :

- Construction d'un nouvel équipement aquatique à MUTZIG,
- Viabilisation du Fort de Mutzig,
- Développement de nouvelles liaisons cyclables,
- Actions en faveur de la transition écologique et la maîtrise énergétique.

Pour 2026 les investissements programmés répondent dans la continuité des objectifs du mandat, à la volonté :

- De moderniser ses équipements : Poursuite des travaux de construction du nouvel Equipement aquatique à MUTZIG ;
- Développer l'activité touristique du territoire : Travaux d'autonomisation du Fort de Mutzig et études pour la construction d'une maison d'accueil,
- De préserver l'environnement et d'agir pour le développement durable, par

Assusé de réception
087246701084-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

- l'installation de nouvelles bornes de recharge électrique sur le territoire,
 - le développement et l'entretien des réseaux d'assainissement, des stations d'épurations et des réseaux d'eau,
 - la poursuite du développement des pistes cyclables,
 - le renforcement de la gestion des eaux pluviales,
 - la prévention contre les inondations et la maîtrise des eaux pluviales urbaines,
 - la mise en œuvre de la Trame verte et bleue,
 - la définition d'une politique d'actions en faveur de la transition énergétique...
- D'agir pour le développement économique du territoire en poursuivant le développement des zones d'activités économiques ;
 - De soutenir les communes : Equipement de la Banque de Matériel Intercommunale,
 - De soutenir les services à la personne dans le domaine de la petite enfance : Relais Petite Enfance ;
 - De renforcer graduellement la mutualisation des achats.

Dans ce contexte, les orientations budgétaires 2026 mettent l'accent sur les points suivants :

- **La poursuite de la politique de non augmentation des taux d'imposition, et ce pour la 21^{ème} année consécutive,**
- **Le maintien du produit de la taxe GEMAPI,**
- **Le maintien de la solidarité budgétaire,**
- **L'accélération des engagements en faveur de la transition écologique,**
- **La maîtrise des charges de fonctionnement,**
- **La préservation de notre capacité à investir,**
- **La capacité à faire face aux imprévus découlant de la situation internationale,**
- **Le maintien d'une politique de soutien au travers des participations financières :**

SYNDICAT MIXTE DU BASSIN BRUCHE MOSSIG : gestion des milieux aquatiques et inondations ;

PETR BRUCHE- MOSSIG : définition des conditions de développement économique, écologique, culturel et social du territoire ;

OFFICE DU TOURISME : développement touristique ;

MISSION LOCALE : aide à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans ;

EPICERIE SOCIALE : aide aux personnes en difficulté ;

INITIATIVE BRUCHE-MOSSIG-PIEMONT : aide à la création ou reprise d'entreprises.

En 2026, 6 budgets seront ouverts avec pour orientations majeures :

- LE BUDGET PRINCIPAL

L'aboutissement de 2 projets majeurs :

- Construction du nouvel équipement aquatique à Mutzig ;
- Viabilisation du Fort de MUTZIG et la construction du bâtiment d'accueil

La poursuite des politiques actuelles.

Le renforcement des projets environnementaux :

- Trame verte et bleue :
Elaboration d'un programme d'action TVB
- Energie 18 :
Lancement d'un Projet photovoltaïque :
- Gestion des eaux pluviales urbaines
- Pistes cyclables
- Bornes de recharges pour véhicules électriques
- Prévention contre les inondations et coulées de boues

- LE BUDGET ANNEXE ZONES D'ACTIVITES

La poursuite de l'installation d'entreprises

- LE BUDGET ANNEXE AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE (DEPUIS 2023)

Le maintien de la participation financière du budget principal au fonctionnement du

La poursuite des travaux de modernisation de l'aire de MUTZIG et d'individualisation

Un objectif de réduction des charges sur les deux aires en lien avec les travaux menés.

Budget annexe AAGV
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Desse et al. sous d'Evex 2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

- LE BUDGET ANNEXE EAU POTABLE ET LE BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET PLUVIAL

L'unification de l'eau et de l'assainissement sur le territoire est un objectif atteint depuis le 1^{er} janvier 2025.

Des enjeux :

- Augmenter le volume d'investissement,
- Mettre en œuvre les études et les travaux des schémas directeurs des réseaux,
- Finaliser les études des schémas directeurs pour Duppigheim et mettre en œuvre les travaux des stations d'épuration de Molsheim et Ernolsheim-Bruche,
- Amplifier la politique d'infiltrations des eaux pluviales urbaines,
- Poursuivre le déploiement de l'assainissement de la communes d'Heiligenberg,
- Veiller à la qualité de la ressource en eau.

- LE BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS

La taxe d'enlèvement des déchets ménagers reste collectée et reversée intégralement au SELECTOM.

Réussir le déploiement de la collecte des biodéchets.

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

I. BUDGET PRINCIPAL

Le résultat budgétaire prévisionnel de l'exercice 2025 s'élève à 13 803 263,95 €.

| BUDGET PRINCIPAL | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|-------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| RESULTAT FONCTIONNEMENT | 1 414 147,15 | 1 792 951,84 | 1 786 704,85 | 1 627 955,96 |
| RESULTAT INVESTISSEMENT | 12 150 996,04 | 12 460 731,15 | 13 318 736,94 | 12 175 307,99 |
| RESULTAT GLOBAL | 13 565 143,19 | 14 253 682,99 | 15 105 441,79 | 13 803 263,95 |

1. SECTION DE FONCTIONNEMENT

1. Recettes de fonctionnement

1.1. LA FISCALITE

2026 : en l'absence de notification des bases, les prévisions de recettes fiscales restent prudentes.

a. Evolution des taux

| LIBELLE | TAUX | | | | | |
|---|-------|-------|-------|-------|--------------|-----------|
| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | D N/(N-1) |
| Taxe d'habitation* | | 3,84 | 3,84 | 3,84 | 3,84 | 0% |
| Taxe foncière sur les propriétés bâties | 1,87 | 1,87 | 1,87 | 1,87 | 1,87 | 0% |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 6,75 | 6,75 | 6,75 | 6,75 | 6,75 | 0% |
| Contrib. foncière des entreprises (part add)* | 2,89 | 2,89 | 2,89 | 2,89 | 2,89 | 0% |
| Contrib. foncière des entreprises (part ZAE)* | 19,53 | 19,53 | 19,53 | 19,53 | 19,53 | 0% |

Les taux des différentes taxes n'ont pas augmenté depuis 2005.

Les taux de taxe d'habitation ont été figés depuis 2020.

* 2023 : vote du taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale.

b. Evolution prévisionnelle des bases 2026

| LIBELLE | BASES | | | | | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------|
| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 PREV. | 2026 PREV. | D N/(N-1) |
| Taxe d'habitation | 1 175 531 | 2 108 569 | 1 837 577 | 1 260 000 | 1 270 080 | 0,8% |
| Taxe foncière sur les propriétés bâties | 56 977 709 | 60 858 188 | 64 330 804 | 67 861 000 | 68 403 888 | 0,8% |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 1 138 920 | 1 217 159 | 1 257 750 | 1 290 000 | 1 300 320 | 0,8% |
| Cotisation Foncière des Entreprises | 21 967 638 | 24 074 341 | 26 134 931 | 26 671 000 | 26 884 368 | 0,8% |
| Fiscalité professionnelle de zone | 2 322 128 | 2 548 435 | 2 807 063 | 3 017 000 | 3 041 136 | 0,8% |
| TOTAL | 83 581 926 | 90 806 692 | 96 368 125 | 100 099 000 | 100 899 792 | 0,8% |

2026 : Revalorisation prévisionnelle des bases d'imposition :

- locaux industriels, propriétés non bâties, locaux d'habitation : **0,8** (1,00789 en 2026),
- locaux professionnels révisés : actualisation de la grille départementale des tarifs catégoriels d'après les loyers collectés,
- bases minimum CFE (à défaut de nouvelle délibération).

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

c. Evolution prévisionnelle des produits

| LIBELLE | PRODUITS | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------|
| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 ROB | D N/(N-1) |
| Taxe d'habitation (Résidences secondaires*) | 80 976 | 70 561 | 48 384 | 48 000 | -0,8% |
| TVA Compensation TH | 2 243 895 | 2 243 236 | 2 249 260 | 2 245 000 | -0,2% |
| TVA définitive n-1 | - | 19 551 | 6 024 | 20 000 | -432,0% |
| Taxe foncière sur les propriétés bâties | 1 137 986 | 1 202 278 | 1 269 001 | 1 270 000 | 0,1% |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 82 156 | 84 897 | 87 075 | 87 000 | -0,1% |
| TOTAL RESSOURCES TH & TF | 3 545 013 | 3 581 421 | 3 659 744 | 3 630 000 | -0,8% |
| Cotisation Foncière des Entreprises | 695 739 | 755 299 | 770 792 | 770 000 | -0,1% |
| Fiscalité Prof. De Zone | 497 624 | 547 239 | 589 220 | 615 000 | 4,4% |
| Cotisation Valeur Ajoutée des Entreprises | 16 590 | - | - | - | 0,0% |
| TVA Compensation CVAE | 1 573 884 | 1 570 228 | 1 598 353 | 1 580 000 | -1,1% |
| TVA définitive n-1 | - | 13 623 | 3 954 | 10 000 | -352,9% |
| TOTAL FISCALITE PROFESSIONNELLE | 2 783 837 | 2 859 143 | 2 962 319 | 2 955 000 | -0,2% |
| Taxe GEMAPI | 120 686 | 200 032 | 220 081 | 220 000 | 0,0% |
| Autres Restitution au titres des dégrèvements | - | 1 277 | 4 312 | 5 000 | 16,0% |
| TOTAL | 6 449 536 | 6 639 319 | 6 837 832 | 6 800 000 | -0,6% |
| Evolution N/(N-1) | 685 814 | 189 783 | 198 513 | 37 832 | -119,1% |

2022 : Baisse de la CVAE

2023 : Suppression de la CVAE prévue initialement sur 2 ans pour les entreprises, compensée totalement sous forme de fraction de TVA. Le montant de la compensation est divisé en deux parts :

- la première part prévoit que les communes, EPCI bénéficient d'un montant de TVA correspondant à la moyenne de CVAE des années 2020-2023, à laquelle s'ajoute le montant des compensations d'exonération de CVAE reçues sur la même période,
- la seconde part prévoit que la dynamique de la fraction de TVA est affectée à un fonds national de l'attractivité économique des territoires, réparti annuellement en fonction de l'activité économique sur le territoire des collectivités. La définition des modalités de répartition de ce fonds est renvoyée à un décret.

2023 : Instauration de la Taxe GEMAPI.

2024 : La suppression de la CVAE pour les entreprises a été reportée en 2027- 2^{ème} année de compensation sous forme de fraction de TVA.

2024 : Ajustement du produit de la Taxe GEMAPI au titre de la prévention contre les inondations ; restitutions de TVA perçues sur TH et CVAE.

2025 : La loi de finances pour 2025 reporte la suppression de la CVAE à 2030, Ajustement du produit de la Taxe GEMAPI au titre de la prévention contre les inondations.

2026 : Proposition de ne pas augmenter le produit de de la Taxe GEMAPI, Incertitude quant aux recettes fiscales et fractions de TVA qui seront versées, Disparition de la CVAE en 2028 ?

1.2. LES CONCOURS DE L'ÉTAT

| LIBELLE | ALLOCATIONS COMPENSATRICES | | | | | |
|---|----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------|
| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 ROB | D N/(N-1) |
| Taxe d'habitation (*2023 Résidences Secondaire) | - | - | - | 3 469 | - | -100% |
| Taxe foncière sur les propriétés bâties | 48 | 49 | 52 | 232 | 200 | -14% |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 3 073 | 2 472 | 1 967 | 1 558 | 1 500 | -4% |
| Cotisation Foncière des Entreprises | 10 063 | 13 913 | 15 784 | 18 125 | 18 000 | -1% |
| Compensation VL TFPB et CFE | 695 283 | 786 407 | 856 988 | 945 559 | 945 000 | 0% |
| Cotisation Valeur Ajoutée des Entreprises | 1 975 | - | - | - | - | |
| TOTAL RESSOURCES TH & TF | 710 442 | 802 841 | 874 791 | 968 943 | 964 700 | 0% |

| LIBELLE | DGF | | | | | |
|-------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------------|-----------|
| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 ROB | D N/(N-1) |
| Dotation d'intercommunalité | 303 926 | 335 526 | 404 400 | 459 694 | 454 000 | 10% |
| Dotation de compensation | 86 117 | 85 617 | 1 549 079 | 1 492 828 | 1 493 000 | -1% |
| Reversement part salaire | - | - | - 1 489 528 | - 1 489 528 | - 1 490 000 | 0% |
| TOTAL RESSOURCES TH & TF | 390 043 | 421 143 | 463 951 | 462 994 | 457 000 | 8% |

| LIBELLE | AUTRES | | | | | |
|-------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------|
| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 ROB | D N/(N-1) |
| FPIC | - 863 219 | - 822 780 | - 786 147 | - 842 119 | - 860 000 | 2% |
| Autres reversements | - 750 000 | - 750 000 | - 750 000 | - 750 000 | - 750 000 | 0% |
| CRFP | - 85 957 | - 85 957 | - 85 957 | - 85 957 | - 86 000 | 0% |
| FNGIR | 47 545 | 47 540 | 47 540 | 47 545 | 47 540 | 0% |
| TASCOM | 48 830 | 49 850 | 50 938 | 55 758 | 55 750 | 0% |
| FDPTP | 65 709 | 63 609 | 62 030 | 77 280 | 62 000 | -20% |
| TOTAL RESSOURCES TH & TF | - 1 537 092 | - 1 497 738 | - 1 461 596 | - 1 497 493 | - 1 530 710 | 2% |

- 2022** - Un prélèvement FPIC en hausse pour la CCRMM sur le principe de la répartition libre, à hauteur de 50% du montant prélevé de l'ensemble intercommunal,
- Une dotation pertes de recettes liées à la crise sanitaire,
- 2023** - Maintien du prélèvement FPIC pour la CCRMM sur le principe de la répartition libre.
- 2024** - Maintien du prélèvement FPIC pour la CCRMM sur le principe de la répartition libre.
- Encaissement et reversement de la compensation part salaires de la taxe professionnelles des communes.
- 2025** - Un prélèvement FPIC en hausse pour la CCRMM sur le principe de la répartition libre.
- Encaissement et reversement de la compensation part salaires de la taxe professionnelles des communes.
- Encaissement de la Taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance (TEITLD) à reverser aux communes.
- 2026** - Maintien du prélèvement FPIC pour la CCRMM sur le principe de la répartition libre.
- Encaissement et reversement de la compensation part salaires de la taxe professionnelles des communes.
- Encaissement de la Taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance (TEITLD) et reversement aux communes.

1.3. LES PRODUITS DES SERVICES

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 prévision |
|---|--------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| PRODUITS DES SERVICES | | 586 462,52 | 643 903,95 | 726 980,71 | 749 509,85 | 753 800,00 |
| PISCINES | <i>Entrées piscines</i> | 414 876,78 | 481 955,15 | 529 789,84 | 575 546,61 | 577 500,00 |
| | <i>Location - loyer</i> | 1 114,40 | 1 212,49 | 1 277,48 | 1 245,58 | 1 300,00 |
| | <i>Redevances distributeur</i> | 2 407,36 | 2 450,20 | 2 510,24 | 2 898,43 | 3 000,00 |
| | <i>Caution Badge</i> | - | 4 085,00 | 3 305,00 | 4 665,00 | 5 000,00 |
| | TOTAL | 418 398,54 | 489 702,84 | 536 882,56 | 584 355,62 | 586 800,00 |
| Taxe de séjour | | 98 830,56 | 138 136,91 | 163 144,35 | 131 650,43 | 132 000,00 |
| Bornes Recharge Electrique | | 15 350,26 | 16 064,20 | 26 953,80 | 33 503,80 | 35 000,00 |
| Fort de Mutzig | Autorisation d'occupation | - | - | - | 1 200,00 | 1 700,00 |
| | droit de chasse | - | - | - | 110,00 | 200,00 |
| PARTICIPATIONS | | 134 878,03 | 155 535,07 | 172 009,74 | 162 977,67 | 172 800,00 |
| RPE | CAF | 125 937,70 | 117 666,69 | 113 640,64 | 105 511,94 | 115 000,00 |
| | MSA | 994,11 | 861,03 | 1 044,33 | 1 188,84 | 900,00 |
| Convention Territoriales Globale | CAF | - | - | 11 000,00 | 8 440,00 | 11 000,00 |
| Transport a la demande | DEPARTEMENT | - | - | - | - | - |
| | REGION | 7 855,08 | 36 239,17 | 45 373,35 | 44 767,04 | 45 000,00 |
| | Communes voisines | 91,14 | 768,18 | 951,42 | 1 065,91 | 900,00 |
| PISCINES aide Apprenti | REGION | - | - | - | 2 003,94 | - |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | | 721 340,55 | 799 439,02 | 898 990,45 | 912 487,52 | 926 600,00 |

- 2022** : Hausse générale des recettes après l'épidémie de la Covid-19, : reprise de la fréquentation de nos piscines et une hausse de la Taxe de Séjour.
- 2023** : Hausse des recettes tarifaires : reprise du service de Transport à la demande, de la fréquentation des piscines et une augmentation de la Taxe de Séjour.
- 2024** : Hausse des recettes d'entrées piscine impact suite à l'augmentation des tarifs Piscine, Tourisme en hausse augmentation de la Taxe de Séjour.
Nouvelle mission en collaboration avec la CAF : Signature de la Convention Territoriales Globale qui se substitue à tous les contrats enfance-jeunesse et vise :
- à définir un cadre politique de développement des territoires,
 - renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants d'un territoire.
- Un poste de chargé de coopération a été créée pour contribuer au déploiement de la démarche CTG au sein du territoire.
- 2025** : Hausse des recettes d'entrées piscine suite à la reprise de la fréquentation des piscines (près de 10 000 entrées supplémentaires en 2025).
Dernière année du dispositif actuel d'aide de la Région pour le **Transport à la demande** : la Région Grand Est a, dans le cadre de son nouveau Pacte des ruralités, mis en place, un nouveau dispositif d'accompagnement en matière de mobilité, en orientant son soutien vers la promotion des offres de transport à la demande ouvertes à tous les publics (habitants comme visiteurs) et reposant sur un maillage de points d'arrêt.
Nouvelle recette pour la mise à disposition du **FORT de MUTZIG** à l'association FESTE KAISER WILHEM II
- 2026** : **Evolution du dispositif** d'aide de la Région pour le Transport à la demande : **un maillage de points d'arrêt** a été proposé.

1.4. LES TARIFS

➤ ENTREES PISCINES

| Entrées individuelles | |
|---|---------------------|
| Enfants de - de 6 ans | 1,20 € |
| Jeunes de 6 à 18 ans | 3,00 € |
| Adultes | 4,20 € |
| Handicapés enfants – de 18 ans | 1,20 € |
| Handicapés adultes, invalidité à 80%, Étudiants - de 25 ans, Carte Cézam, Adultes de + de 64 ans | 3,50 € |
| Séance « Activité aquagym » | 4,80 € |
| Séance aquabike, aquatraining, trampo-step, trampo-bike, duo surprise | 7,20 € |
| Séance aquaphobie | 15,00 € |
| Location aquabike, tapis de course ¼ heure | 4,20 € |
| Abonnements | |
| Badge enfants - de 6 ans, handicapés enfants : | |
| ➤ 12 entrées | 12,00 € |
| Badge jeunes de 6 à 18 ans, étudiants – 25 ans, handicapés adultes à 80 % | |
| ➤ 12 entrées | 30,00 € |
| ➤ 25 entrées | 48,00 € |
| Badge adultes | |
| ➤ 12 entrées | 42,00 € |
| ➤ 25 entrées | 72,00 € |
| ➤ à l'année | 180,00 € |
| Badge « Activité aquagym » | |
| ➤ 10 séances | 78,00 € |
| ➤ Abonnement trimestriel | 110,00 € |
| ➤ Abonnement 25 séances | 180,00 € |
| Badge « Aquabike / aquatraining / trampo-step / duo surprise » | |
| ➤ 10 séances | 66,00 € |
| Caution badge « abonnement » | 5,00 € |
| Entrées groupes | |
| Comité d'entreprise (10 abonnements à 11 entrées) | 300,00 € |
| Scolaires primaires de la Communauté de Communes | 0,00 € |
| Scolaires secondaires de la Communauté de Communes | 2,20 € |
| Scolaires hors Communauté de Communes (par séance et par classe) | 75,00 € |
| Centres de vacances de la Communauté de Communes | 1,20 € |
| Centres de vacances hors de la Communauté de Communes | 2,50 € |
| Accompagnateurs des Centres de vacances | 3,00 € |
| Association : tarifs des 6 à 18 ans | 1,80 € |
| Association : tarifs adultes | 3,00 € |
| Etablissements spécialisés | 2,40 € |
| Entrées diverses | |
| Famille : 2 adultes et 2 enfants ou 1 adulte et 3 enfants | 12,00 € |
| Soirée évènementielle : 1 h de cours, avec ambiance, lumière, décoration, déguisements, et verre de l'amitié | 12,00 € |
| Activité spécifique : Animation pour les enfants, chasse au trésor ou kermesse | 6,00 € |
| Mise à disposition d'un Maître-Nageur | 30,00 € |
| Location de la piscine à la 1/2 journée | 120,00 € |
| Location de la piscine aux bébé-nageurs | 280,00 € |
| Tarif horaire ligne d'eau | 1,80 € |
| Formations au Brevet National de Sécurité et Sauveteur Aquatique (B.N.S.S.A.) | |
| Stage « secourisme et sauvetage » (par participant et pour la totalité du stage) | 85,00 € |
| Partie théorique : formation aux Premiers Secours en Equipe de niveau 1 (PSE1) (obligatoirement de 39h00) | 290,00 € |
| - la formule "week-end" : 3 week-ends complets, - la formule "stages" : 1 semaine complète durant les congés scolaires | |
| Partie spécifique "natation" ou pratique : | 260,00 € |
| - la formule "continue" : les lundis soirs de 19h30 à 21h30, - la formule "stages" : 1 semaine complète durant les congés scolaires, | |
| Affiliation du stagiaire à la FNMNS*, (obligatoire) | 10,00 € |
| Assurance professionnelle du stagiaire (obligatoire) | 30,00 € |
| Le recyclage du diplôme de PSE1 (obligatoire tous les ans) | 70,00 € |
| Les formations de Prévention et Secours Civiques de niveau 1 (PSC1) | 60,00 € |
| Recyclage obligatoire tous les 5 ans : | 40,00 € 150,00 € |
| - Examen de révision | |
| - Formation à l'examen de révision | |

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

| Stage de Natation enfants 6 à 11 ans | |
|--------------------------------------|---------|
| - Pour 1 semaine (5 jours) | 50,00 € |
| - Pour 2 semaines (10 jours) | 90,00 € |

* Délibérations n°23-53 du 29 juin 2023 ; n°23-114 du 21 décembre 2023 & n°24-39 du 4 juillet 2024

Les tarifs n'avaient pas évolué depuis 2015.

2023 : une révision des tarifs d'entrée a été décidée avec effet au 4 septembre 2023.

2024 : création d'une carte d'hôte.

➤ TRANSPORT A LA DEMANDE

| | Au sein de la Communauté de Communes de la Région de MOLSHEIM-MUTZIG | Vers la Commune de ROSHEIM | Des Communes de BERGBIETEN, DANGOLSHEIM et FLEXBOURG vers la Communauté de Communes de la Région de MOLSHEIM-MUTZIG |
|-----------------------------|--|----------------------------|---|
| <i>Ticket à l'unité</i> | 3,50 € | 4,50 € | 4,50 € |
| <i>Carnet de 10 tickets</i> | 30,00 € | 40,00 € | 40,00 € |

➤ TAXE DE SEJOUR

Tarif applicable au 1^{er} janvier 2026 (Délibération n° 24-40 du 4 juillet 2024) :

| Catégories d'hébergement | TARIF PAR NUITEE | | |
|--|------------------|---------------------|--------|
| | Tarif de la C.C. | Part du Département | TOTAL |
| Palaces | 3,00 € | 0,30 € | 3,30 € |
| Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes | 1,82 € | 0,18 € | 2,00 € |
| Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes | 1,46 € | 0,14 € | 1,60 € |
| Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes | 1,00 € | 0,10 € | 1,10 € |
| Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes | 0,82 € | 0,08 € | 0,90 € |
| Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes | 0,73 € | 0,07 € | 0,80 € |
| Terrains de camping et terrains de caravane classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures | 0,55 € | 0,05 € | 0,60 € |
| Terrains de camping et terrains de caravane classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance | 0,20 € | 0,02 € | 0,22 € |

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

➤ BORNES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES

Les tarifs de la recharge aux bornes de recharge pour véhicules électriques implantées par la Communauté de Communes, comme suit :

🔌 **Tarifs au kWh entamé : 0,38 €.**

🔌 **pour les zones denses** : les zones denses sont définies comme les emplacements fréquentés où les places sont peu nombreuses, à savoir :

- à **MOLSHEIM** : le parking des Jésuites et le parking rue des Sports,
- à **MUTZIG** : le parking de la Mairie,
- à **DORLSHEIM** : le parking de la Place du Village,

● 6h30 de branchement dès le début de la charge : au-delà : **0,40 € pour 15 minutes.**

🔌 **pour les zones non denses** : tous les autres emplacements intègrent les zones non denses.

● 14h30 de branchement dès le début de la charge : au-delà : **0,40 € pour 15 minutes.**

(Délibération n°18-51 du 5 juillet 2018, Délibération n°24-97 du 19 décembre 2024 et Délibération n°26-xx du 5 février 2026)

1.5. LES RECETTES GLOBALES DE FONCTIONNEMENT

| Chap | Libellé | CFU 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|------|--|---------------------|---------------------|----------------------|----------------------|-------------------|
| 013 | Atténuation de charges | 120 314,32 | 65 570,15 | 82 632,09 | 50 909,16 | 16 300 |
| 70 | Produits des services | 619 736,51 | 663 660,93 | 751 718,03 | 813 184,53 | 828 900 |
| 73 | Impôts et taxes | 5 996 038,56 | 6 753 740,91 | 7 040 915,99 | 7 152 673,43 | 7 156 890 |
| 74 | Dotations, subventions | 1 514 545,14 | 1 393 462,74 | 3 006 195,88 | 3 112 927,89 | 3 125 800 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 41 880,69 | 134 547,29 | 27 538,27 | 20 502,46 | 21 270 |
| | Total des recettes de gestion courante | 8 292 515,22 | 9 010 982,02 | 10 909 000,26 | 11 150 197,47 | 11 149 160 |
| 76 | Produits financiers | - | - | - | - | 110 000 |
| 77 | Produits exceptionnels | 51 986,80 | 4 705,11 | - | 4 493,81 | 6 500 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | - | - | 521 523,86 | 288,00 | 10 000 |
| | Total des recettes réelles de fonctionnement | 8 344 502,02 | 9 015 687,13 | 11 430 524,12 | 11 154 979,28 | 11 275 660 |
| 042 | Opération d'ordre de transfert entre section | - | - | - | - | 5 000 |
| | Total des recettes d'ordres de fonctionnement | - | - | - | - | 5 000 |
| | TOTAL RECETTES | 8 344 502,02 | 9 015 687,13 | 11 430 524,12 | 11 154 979,28 | 11 280 660 |

2022 : Des atténuations de charges en hausse liées à des remboursements des frais de personnels, Augmentation des recettes de produits de services après crise sanitaire et hausse des dotations.

2023 : Des recettes fiscales en hausse, liées à la revalorisation des bases.

2024 : Des atténuations de charges à nouveau en hausse liées à des remboursements des frais de personnels, Des dotations en augmentation : depuis le 1^{er} janvier 2024, la compensation de la part salaires CPS est attribuée aux EPCI à fiscalité propre, au sein de la dotation de compensation et reversée aux communes.

2025 : Des recettes fiscales en hausse, liées à la hausse des allocations compensatrices versées par l'Etat, Des atténuations de charges en baisse liées à un taux d'absentéisme en baisse, Augmentation des recettes de produits de services.

2026 : Des recettes estimées prudemment, Des recettes exceptionnelles au titre de la perception des intérêts liés à l'ouverture d'un compte à terme en 2025.

2. Dépenses de fonctionnement

2.1. DEPENSES DE PERSONNEL

a. Evolution des charges de personnel

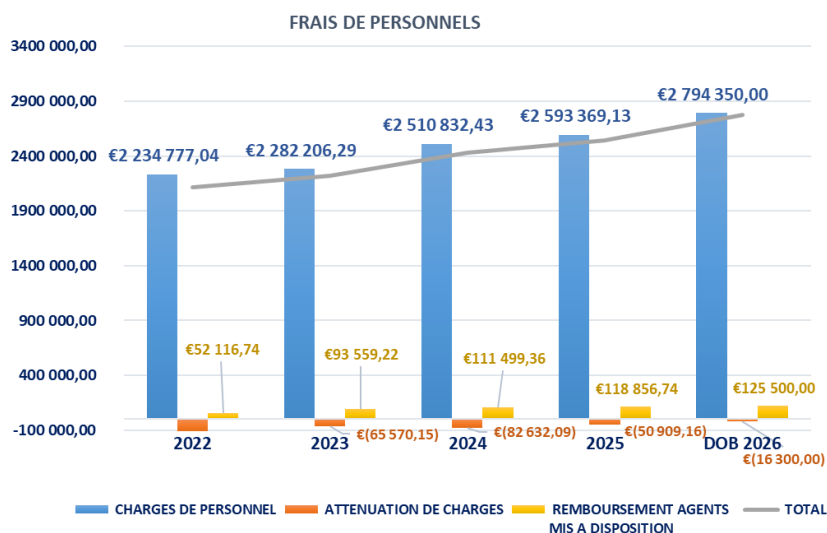
| FRAIS DE PERSONNEL | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | DOB 2026 |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| CHARGES DE PERSONNEL | 2 234 777,04 | 2 282 206,29 | 2 510 832,43 | 2 593 369,13 | 2 794 350,00 |
| Administration Générale | 745 280,66 | 778 104,22 | 824 740,97 | 869 572,90 | 931 750,00 |
| Piscines | 1 224 665,77 | 1 277 010,84 | 1 377 022,39 | 1 376 809,97 | 1 485 500,00 |
| RAM | 132 213,71 | 129 940,15 | 161 778,69 | 150 909,02 | 162 500,00 |
| Technique : BMI / AAGV | 90 287,88 | 79 322,10 | 90 881,12 | 93 843,43 | 103 400,00 |
| Développement durable | | 17 828,98 | 56 409,26 | 102 233,81 | 111 200,00 |
| ATTENUATION DE CHARGES | - 120 044,75 | - 65 570,15 | - 82 632,09 | - 50 909,16 | - 16 300,00 |
| Administration Générale | - 31 407,99 | - 15 344,99 | - 12 374,69 | - 3 428,82 | - 2 300,00 |
| Piscines | - 64 312,52 | - 39 689,10 | - 47 268,61 | - 43 084,08 | - 14 000,00 |
| RAM | - 22 054,69 | - 10 536,06 | - 22 988,79 | - 4 396,26 | - |
| Technique : BMI / AAGV | - 2 269,55 | - | - | - | - |
| TOTAL | 2 114 732,29 | 2 216 636,14 | 2 428 200,34 | 2 542 459,97 | 2 778 050,00 |
| REMBOURSEMENT AGENTS MIS A DISPOSITION | 52 116,74 | 93 559,22 | 111 499,36 | 118 856,74 | 125 500,00 |

Le Budget global a augmenté de **20,230 %** de 2022 à 2025.

Depuis 2022, la CC est impactée par un taux d'absentéisme élevé et l'augmentation globale des charges en raison des revalorisations des salaires et autres mesures.

2023-2024 : 2 Postes ont été créés pour les nouvelles compétences Energie 18 et Trame verte et bleue.

2025-2028 : Hausse des cotisations CNRACL.



b. Evolution des effectifs

| | 1er janvier 2023 | 1er janvier 2024 | 1er janvier 2025 | 1er janvier 2026 |
|-------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | EFFECTIFS ETP | EFFECTIFS ETP | EFFECTIFS ETP | EFFECTIFS ETP |
| ADMINISTRATION GENERALE | 12,30 | 11,70 | 13,45 | 13,45 |
| RAM | 2,50 | 2,50 | 2,50 | 2,50 |
| PISCINES | 28,20 | 26,90 | 26,71 | 25,20 |
| MAITRE NAGEUR | 13 | 13 | 13 | 13 |
| MAITRE NAGEUR (POSTE NON PERMANENT) | 0,20 | 0,20 | 0,20 | 0,20 |
| APPRENTI BPJEPS | 2 | 2 | 2 | 1 |
| ENTRETIEN-CAISSE | 8 | 8 | 8 | 8 |
| AGENT d'EXPLOITATION | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AGENT TECHNIQUE | 4 | 3,70 | 3,51 | 3,00 |
| APPRENTI TECHNIQUE | 1 | 0 | 0 | 0 |
| AAVG/ BMI | 2 | 2 | 2 | 2 |
| EAU ET ASSAINISSEMENT | 3 | 3 | 3 | 3 |
| SAISONNIERS | 43 | 43 | 43 | 43 |
| AGENT MIS A DISPOSITION | 1 | 1,30 | 1,30 | 1,30 |
| TOTAL | 92,00 | 90,40 | 91,96 | 90,45 |
| ELUS | 8 | 8 | 8 | 8 |

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

Commentaires concernant l'état des effectifs et les variations de la masse salariale :

Administration générale :

2022 : Recrutement d'un adjoint administratif chargé de la Mutualisation et du Développement durable.

2023 : Transformation du poste : Recrutement d'un responsable des marchés publics mutualisé (1^{er} juillet 2023) et Recrutement d'un chargé de projet Transition Energétique (1^{er} septembre 2023).

2024 : Recrutement d'un chargé de projet Trame Verte et Bleue (15 novembre 2024).

A.A.G.V. et B.M.I. :

2022 : Recrutement d'un agent contractuel pour les AAGV et renforcement de l'équipe technique suite au départ d'un agent.

BILAN DES MOUVEMENTS :

| ANNEE | DEPART/ABSENCE | | | | ARRIVEE/ REMPLACEMENT | | | |
|------------|----------------------------|--------------------------------|----------|--------------|--------------------------|-----------------------------------|------|----------|
| | MOTIF | GRADE | H/F | STATUT | MOTIF | GRADE | H/F | STATUT |
| 2023 | TP thérapeutique | Rédacteur | F | TIT | Création | ENERGIE 18 | H | NTIT |
| | Congé Maternité - TP | Adjoint administratif ppal 1 | F | TIT | Réorganisation des Serv | Adjoint administratif ppal | F | TIT TNC |
| | DORS - retraite invalidité | Adjoint administratif | F | TIT | Remplacement | Adjoint administratif | F | NIT |
| | Citis | Adjoint technique ppal 1er cl | H | TIT | Remplacement | Adjoint technique ppal 1er cl | H | NTIT |
| | DORS | Educateur JE | F | TIT | Remplacement | Educateur JE | F | NTIT |
| | Congé grave maladie | adjoint technique | F | TIT-TNC | | | | |
| | APPRENTI | BPJEPS | | APP | Renouvellement | APPRENTI BPJEPS | | APP |
| | Statut | Adjoint administratif | F | STAG | Titularisation | adjoint administratif | F | TIT |
| | Statut | Adjoint technique | H | NT | Stagiaire | Adjoint Technique | H | STAG |
| | Retraite | Adjoint technique | F | NTIT | Remplacement | Adjoint technique | | NTIT |
| | DHS | Adjoint technique | H | NTIT | Réduction DHS | - | H | NTIT-TNC |
| | Fin de CDD | Educateur des APS | H | NTIT | Remplacement | Educateur des APS | H | NTIT |
| | Disponibilité | Educateur des APS ppal 2ème cl | H | TIT | Remplacement | Educateur des APS | H | NTIT |
| | Carrière | Ingénieur | H | TIT | Avancement de grade | Ingénieur principal | H | TIT |
| | Carrière | Adjoint technique | | | Avancement de grade | Adjoint technique ppal 2 | F | TIT |
| | Statut | Educateur des APS | H | STAG | Titularisation | Educateur des APS | H | TIT |
| | Statut | Educateur des APS | H | STAG | Titularisation | Educateur des APS | H | TIT |
| | Mutation | Adjoint administratif ppal | H | TIT | Remplacement | Marché public | F | TIT-MAD |
| Mutation | Adjoint technique | F | TIT | Remplacement | Adjoint Technique | F | NIT | |
| Mutation | Ingénieur | F | TIT | Remplacement | Ingénieur | F | TIT | |
| 2024 | Carrière | Adjoint administratif ppal 1 | F | TIT | Promotion interne | Rédacteur | F | TIT |
| | DORS | Educateur JE | F | TIT | Remplacement | Educateur JE | F | NTIT |
| | Retraite pour invalidité | Adjoint administratif | F | TIT | Remplacement création | Adjoint technique | F | NTIT |
| | Retraite | Adjoint administratif ppal 1 | F | TIT | Remplacement Création | | F | NTIT |
| | Statut | Adjoint technique | H | STAG | Titularisation | Adjoint Technique | H | TIT |
| | Statut | Ingénieur | F | NTIT | Statut | Ingénieur | H | TIT |
| | Citis | Adjoint technique ppal 1er cl | H | TIT | | | | |
| | DHS | Adjoint technique | H | NTIT-TNC | Réduction DHS | - | H | NTIT-TNC |
| | DHS | Attaché | F | TIT | Augmentation % Temps | Attaché | F | TIT |
| | Démission | Educateur des APS | H | NTIT | Réintégration après | Educateur des APS ppal 2ème cl | H | TIT |
| | | | | | Création | Adjoint technique | H | TIT |
| | | | | Création | Chargée de mission TVB | F | NTIT | |
| 2025 | Carrière | Adjoint administratif | F | TIT | Avancement grade | Adjoint administratif ppal 2e cl | F | TIT |
| | DORS | Educateur JE | F | TIT | Remplacement | Educateur JE | F | NTIT |
| | Retraite pour invalidité | Educateur JE | F | TIT | Réorganisation service / | Auxiliaire de puériculture de cla | F | NTIT |
| | Licenciement pour inapti | Adjoint technique | F | TIT-TNC | | | | |
| | Carrière | Adjoint technique | H | TIT | Avancement grade | Adjoint technique ppal 2e cl | H | TIT |
| | Carrière | Educateur des APS | H | TIT | Avancement grade | Educateur des APS ppal 2e cl | H | TIT |
| | Retraite | Educateur des APS ppal 2e cl | H | TIT | Création poste | Educateur des APS | H | TIT |
| | CITIS/ CMO | Adjoint technique ppal 1e cl | H | TIT | | | | |
| | Statut | Rédacteur | F | STA | Titularisation | Rédacteur | F | TIT |
| | Statut | Ingénieur | H | STA | Titularisation | Ingénieur | H | TIT |
| | Statut | Adjoint technique | H | STA | Titularisation | Adjoint technique | H | TIT |
| | Démission | Educateur des APS | H | NTIT | Remplacement | Educateur des APS | H | NTIT |
| | Mutation | Adjoint technique | F | TIT | Remplacement | Adjoint technique | F | NTIT |
| | Fin de CDD | Educateur des APS | H | NTIT | Remplacement | Educateur des APS | F | NTIT |
| Fin de CDD | Adjoint technique | H | NTIT-TNC | | | | | |

c. La structure et l'évolution des dépenses de personnel et des effectifs

Sur la période **2022-2025**, les dépenses de personnel ont augmenté et s'explique par :

- le glissement « vieillissement-technicité » (GVT) annuel,
- l'instauration progressive du nouveau Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel,

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

- les besoins nouveaux engendrés par les politiques nouvelles : SIG - Mutualisation et Développement Durable, Eaux pluviales,
- les besoins liés à la gestion des aires d'accueil des gens du voyage et de la BMI,
- les besoins nouveaux liés à l'évolution des compétences en matière de transition écologique et développement durable,
- la revalorisation des salaires des agents de catégorie C et B,
- les revalorisations du point d'indice depuis 2022,

En 2024 :

- ☞ Relèvement des grilles indiciaires de tous les agents publics au 1er janvier 2024 sur chaque échelon de 5 points,
- ☞ Revalorisation du SMIC au 1^{er} novembre 2024,
- ☞ Evolution des tarifs des contrats de protection sociale complémentaire portés par le centre de gestion,
- ☞ Relèvement du plafond annuel de la Sécurité sociale (PASS) qui passe à 46 368 € (contre 43 992 € en 2023) et le plafond mensuel à 3 864 € (contre 3 666 € en 2023), soit une hausse de 5,4%,
- ☞ Versement de la prime exceptionnelle du pouvoir d'achat.

Pour 2025 :

- Revalorisation des grilles indiciaires de agents publics de catégorie B,
- Le plafond annuel de la Sécurité sociale (PASS) passe à 47 100 € (contre 46 368 € en 2024),
- Hausse de la cotisation employeur CNRACL,
- Hausse de la participation employeur pour le risque santé.

Pour 2026 il est envisagé une progression de la masse salariale en raison notamment des éléments suivants :

- Le plafond annuel de la Sécurité sociale (PASS) passe à 48 060 €,
- Revalorisation du SMIC au 1^{er} janvier 2026,
- Hausse de la cotisation employeur CNRACL,
- Hausse de la participation employeur pour le risque santé.

d. Les avantages en nature :

- Participation de la Communauté de Communes pour le risque Santé et Prévoyance ([revalorisation en 2026](#)).
- Adhésion au CNAS pour l'ensemble du personnel.

e. Le temps de travail

- Administration générale : 39h compensées par des jours ARTT
- Piscines : 35 h
- AAGV : 35 h augmentées des temps d'astreintes
- BMI : 35 h

Le recours aux heures supplémentaires payées concerne essentiellement le personnel des piscines. Elles répondent à des besoins liés à l'absence d'un agent (maladie, formation, congé) ou à un surcroit d'activité pendant la période estivale.

En 2022 : les heures supplémentaires payées s'établissent à 748,88 h pour le personnel permanent et 427,50 h pour le personnel saisonnier.

En 2023 : les heures supplémentaires payées s'établissent à 656,67 h pour le personnel permanent et 265,30 h pour le personnel saisonnier.

En 2024 : les heures supplémentaires payées s'établissent à 514,92 h pour le personnel permanent et 309,00 h pour le personnel saisonnier.

En 2025 : les heures supplémentaires payées s'établissent à 748,00 h pour le personnel permanent et 405,00 h pour le personnel saisonnier.

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

f. Absentéisme

Après avoir culminé à 2258 jours au total en 2022, l'absentéisme est encore resté très élevé en 2024. On comptait 2 agents placés en « disponibilité d'office pour raison de santé » dans l'attente de la mise à la retraite pour invalidité, 1 agent placé en « congé de grave maladie » et 1 agent en CITIS.

2025 : Des absences en diminution liées à un départ en retraite pour invalidité, et un licenciement pour inaptitude physique.

| Agents CNRACL | | | | |
|--|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Type de risque | Absence 2022 en nb de jours | Absence 2023 en nb de jours | Absence 2024 en nb de jours | Absence 2025 en nb de jours |
| Congé de maladie ordinaire | 988 | 246 | 139 | 369 |
| Congé de maladie de longue durée | 364 | 237 | | |
| Congé pour invalidité imputable au Service | 292 | 364 | 422 | 333 |
| Congé de maternité | 53 | 112 | | |
| Congé de paternité | 4 | 21 | | 15 |
| Disponibilité d'office pour raison de santé | | 335 | | |
| Disponibilité d'office en attente retraite pour invalidité | | 127 | 577 | 31 |
| Total | 1701 | 1442 | 1138 | 748 |

| Agents IRCANTEC | | | | |
|--|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Type de risque | Absence 2022 en nb de jours | Absence 2023 en nb de jours | Absence 2024 en nb de jours | Absence 2025 en nb de jours |
| Congé de maladie ordinaire | 557 | 122 | 163 | 289 |
| Congé de grave maladie | | 364 | 365 | 36 |
| Congé pour invalidité imputable au Service | | | | 27 |
| Total | 557 | 486 | 528 | 352 |

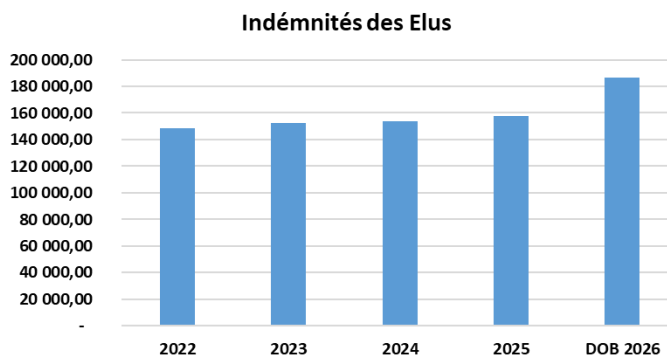
g. Egalité Femmes / Hommes

Le rapport informant de la situation en matière d'égalité professionnelle Femmes / Hommes au sein des services de la Communauté de Communes est joint en annexe du présent rapport d'orientation budgétaire.

2.2. LES ELUS

| INDEMNITES | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | DOB 2026 |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Elus | 148 661,55 | 152 102,79 | 153 930,29 | 157 662,19 | 186 700,00 |
| Nombres | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |

2026 : rattrapage des cotisations retraite des élus



Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

2.3. SUBVENTIONS VERSEES

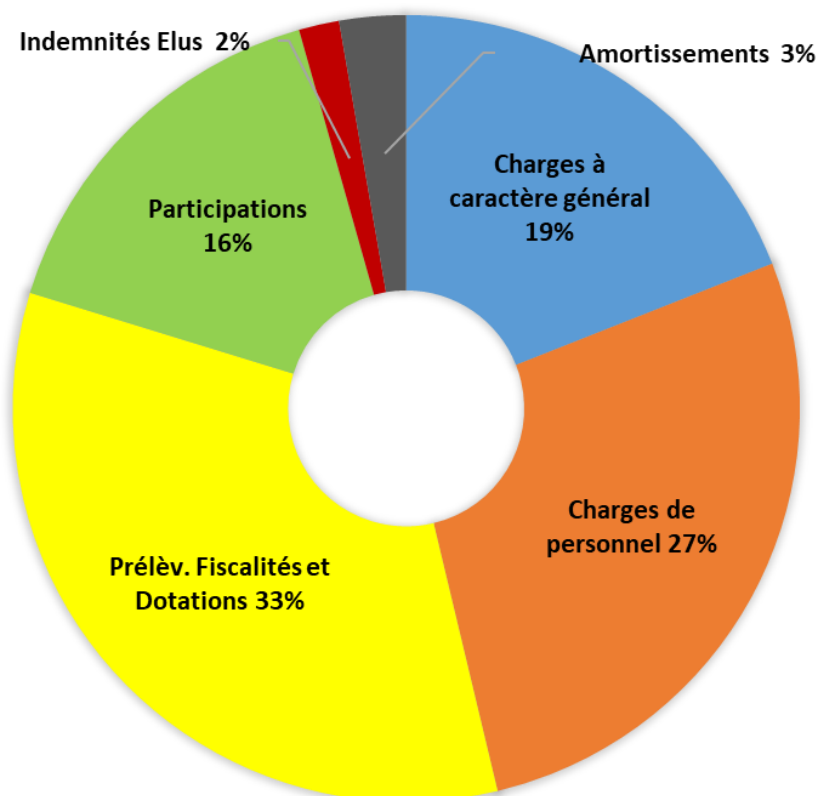
| OBJET | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Prévision 2026 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Participations annuelles | | | | | |
| ANIMATION PEPINIERE-TREMPLIN | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 |
| MISSION LOCALE | 45 150,60 | 45 316,70 | 45 519,10 | 45 575,20 | 45 617,00 |
| EPICERIE SOCIALE | 41 046,00 | 41 197,00 | 41 381,00 | 41 432,00 | 41 470,00 |
| OFFICE DE TOURISME | 250 000,00 | 250 000,00 | 250 000,00 | 250 000,00 | 250 000,00 |
| PETR | 233 010,96 | 233 010,96 | 233 010,96 | 233 010,96 | 233 010,96 |
| SM BASSIN BRUCHE MOSSIG | 120 000,00 | 120 000,00 | 120 000,00 | 140 000,00 | 140 000,00 |
| TOUR-VELO (divers associations) | 3 600,00 | 4 200,00 | 3 600,00 | 3 600,00 | 3 600,00 |
| CARTE CULTURE | 1 000,00 | 500,00 | 500,00 | - | 500,00 |
| APRONA | 540,00 | 540,00 | 540,00 | 540,00 | 540,00 |
| CLUB VOSGIEN | - | 1 950,00 | 1 950,00 | 1 950,00 | 1 950,00 |
| NATURA 2000 | - | - | - | - | 5 000,00 |
| INITIATIVE BRUCHE MOSSIG PIEMONT | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 500,00 |
| INITIATIVE BRUCHE MOSSIG PIEMONT - Dotations | 4 500,00 | - | - | - | 27 000,00 |
| Cotisation ADIRA | 70,00 | 70,00 | 9 143,00 | 8 769,00 | 9 546,00 |
| Association de Pêche Gresswiller | - | - | - | 300,00 | - |
| Participations exceptionnelles | | | | | |
| MAYOTTE | - | - | 10 000,00 | - | - |
| UKRAINE | 41 046,00 | - | - | - | - |
| TURQUIE - SYRIE | - | 41 197,00 | - | - | - |
| Subventions aux particuliers | | | | | |
| Subvention VAE | 86 700,00 | 75 000,00 | 50 000,00 | 37 900,00 | 70 000,00 |
| Autres participations | | | | | |
| Reversement taxe de séjour | 89 706,45 | 125 579,00 | 139 615,40 | 131 650,43 | 132 000,00 |
| TOTAL | 941 160,01 | 956 560,66 | 923 259,46 | 912 727,59 | 978 733,96 |

2.4. LES DEPENSES GLOBALES DE FONCTIONNEMENT

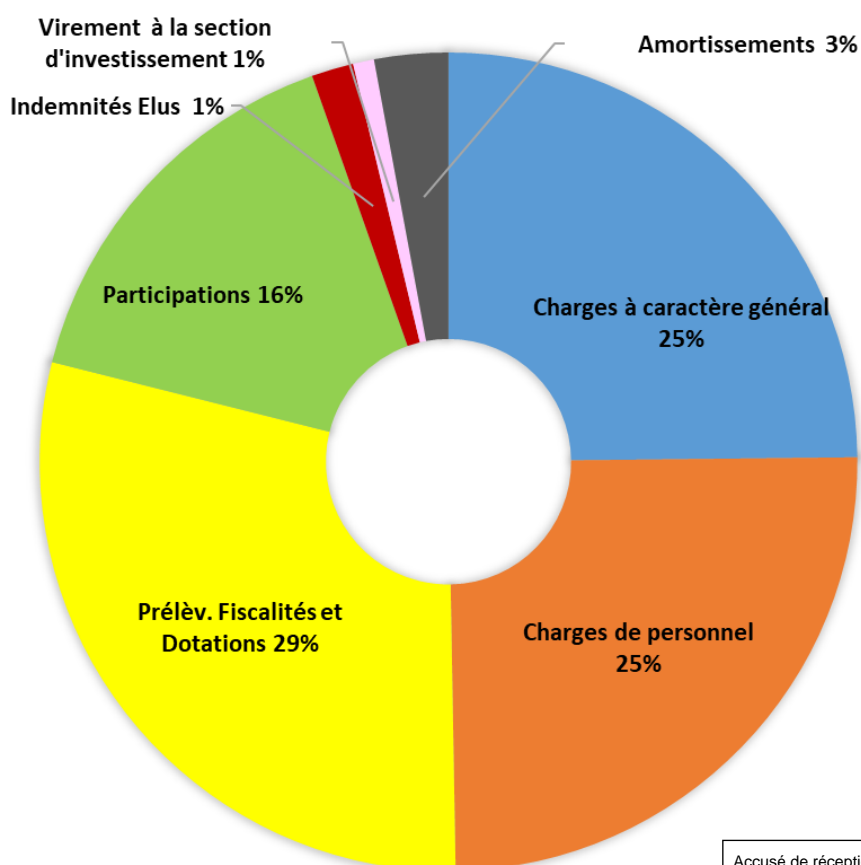
| Chap | Libellé | CFU 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|------|--|---------------------|---------------------|---------------------|------------------|-------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 1 690 736,06 | 1 749 470,22 | 1 833 995,86 | 1 807 862 | 2 786 760 |
| 012 | Charges de personnel | 2 192 694,98 | 2 282 459,13 | 2 511 088,63 | 2 593 625 | 2 794 650 |
| 014 | Atténuation de produits | 1 708 150,11 | 1 691 378,89 | 3 159 697,43 | 3 185 173 | 3 276 600 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 1 095 354,48 | 1 278 671,76 | 1 358 786,69 | 1 666 515 | 1 945 800 |
| | Total des dépenses de gestion courante | 6 686 935,63 | 7 001 980,00 | 8 863 568,61 | 9 253 175 | 10 803 810 |
| 67 | Charges exceptionnelle | - | 2 880,00 | 3 603,03 | - | 5 700 |
| 68 | Dotations aux amort. et aux provisions | - | 1 684,00 | - | 13 489 | 50 000 |
| | Total dépenses réelles de fonctionnement | 6 686 935,63 | 7 006 544,00 | 8 867 171,64 | 9 266 664 | 10 859 510 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | - | - | - | - | 93 340 |
| 042 | Opération d'ordre de transfert entre section | 243 419,24 | 216 191,29 | 778 087,62 | 260 167 | 327 810 |
| | Total des dépenses d'ordres de fonctionnement | 243 419,24 | 216 191,29 | 778 087,62 | 260 167 | 421 150 |
| | TOTAL DEPENSES | 6 930 354,87 | 7 222 735,29 | 9 645 259,26 | 9 526 830 | 11 280 660 |
| | Pour inf D002 Déficit de fonctionnement reporté | - | - | - | - | - |

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

REPARTITION DES DEPENSES POUR 100 € DE RECETTES – Compte Financier Unique 2025



REPARTITION DES DEPENSES POUR 100 € DE RECETTES – Orientations Budgétaires 2026



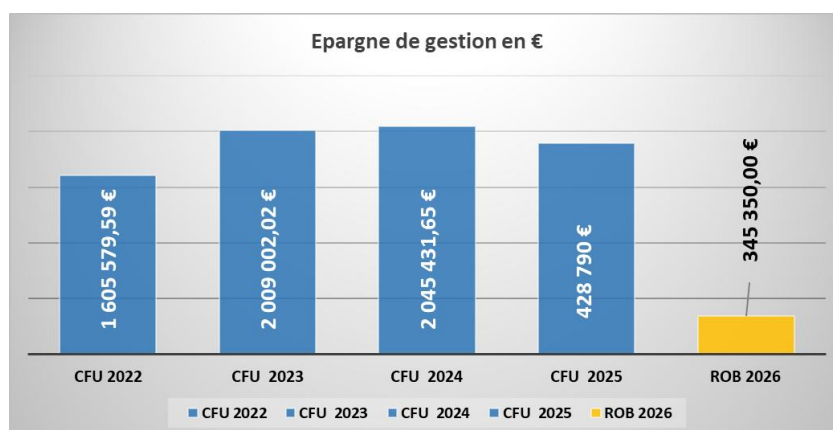
Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

3. Bilan

3.1. L'ÉPARGNE DE LA CCRMM (BUDGET PRINCIPAL)

EVOLUTION DE LA GESTION COURANTE DE FONCTIONNEMENT

| | CFU 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|-------------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|------------|
| Dépenses courantes en € | 6 686 935,63 | 7 001 980,00 | 8 863 568,61 | 9 253 174,88 | 10 803 810 |
| Recettes courantes en € | 8 292 515,22 | 9 010 982,02 | 10 909 000,26 | 11 150 197,47 | 11 149 160 |
| Épargne de gestion en € | 1 605 579,59 | 2 009 002,02 | 2 045 431,65 | 1 897 022,59 | 345 350 |



ROB 2026 : Des prévisions budgétaires qui tiennent compte :

- de l'inscription de crédits pour charges exceptionnelles (*crédits que l'on ne retrouve pas sur les résultats des années précédentes*),
- des charges de personnel en augmentation : revalorisation de la participation pour le risque santé, hausse des cotisations employeur CNRACL (+3 points/an pendant 4 ans : 2026 : 2^{ème} année) et la hausse du SMIC,
- des coûts de fonctionnement en augmentation en tenant compte de l'inflation nationale,
- une estimation à la baisse des coûts de l'énergie,
- Une augmentation des frais d'assurances,
- des recettes prévisionnelles estimées prudemment,
- des charges en progression liées au transfert de compétence GCE,
- une prévision de dépense relative à la souscription d'une assurance dommage ouvrage (DO) pour la construction de la nouvelle piscine.

COMMENTAIRES :

2022 :

- Bornes de recharges : maintenance et charge de fonctionnement
- Mutualisation : Marché Ascenseur
- Participation SMOB (en hausse)
- Subvention Vélo à Assistance Electrique - prolongation
- Mutualisation : informatique, sauvegarde...
- Achats casques vélo enfants opération sécurité enfants
- Subvention Ukraine,
- Hausse des coûts d'énergie, assurances,...
- Revalorisation du point d'indice
- Frais location matériels informatiques
- Création poste : Marché Publics - Mutualisation
- Solidarité FPIC

2023 :

- Bornes de recharges : installation siège, maintenance et charge de fonctionnement
- Subvention Vélo à Assistance Electrique - prolongation
- Achats casques vélo enfants opération sécurité enfants
- Subvention Turquie - Syrie,
- Hausse des coûts d'énergie, assurances,...
- Revalorisation du point d'indice
- Frais location matériels informatiques
- Subvention d'équilibre AAGV
- Création poste Energie 18

2024 :

- Bornes de recharges : Frais entretien et réparation,
- Subvention Vélo à Assistance Electrique - prolongation,
- Achats sac à dos et gilets jaune opération sécurité enfants
- Subvention Mayotte,
- Hausse des coûts d'énergie, assurances,...
- Revalorisation du point d'indice + 5pts d'indices
- Prime pouvoir d'achat
- Frais entretien des Locaux
- Augmentation de la Subvention d'équilibre AAGV
- Création poste Trame Verte et Bleue
- Cotisation ADIRA (+9000€)
- Contribution au SDEA : Gestion des Dignes
- Acquisition Fort de Mutzig : Frais d'assurances et notaire
- DGF : encaissement et reversement aux communes de la CPS

2025 :

- Bornes de recharges : Frais entretien et réparation,
- Subvention Vélo à Assistance Electrique - prolongation,
- Achats sac à dos et gilets jaune opération sécurité enfants,
- Hausse des coûts d'énergie, assurances,
- Hausse de la cotisation employeur CNRACL +3pts
- Revalorisation participation risque santé
- Frais entretien des Locaux
- Contribution au SDEA : Gestion des Dignes
- Fort de Mutzig : Frais de gestion
- Création poste CTG

2026 : Gestion récurrente

- Gestion du Siège et du RPE
- Gestion des piscines : entretien et réparation
- Gestion de la BMI
- Subvention d'équilibre AAGV
- Gestion des Bornes
- Entretien des pistes cyclables : fauchage, balayage, signalisation
- Entretien ZA : Espaces verts, bassin d'assainissement
- Entretien des cours d'eau : fauchage, marché d'entretien
- Grand Cycle de l'eau
- Tourisme : sentiers touristiques, participation annuelle OTI
- Gestion du parc informatique et de la téléphonie
- Développement et maintenance du SIG
- Transport à la demande
- Participations SMOB, PETR
- Epicerie Sociale, Mission locale
- Solidarité FPIC
- Fort de Mutzig

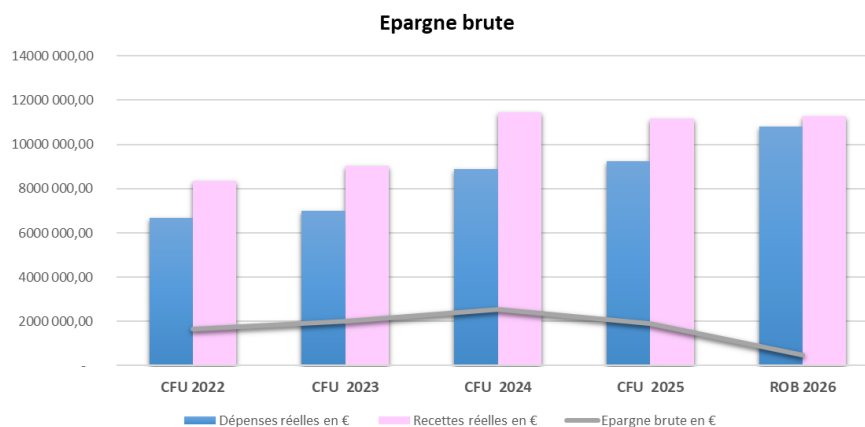
2026 : Charges nouvelles

- Maintien en état de la piscine de MUTZIG
- Poursuite de la Mutualisation
- Subvention Vélo Electrique - prolongation
- Hausse de la cotisation employeur CNRACL +3pts
- Hausse du SMIC
- Revalorisation participation risque santé
- Mise à jour RPS et DUERP
- Bornes de recharges : installation nouvelles bornes
- Contribution au SDEA - Grand Cycle de l'eau
- Chantier nouvelle Piscine
- TRC/DO Nouvelle Piscine

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

EPARGNE BRUTE (capacité d'autofinancement) RRF-DRF

| | CFU 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|---------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| Dépenses réelles en € | 6 686 935,63 | 7 004 860,00 | 8 867 171,64 | 9 253 174,88 | 10 809 510 |
| Recettes réelles en € | 8 344 502,02 | 9 015 687,13 | 11 430 524,12 | 11 154 979,28 | 11 275 660 |
| Epargne brute en € | 1 657 566,39 | 2 010 827,13 | 2 563 352,48 | 1 901 804,40 | 466 150 |



RELATION AVEC LES COMMUNES

BILAN DES MUTUALISATIONS :

- Hébergement du site internet
- Banque de Matériel Intercommunale
- Système d'Information Géographique intercommunal
- Numérisation du réseau d'éclairage public
- Participation au schéma directeur territorial d'aménagement numérique
- Participation financière à la Mission Locale
- Participation financière à une Epicerie Solidaire
- Dématérialisation des actes administratifs et budgétaires
- Mutualisation de l'abonnement « coffre-fort électronique » pour l'archivage des documents associés au service « FAST -ACTES »
- Soutien et accompagnement des Communes dans la dématérialisation des actes soumis au Contrôle de Légalité (avenant pour les marchés publics)
- Mutualisation de la maintenance des ascenseurs
- Mutualisation de l'Entretien des Terrains Sports
- Mutualisation des Marchés de fournitures d'électricité et de gaz

Mutualisation des Marchés :

Mutualisation des Marchés de fournitures d'électricité (+ 36 kVA)

2020 : Renouvellement Accord-cadre : Marché de fournitures d'électricité (2020-2023)

2023 : Renouvellement Accord-cadre : Marché de fournitures d'électricité (2024-2027)

Mutualisation des Marchés de fournitures d'électricité (- 36 kVA)

2020 : Renouvellement Accord-cadre : Marché de fournitures d'électricité (2021-2024)

2024 : Renouvellement Accord-cadre : Marché de fournitures d'électricité (2025-2028)

Mutualisation des Marchés de fournitures de gaz

2021 : Renouvellement Accord-cadre : Marché de fournitures de gaz (2022-2025)

2024 : Renouvellement Accord-cadre : Marché de fournitures de gaz (2026-2028)

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

Mutualisation des systèmes d'impression

2021 : Renouvellement des systèmes d'impression (2022-2026)

2026 : Renouvellement des systèmes d'impression (2027-2031)

Mutualisation de la maintenance des ascenseurs

2022 : Mutualisation de la maintenance des ascenseurs (2023-2026)

2026 : Mutualisation de la maintenance des ascenseurs (2027-2030)

3.2. LA STRUCTURE GENERALE DU BUDGET - SECTION DE FONCTIONNEMENT

| RECETTES | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|----------------------------------|------------------|------------------|---------------------|---------------------|------------------|
| EXCEDENT DE FONCT.REPORTE | - | - | | | |
| FISCALITE | 6 091 247 | 6 591 968 | 6 831 418,47 | 7 075 659,15 | 7 004 990 |
| TAXE GEMAPI | - | 120 000 | 198 755,00 | 215 769,00 | 220 000 |
| D.G.F. | 390 043 | 421 143 | 1 953 479,00 | 1 952 522,00 | 1 947 000 |
| C.R.F.P. | - 85 957 | - 85 957 | - 85 957,00 | - 85 957,00 | - 86 000 |
| F.P.I.C. | - 863 219 | - 822 779 | - 786 147,00 | - 842 119,00 | - 860 000 |
| Reversement CPS Communes | | | - 1 489 528,00 | - 1 489 528,00 | - 1 490 000 |
| intérêts Compte à terme | - | - | - | - | 110 000 |
| F.C.T.V.A. | 18 914 | 32 327 | 19 056,58 | 20 833,77 | 20 000 |
| TOTAL | 5 551 028 | 6 256 702 | 6 641 077,05 | 6 847 179,92 | 6 865 990 |

| DEPENSES CONTRACTEES * | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|---|------------------|------------------|---------------------|---------------------|------------------|
| 1. POLITIQUES | 2 318 975 | 2 516 960 | 2 886 192,53 | 3 212 872,00 | 4 349 640 |
| PISCINES | 1 474 189 | 1 644 674 | 1 866 905,35 | 1 831 150,88 | 2 760 900 |
| TOURISME dont subvention 250.000 € | 254 548 | 256 400 | 235 125,74 | 276 646,03 | 261 500 |
| AIRES ACCUEIL GENS DU VOYAGE | 126 728 | 150 000 | 274 000,00 | 274 000,00 | 274 000 |
| DEVELOPPEMENT DURABLE | - | 25 389 | 77 490,32 | 51 962,99 | 67 200 |
| TRAME VERTE ET BLEUE | - | - | - | 51 641,27 | 19 100 |
| ENTRETIEN PISTES CYCLABLES | 116 228 | 16 815 | 15 409,91 | 73 107,80 | 88 300 |
| TRANSPORT A LA DEMANDE | 97 329 | 92 016 | 82 357,66 | 52 829,08 | 87 800 |
| RELAIS PETITE ENFANCE | 24 591 | 62 424 | 74 019,31 | 80 180,47 | 102 600 |
| CONTRIB. 2024 SDEA GCE (INONDATION-CEB) | - | - | - | 137 618,78 | - |
| CONTRIB. SDEA GCE (INONDATION-CEB) | - | - | - | 146 551,73 | 397 450 |
| GESTION BANQUE DE MATERIEL | 53 093 | 59 792 | 73 722,56 | 70 065,35 | 80 400 |
| FRAIS DE GESTION DES Z.A. | 36 161 | 60 910 | 37 654,09 | 50 277,01 | 66 600 |
| ENTRETIEN COURS D'EAU | 119 758 | 124 694 | 107 429,46 | 77 295,60 | 76 750 |
| BORNES DE RECHARGES | 16 819 | 23 415 | 32 762,44 | 38 519,48 | 46 500 |
| FORT DE MUTZIG | - | - | 9 863,61 | 1 588,19 | 21 110 |
| LOGEMENT | - 469 | 430 | - 547,92 | - 562,66 | - 570 |
| 2. PARTICIPATIONS SUBVENTIONS | 596 954 | 580 982 | 523 644,06 | 530 777,16 | 570 850 |
| PARTICIPATION PETR | 233 011 | 233 011 | 233 010,96 | 233 010,96 | 235 000 |
| PARTICIPATION SMOBBM | 120 000 | 120 000 | 120 000,00 | 140 000,00 | 140 000 |
| SUBVENTION VAE | 86 700 | 75 000 | 50 000,00 | 37 900,00 | 70 000 |
| MISSION LOCALE | 45 151 | 45 317 | 45 519,10 | 45 575,20 | 45 630 |
| EPICERIE SOCIALE | 47 836 | 41 197 | 41 381,00 | 41 432,00 | 41 470 |
| SUBVENTIONS | 64 256 | 66 457 | 33 733,00 | 32 859,00 | 38 750 |
| 3. COÛTS DE GESTION | 977 532 | 1 149 578 | 1 181 220,61 | 1 241 204,12 | 1 524 350 |
| ADMINISTRATION GENERALE & ASSEMBLEE | 1 024 557 | 1 147 894 | 1 171 220,61 | 1 228 003,25 | 1 384 350 |
| DEPENSES EXCEPTIONNELLES | - 47 025 | - | 10 000,00 | - | 100 000 |
| PROVISION POUR RISQUE et CHARGES | - | 1 684 | - | 13 200,87 | 40 000 |
| AMORTISSEMENTS | 243 419 | 216 191 | 263 315,00 | 260 166,68 | 327 810 |
| TOTAL | 4 136 880 | 4 463 711 | 4 854 372,20 | 5 245 019,96 | 6 772 650 |

| | | | | | |
|--------------|------------------|------------------|---------------------|---------------------|---------------|
| SOLDE | 1 414 147 | 1 792 992 | 1 786 704,85 | 1 602 159,96 | 93 340 |
|--------------|------------------|------------------|---------------------|---------------------|---------------|

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

CONCLUSION :

Le résultat de fonctionnement 2025 est cette année encore excédentaire.
Cependant, nous avons pris beaucoup de décisions depuis le début du mandat qui engagent nos finances et impactent nos marges de manœuvre.
Le lancement de nouvelles politiques nécessitera des moyens supplémentaires et accroître l'érosion de la capacité d'investissement.

Les objectifs pour 2026 :

- ☞ maintenir les taux de fiscalité,
- ☞ maintenir le produit de la Taxe GEMAPI,
- ☞ maintenir les tarifs des services,
- ☞ poursuivre la solidarité envers les communes et avec les communes,
- ☞ accélérer les actions en faveur de la transition écologique :
 - Energie 18,
 - Gestion des Eaux pluviales urbaines,
 - Trame verte et bleue,
 - Prévention contre les inondations et coulées de boues,
 - Pistes cyclables,
 - Aires de covoiturage.

3.3. PRESENTATION PAR FONCTION : DEPENSES ET RECETTES DE GESTION

PISCINE LE TRIANGLE A DACHSTEIN

La Piscine a ouvert ses portes au public le 26 février 2017. 2018 est la première année d'exploitation complète.

2022 Des frais d'entretien et de réparation, des charges de personnels en hausse mais une reprise de la fréquentation après covid,

2023 Des travaux de réfection complète des bacs d'étanchéité pris en charge par l'assurance D.O. (125 000 €),

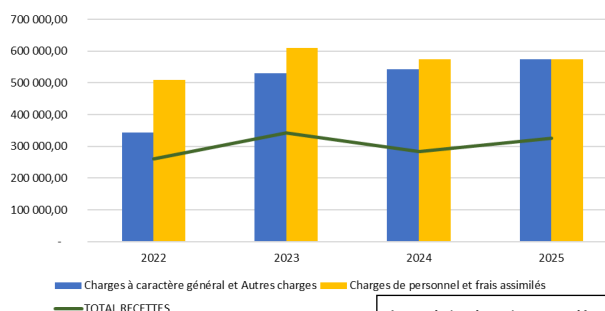
2024 Impact des hausses des coûts de l'énergie,

2025 Des charges liées à la consommation de gaz en baisse, La fréquentation de la piscine est en augmentation.

| PISCINE DACHSTEIN - TRIANGLE | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | % 2022/2025 |
|--|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| DEPENSES | | | | | |
| 011 - Charges à caractère général | | | | | |
| Eau | 28 042,50 | 25 131,38 | 38 279,07 | 32 022,94 | 14,19% |
| Electricité | 88 938,94 | 135 135,48 | 209 764,02 | 215 848,08 | 142,69% |
| Gaz - Chauffage urbain | 25 789,46 | 70 032,41 | 72 351,34 | 25 835,20 | 0,18% |
| Pellets | 38 349,56 | 47 923,94 | 33 108,06 | 43 212,01 | 12,68% |
| Carburants | 1 151,47 | 452,30 | 909,36 | 392,23 | -65,94% |
| Produits de traitement | 4 763,37 | 13 543,13 | 12 737,49 | 11 984,49 | 151,60% |
| Fournitures d'entretien | 11 694,11 | 10 544,49 | 5 104,57 | 5 359,01 | -54,17% |
| Petit équipement | 12 602,43 | 10 591,26 | 12 731,42 | 19 238,58 | 52,66% |
| Habillement et vêtements de travail | 1 547,19 | 906,29 | 1 400,23 | 1 488,21 | -3,81% |
| Fournitures administratives | 4 875,35 | 1 506,14 | 525,73 | 239,33 | -95,09% |
| Location copieur / location bouteille oxygène | 342,12 | 988,54 | 92,16 | 401,16 | 17,26% |
| Entretien Espaces Vert | 10 017,60 | 5 117,64 | 7 634,14 | 8 109,10 | -19,05% |
| Entretien et réparations bâtiment | 39 964,34 | 125 430,37 | 48 317,55 | 16 019,54 | -59,92% |
| Entretien et réparations autres | 2 097,60 | 3 850,72 | 93,68 | 6 984,34 | 232,97% |
| Maintenance | 30 415,65 | 32 972,15 | 50 650,05 | 40 567,72 | 33,38% |
| Frais Assurances | 2 299,07 | 1 968,29 | 2 142,87 | 2 187,71 | -4,84% |
| Formations | 8 351,74 | 4 421,89 | 8 448,62 | 2 142,88 | -74,34% |
| Frais Analyses des Eaux | 3 868,73 | 4 030,14 | 3 665,30 | 2 170,29 | -43,90% |
| Transports des Eleves | 10 812,00 | 21 810,00 | 18 810,00 | 23 605,00 | 118,32% |
| Frais de télécommunications | 5 966,42 | 6 234,94 | 5 803,18 | 4 863,09 | -18,49% |
| Frais de nettoyage des locaux | 4 647,76 | 2 138,77 | 4 603,36 | 1 068,60 | -77,01% |
| Redevanes Ordures Ménagères | 1 365,00 | 1 068,50 | 1 050,00 | 1 328,80 | -2,65% |
| Frais Bancaires - Payzen | 667,88 | 665,91 | 1 105,30 | 962,60 | 44,13% |
| Divers | 1 670,91 | 605,46 | 2 924,80 | 2 078,46 | 24,39% |
| Total 011 - Charges à caractère général | 343 391,82 | 527 070,14 | 542 252,30 | 468 109,37 | 36,32% |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 508 828,68 | 610 306,35 | 586 674,78 | 574 114,13 | 12,83% |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 576,00 | 252,43 | 433,10 | 1 724,28 | 199,35% |
| Total DEPENSES | 852 796,50 | 1 137 628,92 | 1 129 360,18 | 1 043 947,78 | 22,41% |
| RECETTES | | | | | |
| 013 - Atténuations de charges | 42 273,69 | 19 289,68 | 40 525,68 | 33 563,04 | -20,61% |
| 70 - Produits des services et ventes diverses | 194 759,95 | 217 826,75 | 239 461,91 | 290 481,81 | 49,15% |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 24 159,59 | 105 871,49 | 3 392,78 | 1 532,11 | -93,66% |
| Total RECETTES | 261 193,23 | 342 987,92 | 283 380,37 | 325 576,96 | 24,65% |



Piscine du Triangle



Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

La Piscine de MUTZIG voit ses installations vieillir. Les travaux d'entretien et de réparation se multiplient. Les charges à caractère général augmentent graduellement.

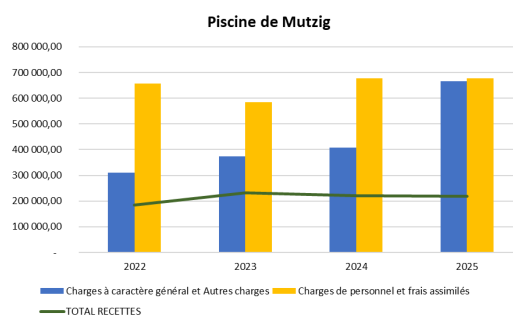
2022 Reprise de la fréquentation suite aux assouplissements des restrictions liées à la crise sanitaire : levé du pass-sanitaire, mais toujours des recettes inférieures à 2019 dues à la vétusté des installations,

2023 Des frais d'entretien et de réparation en hausse,

2024 Des frais d'entretien toujours importants pour le maintien de la piscine et des coûts d'énergie élevés,

2025 Des frais d'entretien toujours importants pour le maintien en fonctionnement de la piscine, des coûts d'énergie encore élevés et une consommation d'eau en hausse suite au problème technique (vanne) du petit bassin.

| PISCINE MUTZIG | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | % 2022/2025 |
|--|-------------------|-------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| DEPENSES | | | | | |
| 011 - Charges à caractère général | | | | | |
| Eau | 36 047,22 | 45 035,38 | 41 465,46 | 51 968,37 | 44,17% |
| Electricité | 63 683,88 | 105 773,17 | 110 598,55 | 112 937,83 | 77,34% |
| Gaz - Chauffage urbain | 89 889,24 | 97 493,82 | 133 811,85 | 140 974,15 | 56,83% |
| Carburants | 2 318,21 | 593,82 | 468,60 | 586,30 | -74,71% |
| Produits de traitement | 6 358,62 | 10 014,96 | 13 191,30 | 18 338,44 | 188,40% |
| Fournitures d'entretien | 6 689,35 | 11 863,58 | 1 484,64 | 9 308,21 | 39,15% |
| Petit équipement | 20 062,98 | 16 697,73 | 13 077,88 | 16 492,53 | -17,80% |
| Habillement et vêtements de travail | 1 584,65 | 1 080,28 | 1 503,58 | 1 595,97 | 0,71% |
| Fournitures administratives | 3 724,93 | 2 045,05 | 525,74 | 233,90 | -93,72% |
| Location copieur / location bouteille oxygène | 342,12 | 1 194,53 | 2 323,93 | 1 188,36 | 247,35% |
| Entretien Espaces Vert | 2 445,60 | 2 925,00 | 3 513,00 | 2 652,00 | 8,44% |
| Entretien et réparations bâtiment | 10 732,70 | 16 287,88 | 18 013,92 | 34 959,50 | 225,73% |
| Entretien et réparations autres | 2 709,06 | 2 003,93 | 2 094,76 | 2 296,10 | -15,24% |
| Maintenance | 14 563,64 | 12 136,14 | 11 026,62 | 24 301,58 | 66,86% |
| Frais Assurances | 2 028,17 | 1 769,07 | 2 093,31 | 2 286,53 | 12,74% |
| Formations | 9 170,81 | 2 712,27 | 1 369,36 | 693,06 | -92,44% |
| Frais Analyses des Eaux | 1 142,28 | 2 692,79 | 3 539,02 | 1 896,45 | 66,02% |
| Transports des Elèves | 11 088,00 | 16 400,00 | 21 030,00 | 21 965,00 | 98,10% |
| Frais de télécommunications | 4 350,48 | 3 371,78 | 3 086,97 | 2 935,38 | -32,53% |
| Frais Bancaires - Payzen | 609,74 | 446,39 | 948,95 | 722,51 | 18,49% |
| Frais de nettoyage des locaux | 9 696,53 | 11 457,49 | 9 524,80 | 9 644,28 | -0,54% |
| Redevances Ordures Ménagères | 2 677,20 | 1 922,40 | 2 698,80 | 2 733,40 | 2,10% |
| Taxes foncières | 6 962,00 | 7 418,00 | 7 958,00 | 8 800,00 | 26,40% |
| Divers | 1 609,34 | 296,70 | 2 081,32 | 994,96 | -38,18% |
| Total 011 - Charges à caractère général | 310 486,75 | 373 632,16 | 407 430,36 | 470 504,81 | 51,54% |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 656 159,87 | 583 407,49 | 678 367,06 | 666 494,97 | 1,58% |
| Total DEPENSES | 966 646,62 | 957 039,65 | 1 085 797,42 | 1 136 999,78 | 17,62% |
| RECETTES | | | | | |
| 013 - Atténuations de charges | 22 038,83 | 20 399,42 | 6 195,02 | 9 468,20 | -57,04% |
| 70 - Produits des services, du domaine et vente | 162 706,43 | 204 900,57 | 213 062,65 | 206 394,87 | 26,85% |
| 74 - Dotations et participations | - | - | - | 1 001,97 | 0,00% |
| 75 - Autres recettes de gestion courante | 1 085,27 | 7 211,65 | 2 346,15 | 1 366,32 | 25,90% |
| Total RECETTES | 185 830,53 | 232 511,64 | 221 603,82 | 218 231,36 | 17,44% |



Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

PISCINE DE PLEIN AIR

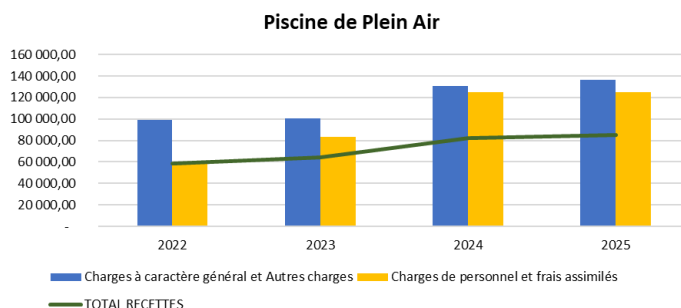
La piscine de plein air a fait l'objet d'une réhabilitation en 2016. Si depuis 2022 les charges affichent une constante progression, les produits des services sont également en hausse.

2023 Une météo clémente,

2024 Impact de la hausse des coûts de l'énergie et divers frais de maintenance et réparations,

2025 Des frais de remise en état du bâtiment : travaux de chaufferie-sanitaire, carrelage et peinture et des coûts de l'énergie toujours importants.

| PISCINE DE PLEIN AIR | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2022 / 2025 % |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| DEPENSES | | | | | |
| 011 - Charges à caractère général | | | | | |
| Eau | 20 887,14 | 28 570,20 | 25 715,27 | 22 181,02 | 6,19% |
| Electricité | 19 818,61 | 23 021,78 | 28 433,35 | 33 050,65 | 66,77% |
| Gaz - Chauffage urbain | 11 396,04 | 11 098,86 | 24 439,68 | 22 765,24 | 99,76% |
| Produits de traitement | 6 740,97 | 3 466,80 | 2 516,26 | 5 850,58 | -13,21% |
| Fournitures d'entretien | 1 192,10 | 406,27 | 1 533,00 | 833,95 | -30,04% |
| Petit équipement | 7 533,00 | 5 194,95 | 9 148,94 | 4 184,26 | -44,45% |
| Habillement et vêtements de travail | 371,94 | 1 414,80 | 1 482,13 | 600,07 | 61,34% |
| Fournitures administratives | 135,62 | 95,69 | 59,97 | 185,93 | 37,10% |
| Location bouteille oxygène | 313,47 | - | 1 904,40 | 1 980,00 | 531,64% |
| Entretien Espaces Vert | 13 192,80 | 9 727,86 | 2 845,80 | 7 400,40 | -43,91% |
| Entretien et réparations bâtiment | 4 512,95 | 3 409,35 | 11 141,34 | 29 600,87 | 555,91% |
| Entretien et réparations autres | - | 141,42 | 7 204,28 | 500,43 | 0,00% |
| Maintenance | 4 027,37 | 4 006,38 | 6 559,42 | 3 893,06 | -3,33% |
| Frais Assurances | 159,46 | 176,91 | 181,33 | 195,16 | 22,39% |
| Frais Analyses des Eaux | 1 109,73 | 968,50 | 793,16 | 1 018,13 | -8,25% |
| Frais de gardiennage | 5 906,88 | 7 401,54 | 4 437,00 | 5 530,03 | -6,38% |
| Frais de télécommunications | 770,59 | 954,45 | 987,89 | 1 045,76 | 35,71% |
| Frais Bancaires - Payzen | 166,69 | 170,77 | 236,13 | 277,44 | 66,44% |
| Divers | 534,63 | 82,67 | 697,00 | 93,25 | -82,56% |
| Total 011 - Charges à caractère général | 98 769,99 | 100 309,20 | 130 316,35 | 141 186,23 | 42,94% |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 59 677,22 | 83 297,00 | 111 980,55 | 136 200,87 | 128,23% |
| Total DEPENSES | 158 447,21 | 183 606,20 | 242 296,90 | 277 387,10 | 75,07% |
| RECETTES | | | | | |
| 013 - Atténuations de charges | - | - | 547,91 | 52,84 | 0,00% |
| 70 - Produits des services et ventes diverses | 57 410,40 | 63 312,83 | 80 570,28 | 83 482,13 | 45,41% |
| 75 - Location Buvette | 114,40 | 1 212,49 | 1 277,48 | 1 245,58 | 988,79% |
| Total RECETTES | 57 524,80 | 64 525,32 | 82 395,67 | 84 780,55 | 47,38% |

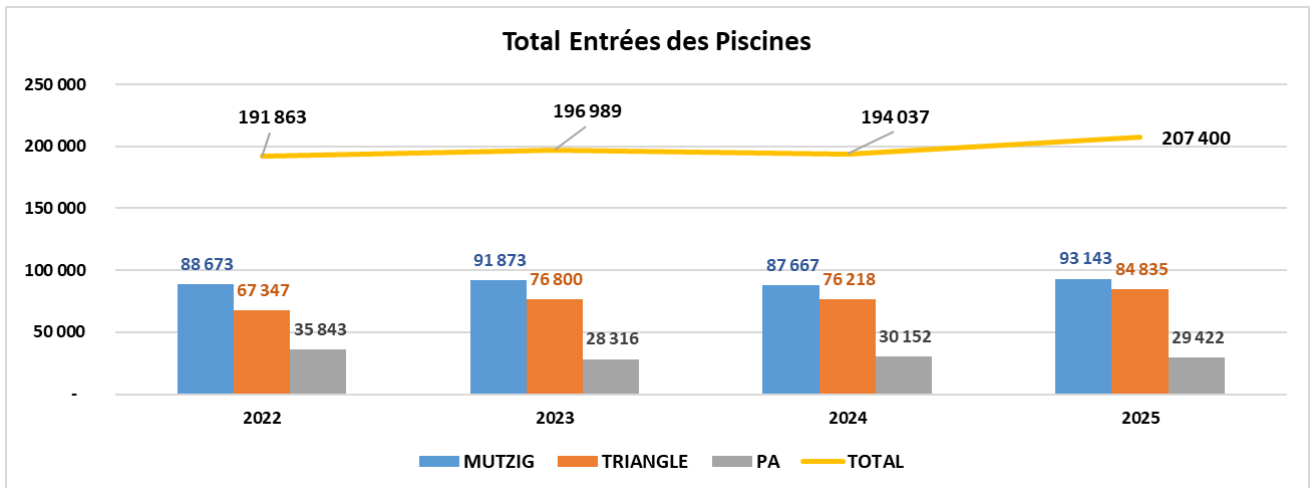


Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

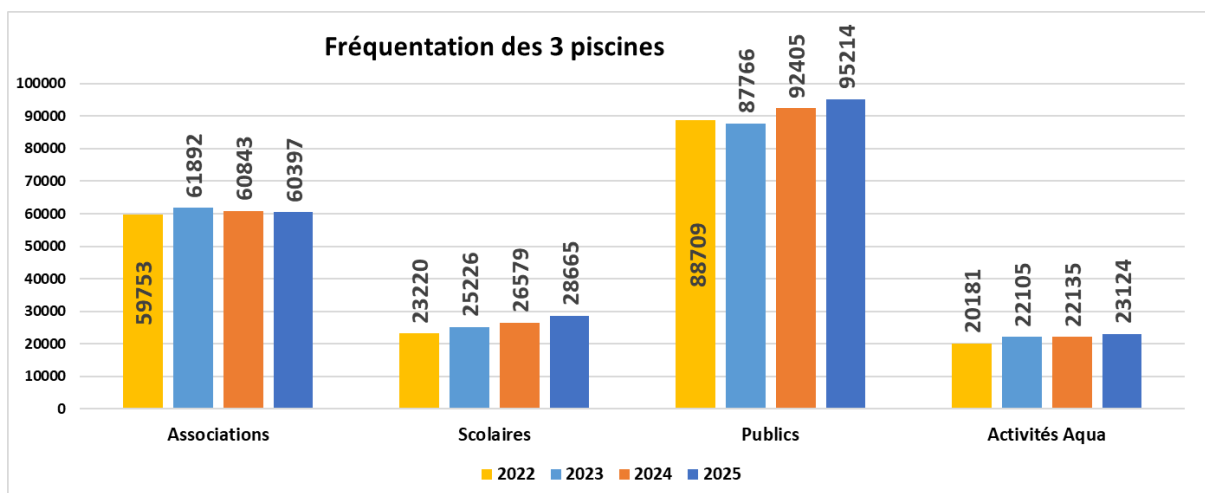
➔ BILAN DES 3 PISCINES

| 3 PISCINES | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|------------|----------------|---------------|----------------|----------------|
| Dépenses | 1 979 937,43 | 2 289 351,58 | 2 461 487,82 | 2 459 877,50 |
| Recettes | 505 748,56 | 644 716,88 | 592 513,36 | 630 228,89 |
| RESULTAT | - 1 474 188,87 | -1 644 634,70 | - 1 868 974,46 | - 1 829 648,61 |

Présentation par année :



Présentation par Utilisateur :



Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

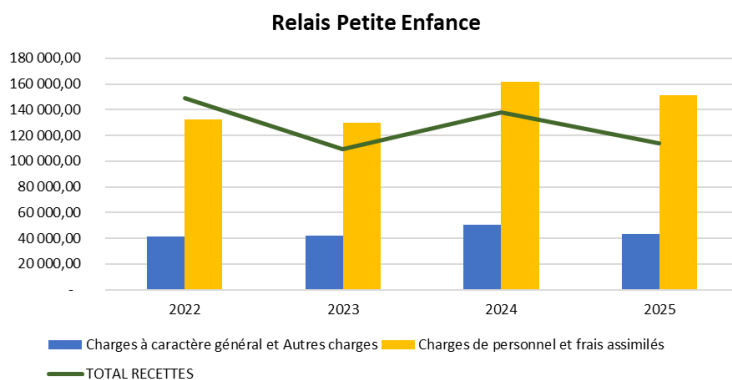
➔ RELAIS PETITE ENFANCE – RPE

Les Relais Assistants Maternels (RAM), aujourd'hui renommés Relais Petite Enfance (RPE) suite à l'application au 1^{er} septembre 2021 du décret du 25 août 2021, sont les interlocuteurs privilégiés dans la relation entre le parent employeur et l'assistant maternel salarié. Ils jouent un rôle essentiel dans la bonne diffusion de l'information et pour répondre aux attentes des parents employeurs et de leurs salariés.

Le Relais Petite Enfance a été créé en **2009**.

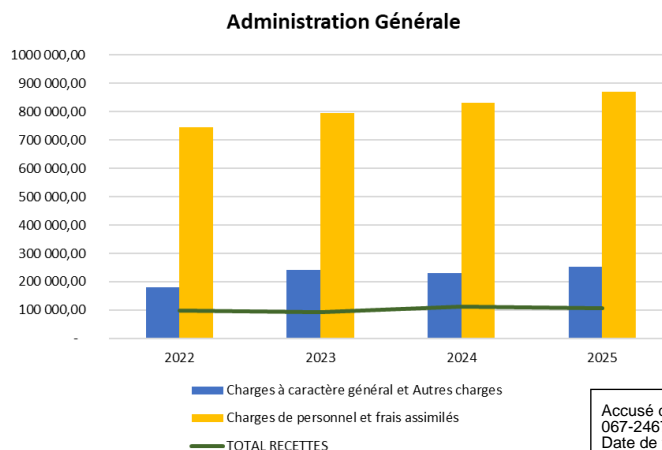
Les charges à caractère général affiche une certaine stabilité.

| RELAIS PETITE ENFANCE | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | % 2022/2025 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| DEPENSES | | | | | |
| 011 - Charges à caractère général | | | | | |
| Eau | 142,35 | 176,14 | 176,05 | 177,99 | 25,04% |
| Electricité | 2 119,05 | 2 920,91 | 4 158,65 | 3 818,04 | 80,18% |
| Gaz - Chauffage urbain | 4 437,93 | 2 518,47 | 5 809,36 | 8 474,26 | 90,95% |
| Fournitures d'entretien | 563,68 | 590,42 | 653,42 | 472,68 | -16,14% |
| Petit équipement | 768,62 | 676,56 | 139,21 | 1 056,74 | 37,49% |
| Fournitures administratives | 32,92 | 32,96 | 215,99 | 175,76 | 433,90% |
| Fournitures bricolage / Livres .. | 866,70 | 1 638,35 | 1 945,66 | 1 217,77 | 40,51% |
| Location copieur | 266,40 | 266,40 | 266,40 | 266,40 | 0,00% |
| Maintenance | 1 071,87 | 732,28 | 1 245,59 | 1 207,12 | 12,62% |
| Frais Assurances | 132,88 | 147,42 | 151,11 | 162,63 | 22,39% |
| Formations | 65,00 | 100,65 | 1 003,00 | 1 577,05 | 2326,23% |
| Soutien Parentalité | 8 713,64 | 8 063,47 | 7 817,96 | 6 254,35 | -28,22% |
| Réceptions | 1 551,50 | 1 679,78 | 1 078,60 | 1 122,75 | -27,63% |
| Frais d'affranchissement | 1 378,00 | 1 695,60 | 1 865,95 | 949,90 | -31,07% |
| Frais de télécommunications | 1 717,11 | 2 073,57 | 1 769,24 | 2 046,14 | 19,16% |
| Frais de nettoyage des locaux | 4 676,42 | 5 055,96 | 6 368,26 | 5 374,71 | 14,93% |
| Ateliers Enfants | 11 072,00 | 13 133,50 | 15 073,00 | 11 302,00 | 2,08% |
| Divers | 1 684,13 | 9,58 | 291,84 | 220,20 | -86,92% |
| Total 011 - Charges à caractère général | 41 260,20 | 41 512,02 | 50 029,29 | 45 876,49 | 11,19% |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 132 213,71 | 129 940,15 | 161 778,69 | 161 778,69 | 22,36% |
| Total DEPENSES | 173 473,91 | 171 452,17 | 211 807,98 | 207 655,18 | 19,70% |
| RECETTES | | | | | |
| 013 - Atténuations de charges | 22 054,69 | 10 536,06 | 22 988,79 | 4 396,26 | -80,07% |
| 70 - Produits des services et ventes diverses | 77 596,63 | 61 467,55 | 74 219,49 | 68 648,85 | -11,53% |
| 74 - Dotations et participations | 49 335,17 | 37 303,39 | 40 465,48 | 37 051,93 | -24,90% |
| Total RECETTES | 148 986,49 | 109 307,00 | 137 673,76 | 110 097,04 | -26,10% |



Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

| ADMINISTRATION GENERALE | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | % 2022/2025 |
|--|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| DEPENSES | | | | | |
| 011 - Charges à caractère général | | | | | |
| Eau | 683,28 | 845,47 | 845,02 | 854,34 | 25,04% |
| Electricité | 9 946,26 | 15 520,34 | 19 961,47 | 18 326,59 | 84,26% |
| Gaz - Chauffage urbain | 9 735,04 | 9 412,82 | 14 111,55 | 14 766,57 | 51,68% |
| Carburants | 1 526,29 | 1 304,24 | 1 532,36 | 1 894,98 | 24,16% |
| Fournitures d'entretien | 2 143,88 | 2 003,89 | 3 283,82 | 3 044,92 | 42,03% |
| Petit équipement | 636,31 | 1 551,21 | 2 691,61 | 8 708,43 | 1268,58% |
| Habillement et vêtements de travail | 16,27 | - | 568,19 | 225,42 | 1285,49% |
| Fournitures administratives | 5 701,10 | 4 606,33 | 3 523,69 | 2 411,84 | -57,70% |
| Location copieur | 1 414,44 | 1 804,32 | 1 804,32 | 1 840,32 | 30,11% |
| Location Voiture | 3 845,82 | 4 545,06 | 3 845,82 | 1 505,97 | -60,84% |
| Entretien Espaces Verts | 3 068,00 | 3 048,00 | 2 731,00 | 2 977,00 | -2,97% |
| Entretien et réparations | 1 245,10 | 3 896,47 | 740,76 | 3 098,23 | 148,83% |
| Entretien Siège | 570,00 | 13 771,31 | 4 368,00 | 7 136,95 | 1152,10% |
| Maintenance | 33 302,33 | 36 577,20 | 30 252,55 | 35 103,93 | 5,41% |
| Frais Assurances | 33 818,61 | 38 673,39 | 45 207,17 | 45 948,19 | 35,87% |
| Formations | 1 687,03 | 5 593,18 | 1 152,54 | 3 552,28 | 110,56% |
| Honoraires | - | 8 520,00 | 7 680,00 | 9 134,95 | |
| Fête et Cérémonie | 5 804,25 | 7 647,64 | 5 888,00 | 5 304,50 | -8,61% |
| Réceptions | 7 964,02 | 16 337,51 | 13 823,16 | 10 193,90 | 28,00% |
| Frais d'affranchissement | 4 720,85 | 6 063,78 | 5 247,07 | 2 823,44 | -40,19% |
| Frais de télécommunications | 12 685,81 | 16 616,83 | 13 199,88 | 12 702,77 | 0,13% |
| Frais de nettoyage des locaux | 20 467,26 | 23 768,50 | 18 967,64 | 25 742,65 | 25,77% |
| Redevances Ordures Ménagères | 862,50 | 1 155,10 | 805,20 | 775,70 | -10,06% |
| Taxes foncières | 475,00 | 474,00 | 507,00 | 504,00 | 6,11% |
| Frais Insertions Presse - AAPC | 1 728,00 | 1 512,00 | 3 240,00 | 1 188,00 | -31,25% |
| Plate-Forme AMP + mission Archivage | 2 000,00 | 2 611,52 | 3 081,80 | 8 005,80 | 300,29% |
| Frais Certificat Numérique - Pages Jaune | 2 362,35 | 1 582,20 | 694,80 | 730,80 | -69,06% |
| Divers | 2 943,80 | 3 439,10 | 5 501,59 | 2 219,20 | -24,61% |
| Frais Location Rue de la Source | | | | 4 086,47 | 0,00% |
| Total 011 - Charges à caractère général | 171 353,60 | 232 881,41 | 215 256,01 | 234 808,14 | 37,03% |
| 012 - Charges de personnel et frais assimil | 745 280,66 | 795 933,20 | 830 731,91 | 869 572,90 | 16,68% |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 8 217,12 | 9 830,92 | 15 751,81 | 25 955,94 | 215,88% |
| Total DEPENSES | 924 851,38 | 1 038 645,53 | 1 061 739,73 | 1 130 336,98 | 22,22% |
| RECETTES | | | | | |
| 013 - Atténuations de charges | 31 407,99 | 15 344,99 | 12 374,69 | 3 428,82 | -89,08% |
| 70 - Mise à Dispo Personnels / Remb. Char | 60 438,54 | 65 324,88 | 75 562,49 | 85 098,29 | 40,80% |
| 74 - Dotations et participations | - | - | 11 000,00 | 8 872,40 | 0,00% |
| 75 - Location Bureaux | 7 392,06 | 10 891,01 | 13 483,68 | 13 032,17 | 76,30% |
| Total RECETTES | 99 238,59 | 91 560,88 | 112 420,86 | 110 431,68 | 11,28% |

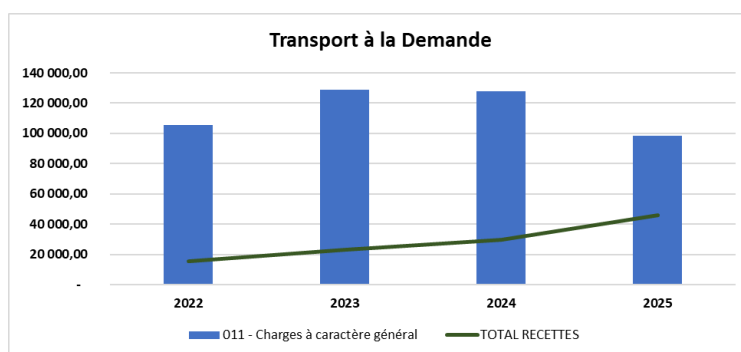


Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

➔ TRANSPORT A LA DEMANDE

- 2021** Nouveau prestataire : SYNERGYHP à compter du 1^{er} septembre 2021 et jusqu'au 31 août 2023. Le service reprend son cours après de long mois de service minimal et la crise sanitaire,
- 2022** Reprise de l'activité,
- 2023** Mise en concurrence pour la passation d'un nouveau marché à compter du 1^{er} septembre 2023 : le prestataire retenu reste SYNERGYHP avec un tarif désormais au « km » et plus à la course,
- 2023-2024** L'augmentation du coût du carburant a impacté le prix du marché,
- 2025** Fin du contrat le 31 août 2025, avec le prestataire SYNERGYHP. Le service a connu de nombreux dysfonctionnements,
Nouveau prestataire : ADIATE à compter du 1^{er} septembre 2025 et jusqu'au 31 août 2027,
Malgré une forte demande, le service de TAD peine toujours à être lancé, non par manque d'usagers, mais en raison de difficultés du prestataire.

| TRANSPORT A LA DEMANDE | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | % 2022/2025 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|-----------------|
| DEPENSES | | | | | |
| 011 - Charges à caractère général | | | | | |
| Frais de télécommunications | 825,43 | 895,56 | 1 196,27 | 1 122,71 | 36,02% |
| Frais de Transports | 102 703,97 | 125 700,23 | 126 886,86 | 94 703,12 | -7,79% |
| Tickets / Flyers | 1 290,00 | 2 046,00 | | 1 972,20 | 52,88% |
| Divers | 456,00 | 381,30 | | 864,00 | 89,47% |
| Total 011 - Charges à caractère général | 105 275,40 | 129 023,09 | 128 083,13 | 98 662,03 | -6,28% |
| Total DEPENSES | 105 275,40 | 129 023,09 | 128 083,13 | 98 662,03 | -6,28% |
| RECETTES | | | | | |
| 70 - Produits des services et ventes diverses | 91,14 | 768,18 | 951,42 | 1 065,91 | 1069,53% |
| 74 - Dotations et participations | 7 855,08 | 36 239,17 | 45 373,35 | 44 767,04 | 469,91% |
| Total RECETTES | 7 946,22 | 37 007,35 | 46 324,77 | 45 832,95 | 476,79% |



➔ COMMUNICATION

| COMMUNICATION | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2021 / 2024 % |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| DEPENSES | | | | | |
| Tour-Vélo | 11 095,70 | 23 020,50 | 25 379,79 | 30 142,70 | 171,66% |
| Subventions Tour-Vélo | 2 400,00 | 3 600,00 | 4 200,00 | 3 600,00 | 50,00% |
| Maintenance et Hébergement sites Internet | 13 200,00 | 15 936,00 | 11 712,00 | 7 488,00 | -43,27% |
| Divers | 905,29 | 2 268,00 | 590,30 | 574,98 | -36,49% |
| Avenir Ensemble - Cartes de Vœux | 16 858,52 | 7 507,20 | 19 420,41 | 14 599,64 | -13,40% |
| Charges à caractère général | 44 459,51 | 52 331,70 | 61 302,50 | 56 405,32 | 26,87% |
| Opération Sécurité à Vélo | 10 562,40 | 2 674,20 | 11 961,90 | 16 908,00 | 60,08% |
| Subventions VAE | 92 000,00 | 86 700,00 | 75 000,00 | 50 000,00 | -45,65% |
| Total DEPENSES | 147 021,91 | 141 705,90 | 148 264,40 | 123 313,32 | -16,13% |
| RECETTES | | | | | |
| Vente ouvrages | - | - | 25,00 | - | 0,00% |
| Total RECETTES | - | - | 25,00 | - | 0,00% |

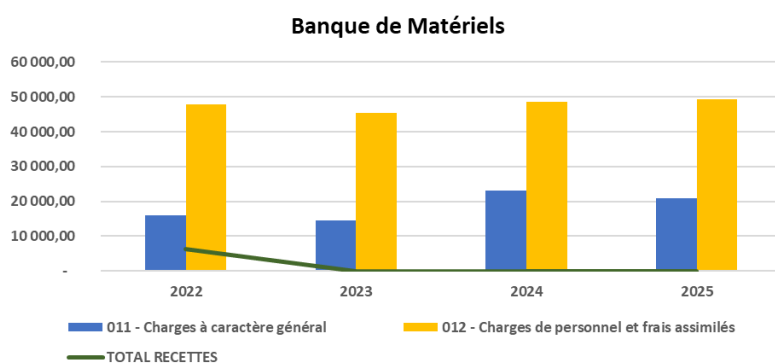
Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

BANQUE DE MATERIELS

La banque de matériels est en service depuis 2017.

Des crédits sont inscrits chaque année pour des nouvelles acquisitions et le renouvellement des équipements de la BMI. En parallèle les frais d'entretien, de maintenance et de réparations augmentent.

| BANQUE DE MATERIELS | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | % 2022/2025 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------|
| DEPENSES | | | | | |
| 011 - Charges à caractère général | | | | | |
| Eau | 154,39 | 168,10 | 199,94 | 187,79 | 21,63% |
| Electricité | 1 328,07 | 2 401,49 | 2 754,88 | 1 952,26 | 47,00% |
| Carburants | 534,21 | 446,98 | 258,53 | 214,82 | -59,79% |
| Fournitures d'entretien | 287,81 | 127,64 | 785,65 | 1 349,34 | 368,83% |
| Petit équipement | 8 073,12 | 5 544,20 | 2 618,01 | 8 635,21 | 6,96% |
| Habillement et vêtements de travail | 587,75 | - | 246,45 | 573,46 | -2,43% |
| Fournitures administratives | 606,39 | 699,60 | 85,20 | - | -100,00% |
| Entretien et réparations | 142,80 | 495,82 | 2 082,77 | 1 292,45 | 805,08% |
| Entretien et réparations sur matériel roulant | 1 760,95 | 306,00 | 143,65 | 2 588,50 | 46,99% |
| Maintenance | 897,30 | 1 884,76 | 1 888,85 | 2 139,92 | 138,48% |
| Frais Assurances | 1 424,94 | 1 702,16 | 1 925,13 | 1 827,77 | 28,27% |
| Divers et formations | - | 395,00 | - | 18,40 | 0,00% |
| Frais de télécommunications | 216,00 | 218,45 | 142,77 | 142,56 | -34,00% |
| Total 011 - Charges à caractère général | 16 013,73 | 14 390,20 | 13 131,83 | 20 922,48 | 30,65% |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 47 958,86 | 45 351,13 | 48 505,13 | 49 334,52 | 2,87% |
| Total DEPENSES | 63 972,59 | 59 741,33 | 61 636,96 | 70 257,00 | 9,82% |
| RECETTES | | | | | |
| 013 - Atténuations de charges | 2 269,55 | - | - | - | -100,00% |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 4 048,36 | - | - | - | -100,00% |
| Total RECETTES | 6 317,91 | - | - | - | -100,00% |

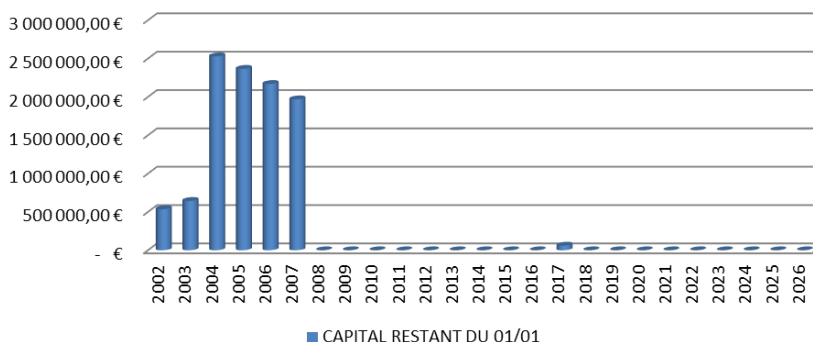


Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

2 SECTION D'INVESTISSEMENT

1. Dette

ETAT DE LA DETTE BUDGET PRINCIPAL



Pas de dette.

2. Recettes d'investissement

| Chap. | Libellé | CFU 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|-------|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 13 | Subventions d'investissement | 25 800,00 | 21 789,00 | 115 777,91 | 265 591,45 | 2 354 638,50 |
| | Total des recettes d'équipement | 25 800,00 | 21 789,00 | 115 777,91 | 265 591,45 | 2 354 638,50 |
| 27 | Autres Immobilisations financières | 41 521,00 | - | - | 14 967,87 | 100 083,00 |
| 10 | FCTVA | 133 849,80 | 83 617,73 | 220 180,13 | 449 095,21 | 2 554 653,00 |
| 1068 | Excédent de fonctionnement capitalisé | 1 846 391,87 | 1 414 147,15 | 1 792 951,84 | 1 785 264,86 | 1 627 955,96 |
| | Total des recettes financières | 2 122 630,26 | 1 497 764,88 | 2 013 131,97 | 2 249 327,94 | 4 282 691,96 |
| | Total des recettes réelles d'investissement | 2 148 430,26 | 1 519 553,88 | 2 128 909,88 | 2 514 919,39 | 6 637 330,46 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | - | - | - | - | 93 340,00 |
| 040 | Amortissement des immobilisation | 243 419,24 | 216 191,29 | 263 315,00 | 260 166,68 | 327 810,00 |
| 040 | Produits des cessions d'immobilisations | - | - | 514 772,62 | - | - |
| 041 | Opérations patrimoniales | - | - | 9 066,97 | 43 427,33 | 594 000,00 |
| | Total des recettes d'ordres d'investissement | 243 419,24 | 216 191,29 | 787 154,59 | 303 594,01 | 1 015 150,00 |
| | TOTAL RECETTES | 2 391 849,50 | 1 735 745,17 | 2 916 064,47 | 2 818 513,40 | 7 652 480,46 |

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté 10 547 060,11 12 150 996,04 12 460 731,15 13 318 736,94 12 175 307,99

3. Dépenses d'investissement

| Chap. | Libellé | CFU 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|-------|---|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| 20 | immobilisations incorporelles | 119 085,60 | 158 810,04 | 3 240,00 | 389 236,81 | 406 640,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | - | - | - | 110 950,00 | - |
| 21 | Immobilisations corporelles | 611 596,14 | 898 469,24 | 1 170 868,48 | 1 106 690,15 | 3 007 450,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 5 406,83 | 349 825,16 | 872 015,15 | 2 303 204,38 | 15 756 646,45 |
| | Total des dépenses d'équipement | 736 088,57 | 1 407 104,44 | 2 046 123,63 | 3 910 081,34 | 19 170 736,45 |
| 16 | Emprunts | 300,00 | 1 400,00 | - | - | - |
| 27 | Autres Immobilisations financières | 51 525,00 | 17 505,62 | 2 868,08 | 8 433,68 | 58 052,00 |
| | Total des dépenses financières | 51 825,00 | 18 905,62 | 2 868,08 | 8 433,68 | 58 052,00 |
| | Total des dépenses réelles d'investissement | 787 913,57 | 1 426 010,06 | 2 048 991,71 | 3 918 515,02 | 19 228 788,45 |
| 040 | Opé.d'ordre Travaux en régie | - | - | - | - | 5 000,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | - | - | 9 066,97 | 43 427,33 | 594 000,00 |
| | Total des dépenses d'ordres d'investissement | - | - | 9 066,97 | 43 427,33 | 599 000,00 |
| | TOTAL DEPENSES | 787 913,57 | 1 426 010,06 | 2 058 058,68 | 3 926 948,35 | 19 827 788,45 |

Pour information D001 Solde d'exécution négatif reporté - - - - -

Accusé de réception en préfecture : 067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

Bilan 2016-2025 : € 23 609 560 € de travaux réalisés TTC.

€ 3 729 544 € de subventions perçues.

Les principaux travaux financés :

↳ 2016-2024

- Construction du bâtiment du RAM (solde 2016)
- Construction d'une nouvelle piscine à DACHSTEIN
- Construction et Equipement d'une Banque de Matériel Intercommunale,
- Réalisation de pistes cyclables
- Aménagement numérique
- Numérisation des réseaux
- Acquisitions de 2 véhicules
- Acquisition d'un vélo à assistance électrique
- Acquisition d'une structure gonflable pour la Piscine du Triangle
- Réhabilitation de la Pataugeoire de la piscine de plein air
- Equipement de la Banque de Matériel Intercommunale
- Installation de bornes électrique
- Renouvellement du parc informatique : 3 nouveaux ordinateurs, traceur, serveur -onduleur et renouvellement réseaux WIFI
- Acquisition de mobilier de bureau : chaises - tables
- Acquisition du FORT de MUTZIG et démarrage des travaux étanchéité
- Installation de caméras vidéoprotection : siège, RPE et BMI
- Remplacement de la chaudière à la piscine de Mutzig
- Tourisme : signalisation et balisage des sentiers du Club Vosgien
- Nouvelle Piscine de Mutzig : Frais d'études et de maitrise d'œuvre

↳ 2025 :

- Nouvelle Piscine de Mutzig : Début des travaux
- Réalisation de nouvelles pistes cyclables
- FORT de MUTZIG : travaux de viabilisation
- Trame Verte et Bleue : Etude de diagnostic et inventaire des zones humides
- Energie 18 : Audits énergétiques des bâtiments
- Renouvellement du parc informatique
- Acquisition d'un nouveau Vidéoprojecteur et écran dans la salle du Conseil Robert Robert
- Installation de bornes électriques supplémentaires

4. Les prévisions 2026 : Une situation budgétaire qui permet de financer en 2026 l'ensemble des projets inscrits

| TRAVAUX D'INVESTISSEMENT INSCRITS AU B.P. 2026 | | | |
|---|-------------------|------------------|-------------------|
| OPERATIONS | DEPENSES | RECETTES | SOLDE |
| ADMINISTRATION GENERALE | 234 800 | 38 517 | 196 283 |
| Travaux | 20 000 | 3 281 | 16 719 |
| Parc Informatique | 119 800 | 19 652 | 100 148 |
| Solution GED + Ressources Humaines + Marchés Publics | 70 000 | 11 483 | 58 517 |
| Aménagement siège | 2 000 | 328 | 1 672 |
| Véhicule | 20 000 | 3 281 | 16 719 |
| Mobilier | 3 000 | 492 | 2 508 |
| S.I.G. | 78 000 | 12 795 | 65 205 |
| RELAIS PETITE ENFANCE | 5 000 | 820 | 4 180 |
| BORNES ELECTRIQUES | 72 940 | 95 765 | - 22 825 |
| PISCINES (dont informatique et réseaux) | 200 000 | 35 808 | 164 192 |
| NOUVELLE PISCINE (études, AMO, concours) | 12 181 265 | 3 548 215 | 8 633 050 |
| Etude faisabilité - 2031 | 10 000 | 1 640 | 8 360 |
| MOE | 1 353 265 | 221 990 | 1 131 275 |
| CT + SPS | 18 000 | 2 953 | 15 047 |
| Travaux * voir AP/CP | 10 800 000 | 3 321 632 | 7 478 368 |
| BANQUE DE MATERIEL | 70 000 | 11 483 | 58 517 |
| Equipement | 70 000 | 11 483 | 58 517 |
| PISTES CYCLABLES | 1 426 850 | 532 989 | 893 861 |
| Travaux à solder | | | |
| DACHSTEIN "GRAF" | - | 61 600 | - 61 600 |
| MUTZIG Avenue du Général de Gaulle | 33 500 | 5 495 | 28 005 |
| MOLSHEIM : Quartier Henri Meck | 640 747 | 105 108 | 535 639 |
| MOLSHEIM : Parc de la commanderie - Passerelle | 322 221 | 52 857 | 269 364 |
| DUPPIGHEIM-ENTZHEIM | 516 | 48 166 | - 47 650 |
| DUPPIGHEIM : Rue Rivière/Rue du Stade | 48 264 | 202 086 | - 153 822 |
| Jalonnement - Marquage | 5 000 | 820 | 4 180 |
| MOLSHEIM : Chemin de Dorlisheim | 99 200 | 16 273 | 82 927 |
| Nouvelles Opérations | | | |
| DUTTLENHEIM : Quai du Moulin | 43 000 | 7 054 | 35 946 |
| DUTTLENHEIM : Place du Marché | 78 000 | 12 795 | 65 205 |
| DORLISHEIM : Rue du Marché | 63 600 | 10 433 | 53 167 |
| DUPPIGHEIM : rue de la Gare | 10 000 | 1 640 | 8 360 |
| Diverses jonctions & réhabilitations | 52 802 | 8 662 | 44 140 |
| Acquisitions foncières | 30 000 | - | 30 000 |
| AMENAGEMENT DES COURS D'EAU - DIGUES | 400 000 | 65 616 | 334 384 |
| Expertise et études Défense contre les inondations | 400 000 | 65 616 | 334 384 |
| TRAME VERTE ET BLEU - FRAIS D'ETUDES | 34 000 | 79 413 | - 45 413 |
| Etude de diagnostic TVB et inventaire des zones humides | 34 000 | 79 413 | - 45 413 |
| FONDS RESISTANCE (50 %) | 28 052 | 28 052 | - |
| FORT DE MUTZIG | 486 000 | 209 875 | 276 125 |
| Viabilisation | 336 000 | 185 269 | 150 731 |
| Maison d'accueil : Préprogramme | 150 000 | 24 606 | 125 394 |
| ENERGIE 18 | 410 000 | 280 256 | 129 744 |
| Audit énergétique | 20 000 | 216 281 | - 196 281 |
| Photovoltaïque | 390 000 | 63 976 | 326 024 |
| TOURISME | 4 500 | 738 | 3 762 |
| IBMP - Fonds Prêts | 27 000 | 69 031 | - 42 031 |
| DEPENSES EXCEPTIONNELLES | 400 000 | - | 400 000 |
| TOTAL | 16 058 407 | 5 009 374 | 11 049 033 |

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

II. LES BUDGETS ANNEXES

A. BUDGET AIRES D'ACCUEILS DES GENS DU VOYAGE

En vertu de la Loi NOTRE, la compétence aménagement, entretien et gestion des gens du voyage entre de plein droit dans le champ de compétence des Communauté de Communes.

La Communauté de Commune de la Région de Molsheim Mutzig est compétente depuis le 1^{er} janvier 2017 en lieu et place des communes membres pour les Aires d'Accueils des Gens du Voyage de Molsheim et Mutzig.

Au 1^{er} janvier 2023, un budget annexe assujetti à la TVA est créé.

LES RESULTATS

Le Résultat prévisionnel 2025 présente un déficit de : - 275.136,71 €
 Section de Fonctionnement : + 98.221,15 €
 Section d'investissement : - 373.357,86 €

1. SECTION DE FONCTIONNEMENT

1. Recettes prévisionnelles de fonctionnement 2026

| AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE | MOLSHEIM | MUTZIG | TOTAL |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| Pour information R002 Excédent de fonctionnement | 57 251,05 | 32 967,40 | 90 218,45 |
| 70 Produits des services | 41 500,00 | 16 000,00 | 57 500,00 |
| 74 Dotations, subventions | 49 400,00 | 57 400,00 | 106 800,00 |
| 75 Autres produits de gestion courante | 2 500,00 | - | 2 500,00 |
| 758 Subvention CC | 26 800,00 | 247 200,00 | 274 000,00 |
| Total des recettes de gestion courante | 120 200,00 | 320 600,00 | 440 800,00 |
| 78 Reprise sur amortissements et provisions | - | 500,00 | 500,00 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | 120 200,00 | 321 100,00 | 441 300,00 |
| 042 Amortissements subventions | 13 967,00 | - | 13 967,00 |
| 042 Opé.d'ordre Travaux en régie | 3 000,00 | - | 3 000,00 |
| Total des recettes d'ordres de fonctionnement | 16 967,00 | - | 16 967,00 |
| TOTAL RECETTES | 194 418,05 | 354 067,40 | 548 485,45 |

1.1 LES TARIFS

➤ AIRES D'ACCUEILS DES GENS DU VOYAGE

Droit d'usage harmonisé après signature des nouvelles conventions de séjour sur les Aires de Molsheim et de Mutzig :

| | Tarif journalier (AAGV MOLSHEIM) | Tarif mensuel (AAGV MUTZIG) |
|---|-------------------------------------|--------------------------------|
| Emplacement nu avec : - Branchement individuel en eau et en électricité - Toilettes individuelles - Bac à ordures de 240L collecté une fois par semaine | 2,30 € TTC/j | 69 € TTC/mois |
| Emplacement nu avec : - Branchement individuel en eau et en électricité - Bloc sanitaire individuel comprenant douche et toilettes - Bac à ordures de 240L collecté une fois par semaine | 3 € TTC/j | 90 € TTC/mois |

Accusé de réception en préfecture
 067246701064-20260205-ROB-2026-DE
 Date de télétransmission : 13/02/2026
 Date de réception préfecture : 13/02/2026

Tarif des options complémentaires :

| | Tarif journalier (AAGV MOLSHEIM) | Tarif mensuel (AAGV MUTZIG) |
|--|---|--|
| Bac à ordures supplémentaire de 240L collecté une fois par semaine | Droit de séjour initial + 0,70 € TTC/j | Droit de séjour initial + 21 € TTC/mois |
| Toilettes individuels supplémentaires | Droit de séjour initial + 0,30 € TTC/j | Droit de séjour initial + 9 € TTC/mois |
| Bloc individuel supplémentaire | Droit de séjour initial + 1 € TTC/j | Droit de séjour initial + 30 € TTC/mois |

* Délibération N° 25-39 du 19 juin 2025

1.2 LES PRODUITS DE RECETTES

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 prévision |
|------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| PRODUITS DES SERVICES | 47 087,15 | 56 522,10 | 66 428,20 | 58 900,00 |
| MOLSHEIM | 22 859,51 | 32 749,44 | 41 428,36 | 35 000,00 |
| Location Bungalow ARSEA | 2 500,00 | 2 500,00 | 2 500,00 | 2 500,00 |
| MUTZIG | 21 727,64 | 21 272,66 | 22 499,84 | 21 400,00 |
| PARTICIPATIONS | 140 926,14 | 127 750,20 | 78 769,03 | 106 800,00 |
| CEA | 54 315,60 | 54 276,49 | - | 6 400,00 |
| MOLSHEIM | 30 195,60 | 31 236,49 | - | 3 000,00 |
| MUTZIG | 24 120,00 | 23 040,00 | - | 3 400,00 |
| CAF | 86 610,54 | 73 473,71 | 78 769,03 | 100 400,00 |
| MOLSHEIM | 49 524,54 | 41 685,71 | 38 504,23 | 46 400,00 |
| MUTZIG | 37 086,00 | 31 788,00 | 40 264,80 | 54 000,00 |
| Pénalité | | 230,00 | 1 650,00 | - |

2025 : Augmentation des produits des services sur l'AAGV de Molsheim liée à la campagne interne de lutte contre la fraude. La subvention de fonctionnement de la CeA pour la gestion et la coordination des aires d'accueil des gens du voyage a été revue à la baisse. Le versement de la participation a par ailleurs été reporté en 2026 en raison de la signature tardive de la nouvelle convention tenant compte du nouveau dispositif d'aide totalement refondu (forfait de 100 €/place/an).

2026 : Inscription de la participation de la CeA attendue relative à l'exercice 2025.

2. Dépenses prévisionnelles de fonctionnement 2026

| AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE | | MOLSHEIM | MUTZIG | TOTAL |
|-----------------------------------|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 116 200,00 | 96 000,00 | 212 200,00 |
| 012 | Charges de personnel | 26 200,00 | 8 100,00 | 34 300,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 3 900,00 | 2 200,00 | 6 100,00 |
| | Total des dépenses de gestion courante | 146 300,00 | 106 300,00 | 252 600,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 2 700,00 | 200,00 | 2 900,00 |
| 68 | Dotations aux amort. et aux provisions | - | 500,00 | 500,00 |
| | Total dépenses réelles de fonctionnement | 149 000,00 | 107 000,00 | 256 000,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 19 918,05 | 175 936,40 | 195 854,45 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 25 500,00 | 71 131,00 | 96 631,00 |
| 043 | Opération d'ordre à l'intérieur de la section | | | - |
| | Total des dépenses d'ordres de fonctionnement | 45 418,05 | 247 067,40 | 292 485,45 |
| | TOTAL DEPENSES | 194 418,05 | 354 067,40 | 548 485,45 |

Pour information D002 Déficit de fonctionnement reporté

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

2. SECTION D'INVESTISSEMENT

1. Recettes prévisionnelles d'investissement 2026

| AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE | | MOLSHEIM | MUTZIG | TOTAL |
|---|--|------------------|-------------------|-------------------|
| 13 | Subventions d'investissement | - | 86 847,00 | 86 847,00 |
| 16 | Emprunts | - | 98 441,28 | 98 441,28 |
| Total des recettes d'équipement | | - | 185 288,28 | 185 288,28 |
| 1068 Affectation du Résultat | | 8 002,70 | - | 8 002,70 |
| 165 Emprunts et dettes assimilées (caution) | | 1 500,00 | - | 1 500,00 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 19 918,05 | 175 936,40 | 195 854,45 |
| 040 | Amortissement des immobilisations | 25 500,00 | 71 131,00 | 96 631,00 |
| Total des recettes d'ordres d'investissement | | 45 418,05 | 247 067,40 | 292 485,45 |
| TOTAL RECETTES | | 54 920,75 | 432 355,68 | 487 276,43 |
| Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté | | 8 997,82 | - | 8 997,82 |
| TOTAL RECETTES | | 63 918,57 | 432 355,68 | 496 274,25 |

2. Dépenses prévisionnelles d'investissement 2025

| AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE | | MOLSHEIM | MUTZIG | TOTAL |
|---|-------------------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| 20 | immobilisations incorporelles | - | - | - |
| 21 | Immobilisations corporelles | 45 451,57 | 50 000,00 | 95 451,57 |
| Total des dépenses d'équipement | | 45 451,57 | 50 000,00 | 95 451,57 |
| 165 Emprunts et dettes assimilées (caution) | | 1 500,00 | - | 1 500,00 |
| 139 | Amortissements subventions | 13 967,00 | - | 13 967,00 |
| 040 | Opé.d'ordre Travaux en régie | 3 000,00 | - | 3 000,00 |
| Total des dépenses d'ordres d'investissement | | 16 967,00 | - | 16 967,00 |
| TOTAL DEPENSES | | 63 918,57 | 50 000,00 | 113 918,57 |
| Pour information D001 Solde d'exécution négatif reporté | | - | 382 355,68 | 382 355,68 |
| TOTAL DEPENSES | | 63 918,57 | 432 355,68 | 496 274,25 |

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

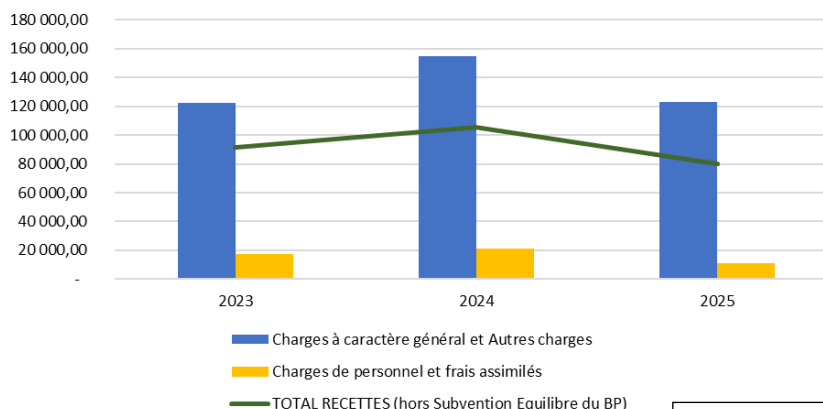
PRESENTATION : DEPENSES ET RECETTES DE GESTION

AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE MOLSHEIM

2025 : Baisse des consommations d'eau et d'électricité suite à une campagne interne de lutte contre la fraude, qui a généré une augmentation du produit des services,
Le versement de la participation de la CeA au titre de l'exercice 2025 est reportée en 2026.

| AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE MOLSHEIM | 2023 | 2024 | 2025 | % 2023/2025 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| DEPENSES | | | | |
| 011 - Charges à caractère général * | | | | |
| Eau | 9 568,09 | 10 372,95 | 8 875,79 | -7% |
| Electricité | 65 537,40 | 90 639,83 | 60 978,76 | -7% |
| Carburants | 387,55 | 535,28 | 478,31 | 23% |
| Produits de traitement - Dératisation | 1 800,00 | 1 821,73 | 1 800,00 | 0% |
| Fournitures d'entretien | 630,72 | 557,62 | 21,03 | -97% |
| Petit équipement | 7 704,45 | 13 332,72 | 9 960,08 | 29% |
| Coordination sociale | 10 300,00 | 13 625,00 | 13 625,00 | 32% |
| Location benne à déchets | - | 1 181,16 | 2 391,84 | 0% |
| Entretien Espaces Verts | 1 840,00 | 2 520,00 | 2 028,60 | 10% |
| Entretien et réparations sur bâtiments | 3 649,50 | 9 688,79 | 8 217,60 | 125% |
| Entretien et réparations | 10 997,18 | 4 704,11 | 5 496,73 | -50% |
| Maintenance | 2 751,80 | 528,48 | 1 167,32 | -58% |
| Frais Assurances | 171,65 | 207,69 | 331,69 | 93% |
| Frais de télécommunications | 1 926,00 | 940,19 | 1 496,55 | -22% |
| Autres services extérieurs | - | 157,89 | 3 001,58 | 0% |
| Gestion Déchets et red. Ordures Ménagères | 1 358,69 | 762,00 | 673,65 | -50% |
| Divers | 2 089,31 | 1 241,24 | 508,10 | -76% |
| Total 011 - Charges à caractère général | 120 712,34 | 152 816,68 | 121 052,63 | 0% |
| Frais de personnel | 17 673,86 | 21 395,25 | 11 203,35 | -37% |
| Web accueil | 3 228,78 | 1 936,85 | 1 798,00 | -44% |
| Total DEPENSES | 141 614,98 | 176 148,78 | 134 053,98 | -5% |
| RECETTES | | | | |
| 70 - Produits des services et ventes diverses * | 22 859,51 | 32 979,44 | 43 078,36 | 88% |
| 74 - Dotations et participations | 68 569,03 | 72 922,20 | 38 504,23 | -44% |
| 75 - Location Bungalow Coordination sociales | 2 500,00 | 2 500,00 | 2 500,00 | 0% |
| 75 - Subvention Equilibre du BP | 72 000,00 | 150 000,00 | 102 000,00 | 42% |
| Total RECETTES | 165 928,54 | 258 401,64 | 186 082,59 | 12% |

Aire des Gens du Voyage Molsheim



Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE MUTZIG

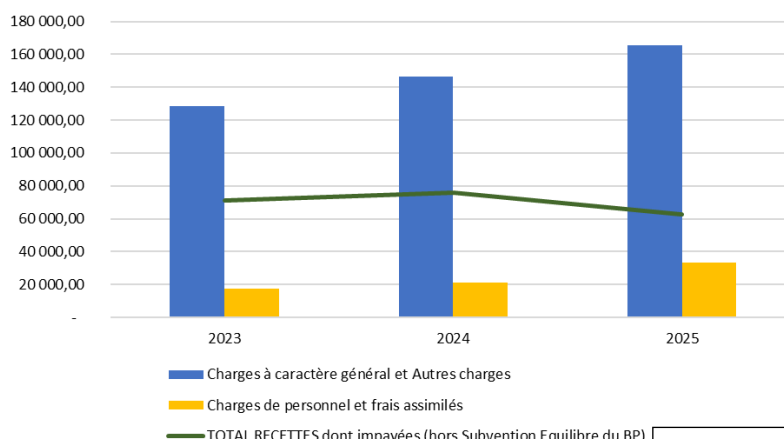
2025 : Des consommations d'eau et d'électricité toujours exorbitantes

La mise en place de l'individualisation des factures d'eau et d'électricité prévue courant Avril 2026, devrait permettre de réduire ces charges.

Le versement de la participation de la CeA au titre de l'exercice 2025 est reportée en 2026.

| AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE MUTZIG | 2023 | 2024 | 2025 | % 2023/2025 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| DEPENSES | | | | |
| 011 - Charges à caractère général | | | | |
| Eau | 12 054,07 | 8 710,48 | 12 241,27 | 1,55% |
| Electricité | 76 108,40 | 101 117,98 | 103 308,32 | 35,74% |
| Carburants | 265,20 | 535,28 | 527,57 | 98,93% |
| Produits de traitement | 1 831,72 | 1 893,65 | 1 800,00 | -1,73% |
| Fournitures d'entretien | 117,17 | 143,72 | 61,51 | -47,50% |
| Petit équipement | 10 909,30 | 18 419,25 | 19 818,12 | 81,66% |
| Location Benne à déchets | - | 634,20 | 280,00 | 0,00% |
| Entretien Espaces Verts | 10 488,00 | 2 910,00 | 6 515,40 | -37,88% |
| Entretien et réparations sur bâtiment | 7 266,20 | 1 211,00 | 1 990,00 | -72,61% |
| Entretien et réparations | 5 869,33 | 7 938,75 | 16 733,25 | 185,10% |
| Maintenance | 125,00 | 437,00 | 312,00 | 149,60% |
| Frais Assurances | 171,65 | 222,20 | 347,30 | 102,33% |
| Frais de télécommunications | 1 218,63 | 941,55 | 742,80 | -39,05% |
| Autres services extérieurs | - | 120,00 | 533,60 | 0,00% |
| Divers | 238,62 | 1 319,57 | 217,83 | -8,71% |
| Total 011 - Charges à caractère général | 126 663,29 | 146 554,63 | 165 428,97 | 30,61% |
| Frais de Personnel | 17 673,85 | 21 395,24 | 33 402,77 | 89,00% |
| Total DEPENSES | 144 337,14 | 167 949,87 | 198 831,74 | 37,76% |
| RECETTES | | | | |
| 70 - Produits des services et ventes diverses | 21 272,64 | 21 272,66 | 22 499,84 | 5,77% |
| 74 - Dotations et participations | 49 797,00 | 54 828,00 | 40 264,80 | -19,14% |
| 75 - Subvention Equilibre du BP | 78 000,00 | 124 000,00 | 172 000,00 | 120,51% |
| Total RECETTES | 149 069,64 | 200 100,66 | 234 764,64 | 57,49% |

Aire des Gens du Voyage Mutzig



Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

SYNTHESE

La participation financière du budget principal au fonctionnement du Budget annexe AAGV a été maintenue à 274 000 € pour 2025.

D'important travaux ont été engagés ces dernières années sur les deux aires.

Les travaux d'amélioration et de réhabilitation de l'AAGV de MOLSHEIM (Réfection des enrobés, remplacements des sanitaires...) démarrés en 2023 se sont achevés en 2024. En 2025 une porte métallique a été installée sur le Bâtiment B.

Les travaux d'amélioration et de réhabilitation de l'AAGV de MUTZIG ont démarré en 2025 comprenant des travaux d'isolations des blocs sanitaires et la création de 3 blocs supplémentaires.

OBJECTIFS 2026

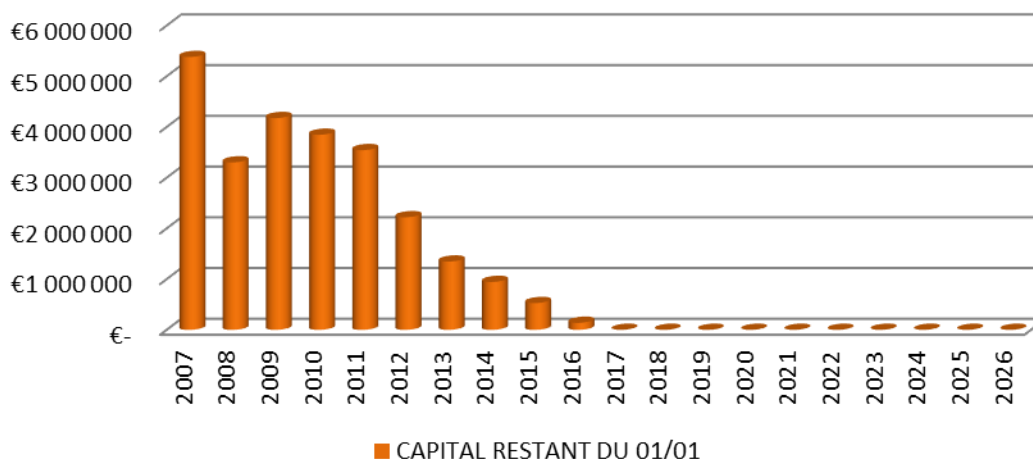
- Réaliser des travaux de faible ampleur :
 - * MUTZIG : Travaux de réalisation d'un système d'assainissement autonome (mise à niveau des regards),
Fin des travaux de réhabilitation,
L'individualisation des factures d'électricité et d'eau est prévue pour avril 2026.
 - * MOLSHEIM : Travaux sur les bornes électriques – Renforcement anti-fraude,
Travaux d'isolation des Bâtiments A et B suite aux audits énergétiques,
Remplacement des chauffe-eau Bâtiments A et B,
Installation d'une caméra de surveillance.
- Aboutir à la réduction attendue des charges de fonctionnement grâce aux travaux menés.

B. BUDGET ZONES D'ACTIVITES

1. Situation Budgétaire

1.1. LA DETTE :

ETAT DE LA DETTE ZONES D'ACTIVITES



1.2. LE RESULTAT PREVISIONNEL PAR ZONE 2025

| | | |
|--------------------|--------------------|--|
| ACTIVEUM | : - 1.333.472,49 € | ⇨ TRAVAUX D'AMENAGEMENT EN COURS – Prolongement de la voirie |
| BUGATTI | : + 28 029,61 € | ⇨ OPERATION SOLDEE |
| ATRIUM | : - 591 747,47 € | ⇨ DES ACQUISITIONS |
| ECOPARC | : + 480 340,90 € | ⇨ OPERATION SOLDEE |
| VILLAGE DE LOISIRS | : + 272 750,99 € | ⇨ OPERATION SOLDEE |

Résultat prévisionnel 2025 : - 1 197 763,37 €

2. La structure Générale du Budget annexe « Zones d'Activités » 2026

| | |
|----------------------------------|-------------|
| DETTE AU 1ER JANVIER 2026 | - |
| DEFICIT REPORTE | - 1 197 763 |
| TRAVAUX A REALISER | - 425 540 |
| CESSION D'ACTIF | 9 633 700 |
| TOTAL | 9 208 160 |
| SOLDE AU 31 DECEMBRE 2026 | 8 010 397 |

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

3. Projection Prévisionnelle du Budget annexe « Zones d'Activités » 2026

| DEPENSES | | RECETTES | | | SOLDE | |
|--|-------------------|------------------------|---------------|----------|---------------------|---------------------|
| OPERATIONS | BUDGET 2026 | Intitulé | Surface (are) | coût/a | | Vente |
| ACTIVEUM | 216 540,00 | ACTIVEUM | | | 9 633 700,00 | 9 417 160,00 |
| <u>ZA ACTIVEUM - Acquisitions Terrains</u> | 68 200,00 | | | | | |
| Acquisition terrains 0,30a - Délib 23-120 | 2 000,00 | TERRAIN WALDEN | 180,14 | 6 000,00 | 1 080 840,00 | |
| Indemnités Exploitant - FENGER (2025) | 65 900,00 | LAGOONA | 89,54 | 7 000,00 | 626 780,00 | |
| OTE - POUR EXTENSION - sur le ban de DACHSTEIN | 300,00 | TERRAIN ADVENIS et MDS | 25,07 | 6 000,00 | 150 420,00 | |
| <u>ZA ACTIVEUM - Mesures compensatoire Environnementale</u> | 40 000,00 | VINCI | 23,95 | 6 000,00 | 143 700,00 | |
| <u>Etude Mesures compensatoires</u> | | WEREYSTENGER | 69,94 | 7 000,00 | 489 580,00 | |
| Travaux Mesures compensatoires | 40 000,00 | DIPOL | 29,45 | 7 000,00 | 206 150,00 | |
| <u>ZA ACTIVEUM - Compensation PPRI</u> | 2 000,00 | KELLER FONDATION | 200,17 | 7 000,00 | 1 401 190,00 | |
| OTE - Suivi des Mesures Comp. 2025 | 2 000,00 | HARFANG | 47,91 | 7 000,00 | 335 370,00 | |
| <u>ZA ACTIVEUM - Compensation PPRI - TRANCHE 2</u> | 26 240,00 | SERMES | 742,81 | 7 000,00 | 5 199 670,00 | |
| OTE - Suivi des Mesures Comp. 2025 - TR2 | 6 240,00 | | | | | |
| GCM Mesures Comp. 2025 - TR3 | 20 000,00 | | | | | |
| <u>ZA ACTIVEUM Rue GUYNEMER</u> | 40 000,00 | | | | | |
| Enrobé Définitif | 40 000,00 | | | | | |
| <u>ZA ACTIVEUM prolongement 4ème Tranche</u> | 100,00 | | | | | |
| OTE - MOE Extension Tr 4 et 5 | 100,00 | | | | | |
| Frais de raccordement - Viabilisation Primaire - ESR | - | | | | | |
| <u>ZA ACTIVEUM prolongement 5ème Tranche (11ha74)</u> | 40 000,00 | | | | | |
| Viabilisation complémentaire Tranche 4 et 5 | 40 000,00 | | | | | |
| ATRIUM | 85 000,00 | ATRIUM | | | - | - 85 000,00 |
| Autres acquisitions | 50 000,00 | | | | | |
| D.U.P. | 30 000,00 | | | | | |
| Etude Impact Dossier DUP - OTA | 5 000,00 | | | | | |
| ECOPARC | - | ECOPARC | | | - | - |
| Acquisition terrains 1,91a sci TRIDENT délib 23-88 | - | | | | | |
| BUGATTI | 124 000,00 | BUGATTI | | | - | - 124 000,00 |
| Acquisition terrains section26 parcelle 7 -75a45 délib 24-07 | 84 000,00 | | | | | |
| Divers | 40 000,00 | | | | | |
| TOTAL | 425 540,00 | | | | 9 633 700 | 9 208 160 |

CONCLUSION

Le résultat 2025 du budget ZA présente un solde déficitaire mais des cessions de terrains seront réalisées en 2026.

Les prévisions pour 2026 :

- ZA ACTIVEUM : Travaux de viabilisation complémentaire,
- Développement de la ZA ATRIUM : lancement de la DUP,
- ZA BUGATTI : des acquisitions de terrains pour des cessions futures.

Fin 2026, le résultat prévisionnel sera à nouveau positif

+ 8 010 397 €

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

C. BUDGET ASSAINISSEMENT

SITUATION DES COMMUNES AU 1^{ER} JANVIER 2026 POUR LA GESTION DE L'ASSAINISSEMENT

POPULATION CONCERNEE

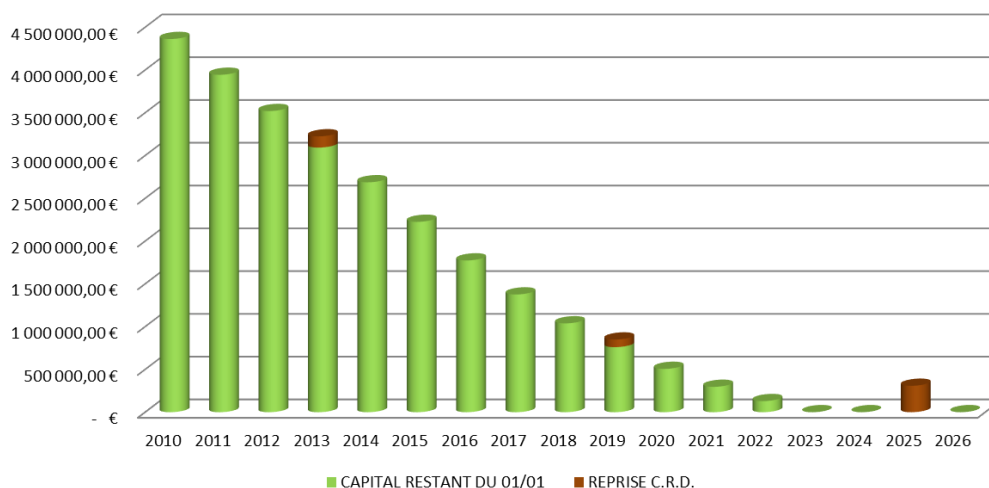


1. Situation Budgétaire

1.1. LA DETTE

Etat de la dette :

ETAT DE LA DETTE ASSAINISSEMENT



Annuité de la dette

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | ROB 2026 |
|----------------------------------|-------------------|------|------|-------------------|----------|
| 1. Remboursement du capital | 129 521,06 | 0,00 | 0,00 | 92 361,47 | 0,00 |
| 2. Intérêts de la dette | 2 056,70 | 0,00 | 0,00 | 15 251,06 | 0,00 |
| Annuité de la dette (1+2) | 131 577,76 | - | - | 107 612,53 | - |

2022 : Extinction de la dette le 31/08/2022.

2025 : Remboursement de la quote-part de la dette du Syndicat Bruche-Hasel, suite au retrait des communes de Niederhaslach et Oberhaslach du Syndicat mixte Bruche-Hasel au 1^{er} janvier 2025.

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

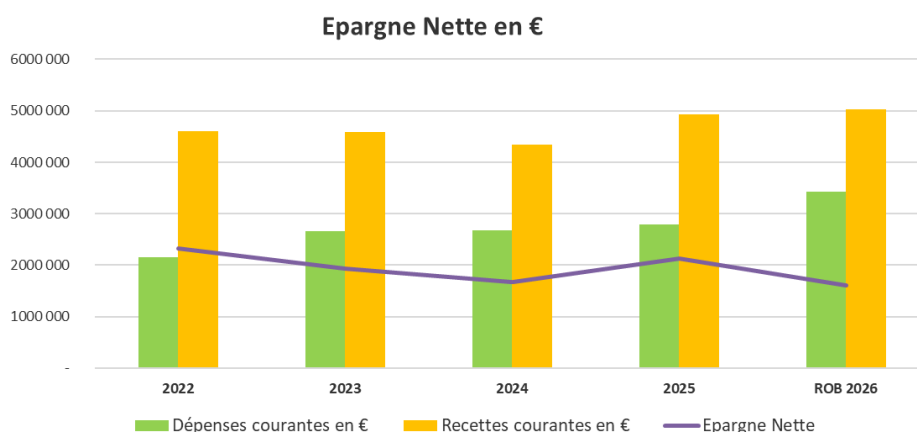
1.2. L'ÉPARGNE

Durée d'extinction de la dette

| | 2022 | 2023 | 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 1. En cours de la dette au 31/12/N | 89 479,44 | 89 479,44 | 181 840,91 | 89 479,44 | 181 840,91 |
| 2. Epargne brute | 2 452 752,67 | 1 931 116,39 | 1 665 596,61 | 2 130 284,33 | 1 603 540,00 |
| Recettes réelles de fonctionnement | 4 603 826,00 | 4 594 574,39 | 4 335 353,18 | 4 923 397,51 | 5 032 000,00 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 2 151 073,33 | 2 663 458,00 | 2 669 756,57 | 2 793 113,18 | 3 428 460,00 |
| Durée d'extinction (1/2) | 0,04 | 0,05 | 0,11 | 0,04 | 0,11 |

Epargne nette moyenne par mètre cube sur 3 ans

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | ROB 2026 |
|--------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 1. Epargne nette | 2 323 231,41 | 1 931 116,39 | 1 665 596,61 | 2 130 284,33 | 1 603 540,00 |
| Epargne brute | 2 452 752,67 | 1 931 116 | 1 665 597 | 2 130 284 | 1 603 540 |
| Remboursement du capital | 129 521,26 | - | - | - | - |
| 2. Volume facturé (1) | 2 211 125 | 2 023 589 | 1 966 874 | 2 000 000 | 2 000 000 |
| 3. Epargne nette /m3 (1/2) | 1,05 | 0,95 | 0,85 | 1,07 | 0,80 |
| Moyenne sur 3 ans (3/3 années) | 1,07 | 0,89 | 0,81 | 0,89 | 0,76 |



L'Épargne nette correspond à l'épargne de gestion (épargne brute) après déduction des remboursements de dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

L'épargne nette moyenne sur 5 ans s'élève à **1.930.754 €**.

Les communes de Niederhaslach et Oberhaslach – ex périmètre Bruche-Hasel, ont été intégrées avec effet au 1^{er} janvier 2025. Une participation financière est désormais versée au SDEA au titre des frais transport et du traitement des usées des communes à la station d'épuration de la HASEL.

Les opérations comptables de transfert des résultats, de l'actif et du passif, n'ont pas été effectuées à la date du présent rapport.

1.3. LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS REALISES

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | ROB 2025 |
|----------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| - Etude | 2 942,52 | 297 884,40 | 63 855,24 | 119 350,64 | 228 000,00 |
| - Ouvrage | 408,00 | | | 140 911,64 | 893 000,00 |
| - Réseaux | 1 915 982,35 | 1 703 682,83 | 1 437 688,99 | 1 700 519,14 | 2 099 100,00 |
| - Autres | - | | | - | 4 338 216,18 |
| - TOTAL | 1 919 332,87 | 2 001 567,23 | 1 501 544,23 | 1 960 781,42 | 7 558 316,18 |

1.4. LES RESULTATS

Le Résultat prévisionnel 2025 présente un excédent global de : **+ 7 456 164,12 €**

| | |
|---------------------------|--------------------|
| Section de Fonctionnement | : + 736 345,70 € |
| Section d'investissement | : + 6 719 818,42 € |

2. La Structure Générale du Budget annexe Assainissement 2026

SECTION DE FONCTIONNEMENT : RECETTES ET DEPENSES

| RECETTES | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|--|------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------|
| REDEVANCE ASSAINISSEMENT | 3 037 392 | 3 069 854,39 | 3 066 359,21 | 3 278 405,04 | 3 277 000 |
| CONTREVALEUR PERFORMANCE RESEAU ASST | - | - | - | 277 089,59 | 350 000 |
| CONTRIB EAUX PLUVIALES | 750 000 | 750 000,00 | 750 000,00 | 750 000,00 | 750 000 |
| TRAVAUX (Branchement) | 313 699 | 432 081,51 | 243 782,68 | 190 477,50 | 250 000 |
| PARTICIPATIONS INDUSTRIELS | 358 457 | 187 866,77 | 184 401,08 | 339 983,61 | 310 000 |
| PRIME POUR EPURATION | 68 156 | 54 828,00 | - | - | - |
| KOLBSHEIM (TRANSPORT ET TRAITEMENT EAUX USEES) | 64 011 | 69 188,79 | 62 608,85 | 57 112,43 | 70 000 |
| REPRISE PROVISION | - | 18 331,02 | - | - | 10 000 |
| PARTICIPATION AERM - GEPU | 11 750 | 10 226,00 | 27 753,00 | 30 322,00 | 9 500 |
| PRODUITS DIVERS | 359 | 2 198,25 | 455,19 | 7,34 | 5 500 |
| QUOTE-PART SUBVENTION | 148 237 | 188 886,08 | 191 666,83 | 221 266,83 | 235 000 |
| TOTAL | 4 752 063 | 4 783 460,81 | 4 527 026,84 | 5 144 664,34 | 5 267 000 |

| DEPENSES | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|---|------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------|
| CHARGES DE GESTION (SDEA) | 1 811 301 | 2 255 652,62 | 2 380 854,53 | 2 137 688,25 | 2 377 760 |
| REDEVANCE PERFORMANCE DES RESEAUX | - | - | - | 279 255,00 | 350 000 |
| FRAIS D'INSPECTION ET ENTRETIEN DES RESEAUX | 102 830 | 99 886,40 | 24 624,40 | - | 60 000 |
| FRAIS DE PERSONNEL | 110 709 | 115 030,39 | 123 961,85 | 131 613,20 | 140 000 |
| DEPENSES IMPREVUES | - | - | - | - | 55 000 |
| CONTRIB. ASST PLUV. (SIVOM BRUCHE HASEL) | 58 533 | 58 511,00 | 64 201,00 | - | - |
| PARTICIPATION COUT EXPLOITATION STEP NIEDER | - | - | - | 98 621,44 | 319 800 |
| FRAIS DE GESTION GENERALE | 21 884 | 27 821,32 | 19 446,71 | 14 284,97 | 47 400 |
| ADMISSION EN NON VALEUR | - | 82 495,08 | 21 535,99 | 7 106,12 | 10 000 |
| REDEVANCE AERM (Régul°) | - | - | - | - | 10 000 |
| TITRES ANNULES | 13 139 | 8 989,28 | 27 176,39 | 5 990,79 | 10 000 |
| SUBVENTIONS AIDES GEPU | - | 15 064,85 | 7 979,70 | 3 619,15 | 30 000 |
| PROVISION | 18 331 | - | - | 7 320,76 | 10 000 |
| AUTRES CHARGES | 12 289 | 8,40 | - | 0,97 | 8 500 |
| FRAIS FINANCIERS | 2 057 | - | - | 107 612,53 | - |
| AMORTISSEMENTS | 1 426 117 | 1 463 080,31 | 1 554 280,88 | 1 615 205,46 | 1 800 000 |
| TOTAL | 3 577 191 | 4 126 539,65 | 4 224 061,45 | 4 408 318,64 | 5 228 460 |

| | | | | | |
|-------------------------|------------------|----------------|-------------------|-------------------|---------------|
| RESULTAT / SOLDE | 1 174 872 | 656 921 | 302 965,39 | 736 345,70 | 38 540 |
|-------------------------|------------------|----------------|-------------------|-------------------|---------------|

| | | | | | |
|------------------------------------|------------------|----------------|-------------------|-------------------|---------------|
| SOLDE HORS RESULTAT REPORTE | 1 174 872 | 656 921 | 302 965,39 | 736 345,70 | 38 540 |
|------------------------------------|------------------|----------------|-------------------|-------------------|---------------|

Accusé de réception en préfecture
067 246701064 20260205-ROB 2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

SECTION D'INVESTISSEMENT : RECETTES ET DEPENSES

| RECETTES | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|---|--------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------|
| TRANSFERT DU FONCTIONN. | 1 401 764 | 6 250 192,10 | 656 921,16 | 302 982,56 | 38 540 |
| AFFECTATION RESULTATS | 5 520 135 | 1 174 872,17 | 7 337 638,89 | 7 410 252,68 | 7 456 116 |
| AMORTISSEMENTS | 1 426 117 | 1 463 080,31 | 1 554 280,88 | 1 615 205,46 | 1 800 000 |
| TOTAL | 8 348 016 | 8 888 144,58 | 9 548 840,93 | 9 328 440,70 | 9 294 656 |
| | | | | | |
| DEPENSES | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
| CAPITAL DE LA DETTE | 129 521 | - | - | - | - |
| OPERATION D'ORDRE | 148 237 | 188 886 | 191 666,83 | 221 266,83 | 235 000 |
| TOTAL | 277 758 | 188 886 | 191 666,83 | 221 266,83 | 235 000 |
| | | | | | |
| SOLDE avant emprunt et hors subventions | 8 070 258 | 8 699 259 | 9 357 174,10 | 9 107 173,87 | 9 059 656 |
| | | | | | |
| CREDITS DISPONIBLES | 8 070 258 | 8 699 259 | 9 357 174,10 | 9 107 173,87 | 9 059 656 |
| TRAVAUX - assainissement | - 2 001 567,24 | - 1 416 086,23 | - 1 750 103,50 | - 2 430 287,33 | - 4 504 556 |
| TRAVAUX - GEPU | - | - 85 457,70 | - 210 677,92 | - 111 911,74 | - 448 000 |
| Stations Epuration | - | - | - | - 5 437,00 | - |
| RESTE A REALISER | - | - | - | - | - 680 144 |
| DEPENSES IMPREVUES | - | - | - | - | - 100 000 |
| SUBVENTION GEPU | - | - | 13 860,00 | 39 890,00 | 25 266 |
| PARTICIPATIONS ATTENDUES | 87 680 | 139 925 | - | 47 350,00 | 32 500 |
| TOTAL | - 1 913 888 | - 1 361 619 | - 1 946 921,42 | - 2 460 396,07 | - 5 674 934 |
| soit | | | | | |
| BESOIN DE FINANCEMENT | - 6 156 370 | - 7 337 639 | - 7 410 252,68 | - 6 646 777,80 | - 3 384 722 |
| ou | | | | | |
| TAUX D'EXECUTION ALEATOIRE | | | | | 160% |

3. Projection prévisionnelle 2026-2036

3.1. PROGRAMME PREVISIONNEL DES TRAVAUX 2026 – 2036 : PLUS DE 31.100.000 €

| | |
|--|-------------------------|
| TOTAL TRAVAUX 2026 | : 5 632 700,00 € |
| Restes à réaliser | : 680 144,38 € |
| Nouvelles Opérations 2026 | : 3 633 355,62 € |
| Travaux SDEA –branchement/réseaux/STEP | : 871 200,00 € |
| Travaux GEPU | : 448 000,00 € |
| Divers et Imprévus | : 100 000,00 € |

Programme pluriannuel 2027-2029 : 9 470 000,00 €

Dorlisheim : adaptation et création d'un bassin de pollution
Molsheim : création d'un bassin de pollution (1500m3)
Heiligenberg : poursuite du raccordement au réseau d'assainissement
Divers travaux liés aux schémas directeurs

AUTRES TRAVAUX A PREVOIR 2029-2035 : 16 000 000,00 €

Mutzig : création d'un bassin de pollution (750m3)
Divers travaux liés aux schémas directeurs

3.2. LES TARIFS

Dans le cadre de la volonté politique tendant à la préservation de la ressource en eau, et ainsi inciter les usagers à réduire leur consommation, l'objectif fixé en 2024 était de supprimer la dégressivité des tarifs de l'eau et de l'assainissement. Un nouveau **tarif unique** a ainsi été voté avec effet au 1er janvier 2025 pour l'ensemble des 18 communes.

Nouveau Tarifs 2026

| | | | |
|--|---|---|--|
| Part variable 1,24 € HT / m ³ | Part fixe 64,59 € HT / m ³ | Prix au m³ : 1,78 € HT pour une consommation moyenne de 120 m ³ | Accusé de réception en préfecture 0672016701064-20260205-ROB-2026-DE Date de télétransmission : 13/02/2026 N° de dossier : 13/02/2026 |
|--|---|---|--|

Un tarif transitoire s'applique pour la Commune de Heiligenberg : 0,65 € H.T. le m³.

au titre des rejets d'assainissement collectés, non transportés, ni traités en station d'épuration, en attendant l'interconnexion des réseaux au droit de la Mairie de HEILIGENBERG.

CONCLUSION

L'objectif d'unification de l'assainissement sur le territoire, a été atteint au 1^{er} janvier 2025 avec l'intégration des communes de Niederhaslach et Oberhaslach

La situation du Budget Assainissement reste saine :

- L'endettement, après avoir culminé à 4 362 153 € en 2009 s'est éteint courant de l'année 2022,
- Hors résultat reporté, la capacité d'investissement prévisionnel s'élève à **1.603.540 €**,
- Un résultat reporté de près de **7.456.164,12 €**.

Mais :

- Les charges de gestion évoluent,
- Les contributions au SDEA tiennent compte de l'intégration des communes de Niederhaslach et Oberhaslach qui représentent un linéaire de réseau supplémentaire d'environ + 10 %, et de la participation aux frais de fonctionnement, aux études et travaux de la Station d'Épuration de Niederhaslach,
- Le maintien en état et le renouvellement de nos réseaux et d'équipement supposent d'importants travaux à prévoir.

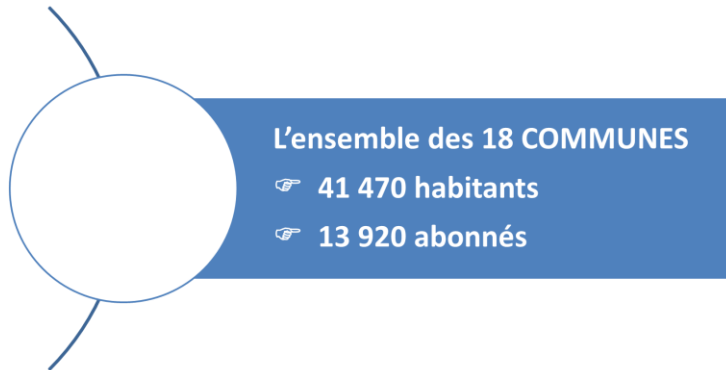
Les orientations et priorités pour 2026 :

- Augmenter le volume d'investissement,
- Mettre en œuvre les études et travaux des schémas directeurs de nos stations d'épuration,
Secteur de Molsheim : Poursuite du plan d'actions pour le Système d'Assainissement ;
Secteur d'Ernolsheim-Bruche : valider le plan d'actions pour le Système d'Assainissement (mars 2026) ;
Secteur de Duppigheim : finaliser les études (programmées début 2026)
Secteur de Niederhaslach : Finaliser les études (programmées par le SDEA 2025/2026)
- Poursuivre et renforcer la politique d'infiltration des eaux pluviales ;
- Poursuivre le déploiement de l'assainissement de la Commune d'Heiligenberg ;
- Poursuivre les études concernant la réhabilitation du poste de relevage de la STEP de Molsheim ;
- Mener une politique responsable qui vise à bien équiper notre territoire et à laisser une situation financière saine à la génération future.

D. BUDGET EAU

Situation des Communes au 1^{er} janvier 2026 pour la gestion de l'Eau

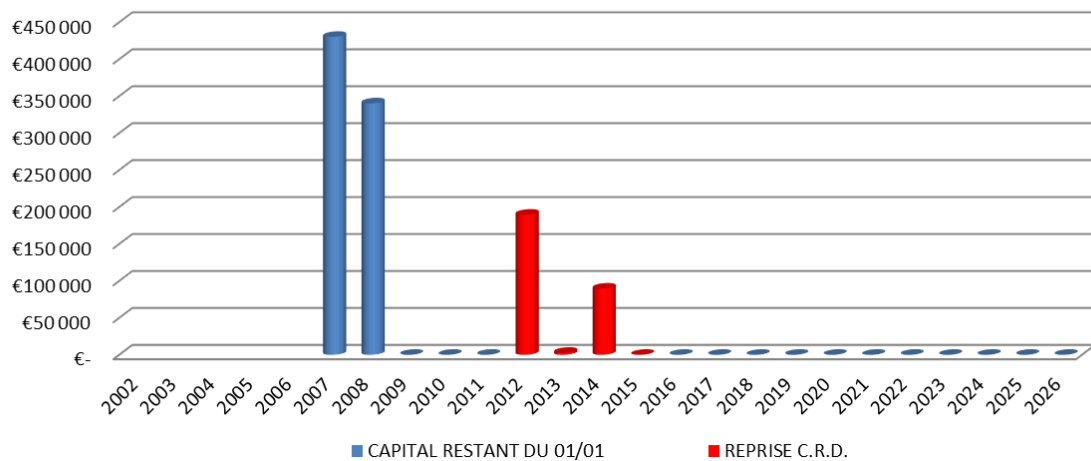
POPULATION CONCERNEE



1. Situation budgétaire

1.1. LA DETTE

ETAT DE LA DETTE EAU



Extinction de la Dette depuis 2015

1.2. L'EPARGNE

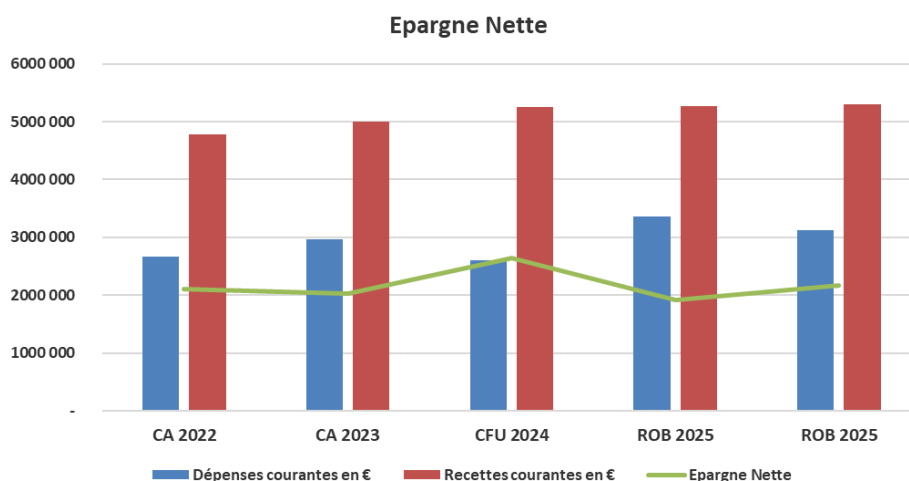
DUREE D'EXTINCTION DE LA DETTE : NEANT

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | ROB 2026 |
|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------|
| 1. En-cours de la dette au 31/12/N | - | - | - | - | - |
| 2. Epargne brute | 2 108 624,64 | 2 031 360,95 | 2 642 785,39 | 1 912 500,00 | 2 169 900 |
| Recettes réelles de fonctionnement | 4 773 599,83 | 4 992 251,48 | 5 244 975,68 | 5 265 800,00 | 5 297 400 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 2 664 975,19 | 2 960 890,53 | 2 602 190,29 | 3 353 300,00 | 3 127 500 |
| Durée d'extinction (1/2) | - | - | - | - | - |

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

ÉPARGNE NETTE MOYENNE PAR METRE CUBE SUR 3 ANS

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | ROB 2026 |
|--|------------------|------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 1. Epargne nette | 2 108 625 | 2 031 361 | 2 642 785,39 | 1 912 500,00 | 2 169 900,00 |
| Epargne brute | 2 108 625 | 2 031 361 | 2 642 785 | 1 912 500 | 2 169 900 |
| Remboursement du capital | - | - | - | - | - |
| 2. Volume facturé (m³) | 2 589 580 | 2 456 382 | 2 448 389 | 2 500 000 | 2 500 000 |
| 3. Epargne nette /m³ (1/2) | 0,81 | 0,83 | 1,08 | 0,77 | 0,87 |
| Moyenne sur 3 ans (3/3 années) | 0,75 | 0,66 | 0,91 | 0,80 | 0,92 |



L'Épargne nette correspond à l'épargne de gestion (épargne brute) après déduction des remboursements de dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

L'épargne nette moyenne sur 5 ans s'élève à **2.173.034 €**.

Les communes d'Ernolsheim-Bruche, Duppigheim, Duttlenheim – ex périmètre Bruche-Scheer, ont été intégrées avec effet au 1^{er} janvier 2021. Les opérations comptables de transfert et les charges d'exploitation ont pu être régularisées en 2022. La situation du Budget Eau est saine.

1.3. LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS REALISES

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | ROB 2026 |
|----------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Etude | 17 266,35 | 3 000,00 | 25 857,50 | - | 636 000,00 |
| Ouvrage | | | | - | 2 002 500,00 |
| Réseaux | 1 644 482,68 | 2 491 978,50 | 1 382 227,86 | 2 995 096,09 | 973 500,00 |
| Total | 1 661 749,03 | 2 494 978,50 | 1 408 085,36 | 2 995 096,09 | 3 612 000,00 |

1.4. LES RESULTATS

Le Résultat prévisionnel 2025 présente un excédent global de : **+ 2.194.179,10 €**

Section de Fonctionnement : **+ 917 255,25 €**

Section d'investissement : **+ 1 276 923,85 €**

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

2. La structure du budget annexe eau 2026

SECTION DE FONCTIONNEMENT : DEPENSES ET RECETTES

| RECETTES | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| EXCEDENT REPORTE | - | - | - | - | - |
| VENTE D'EAU AUX ABONNES | 3 109 501 | 3 327 380 | 3 561 862,98 | 3 629 440,96 | 3 640 000 |
| CONTRE VALEUR AERM (à partir de 2025) | - | - | - | 1 362 553,20 | 1 368 000 |
| REDEVANCES AGENCE EAU (avant 2025) | 1 363 544 | 1 364 784 | 1 365 213,18 | - | - |
| VENTE D'EAU AUTRES TERRITOIRES (GRIESHEIM ROSHEIM) | 82 432 | 49 978 | 55 985,30 | 76 838,59 | 53 400 |
| REPRISE PROVISION | - | 29 021 | - | - | 25 000 |
| TRAVAUX (branchement) | 179 461 | 198 615 | 239 175,72 | 196 955,07 | 180 000 |
| PRODUIT DIVERS | 8 694 | 8 590 | 11 624,22 | 13 087,27 | 16 500 |
| AUTRES VENTES D'EAU (prise d'eau temporaire) | 8 109 | 7 121 | 4 060,53 | 2 488,05 | 7 000 |
| REMBOURSEMENT REDEVANCES POLL - COLL | - | - | - | 276 204,14 | - |
| PARTICIPATION | 21 859 | 6 763 | 7 053,75 | 7 394,85 | 7 500 |
| QUOTE-PART SUBVENTION | 59 895 | 52 318 | 35 000,00 | 37 174,41 | 35 070 |
| TOTAL | 4 833 495 | 5 044 570 | 5 279 976 | 5 602 137 | 5 332 470 |

| DEPENSES | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| REDEVANCES AGENCE EAU (avant 2025) | 1 429 758 | 1 352 459 | 1 112 670,62 | 713 715,59 | 190 000 |
| CONTRE VALEUR AERM (à partir de 2025) | - | - | - | 986 121,00 | 1 244 000 |
| CHARGES DE GESTION (SDEA) | 946 569 | 1 225 849 | 1 157 705,66 | 1 128 009,30 | 1 150 800 |
| PROVISION | 29 021 | - | - | 10 706,05 | 25 000 |
| FRAIS DE PERSONNEL | 68 365 | 63 005 | 57 192,34 | 57 914,20 | 72 900 |
| FRAIS DE GESTION GENERALE | 30 467 | 28 819 | 22 690,65 | 43 005,79 | 71 500 |
| ADMISSION EN NON VALEUR | - | 118 431 | 44 179,54 | 14 938,11 | 15 000 |
| DEPENSES IMPREVUES | - | - | - | - | 70 000 |
| CHARGE EXCEPT. (TITRE ANNUL) | 11 246 | 10 487 | 59 551,48 | 116 839,75 | 118 300 |
| ACHAT D'EAU AUTRES TERRITOIRES (KRONTHAL - EMS) | 149 548 | 161 840 | 151 200,00 | 164 943,10 | 170 000 |
| AMORTISSEMENTS | 1 306 634 | 1 350 979 | 1 402 228,90 | 1 448 688,40 | 1 521 870 |
| TOTAL | 3 971 609 | 4 311 869 | 4 007 419 | 4 684 881 | 4 649 370 |

| SOLDE | 861 886 | 732 700,29 | 1 272 556,49 | 917 255,25 | 683 100 |
|-------|---------|------------|--------------|------------|---------|
|-------|---------|------------|--------------|------------|---------|

SECTION DE D'INVESTISSEMENT : DEPENSES ET RECETTES

| RECETTES | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|-------------------------|------------------|------------------|---------------------|---------------------|------------------|
| TRANSFERT DU FONCTIONN. | - | 1 103 698 | 732 340,29 | 1 272 556 | 683 100 |
| AFFECTATION RESULTATS | 2 111 469 | 861 886 | 834 038,63 | 1 528 522 | 2 194 179 |
| AMORTISSEMENTS | 1 306 634 | 1 350 979 | 1 402 228,90 | 1 448 688 | 1 521 870 |
| TOTAL | 3 418 103 | 3 316 563 | 2 968 607,82 | 4 249 767,35 | 4 399 149 |

| DEPENSES | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|-------------------------------|----------------|---------------|------------------|------------------|---------------|
| BESOIN DE FINANCEMENT REPORTE | 592 760 | - | - | - | - |
| CAPITAL DE LA DETTE (régul) | - | - | - | - | - |
| OPERATION D'ORDRE | 59 895 | 52 318 | 35 000,00 | 37 174 | 35 070 |
| TOTAL | 652 655 | 52 318 | 35 000,00 | 37 174,41 | 35 070 |

| SOLDE avant emprunt et hors subventions | 2 765 447 | 3 264 245 | 2 933 607,82 | 4 212 592,94 | 4 364 079 |
|---|-----------|-----------|--------------|--------------|-----------|
|---|-----------|-----------|--------------|--------------|-----------|

| | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFU 2025 | ROB 2026 |
|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------|
| CREDITS DISPONIBLES | 2 765 447 | 3 264 245 | 2 933 607,82 | 4 212 592,94 | 4 364 079 |
| TRAVAUX | - 1 661 749 | - 2 499 760 | - 1 405 085,36 | - 2 995 096,09 | - 3 612 000 |
| RESTE A REALISER | - | - | - | - | - 871 464 |
| DEPENSES IMPREVUES | - | - | - | - | - 50 000 |
| PARTICIPATIONS ATTENDUES | - | 69 554 | - | 59 427 | 64 269 |
| TOTAL | - 1 661 749 | - 2 430 206 | - 1 405 085,36 | - 2 935 669,09 | - 4 469 194 |

soit

| BESOIN DE FINANCEMENT | - 1 103 698 | - 834 038 | - 1 528 522,46 | 1 272 556 | 105 115 |
|-----------------------|-------------|-----------|----------------|-----------|---------|
|-----------------------|-------------|-----------|----------------|-----------|---------|

ou

| TAUX D'EXECUTION ALEATOIRE | | | | | 97,65% |
|----------------------------|--|--|--|--|--------|
|----------------------------|--|--|--|--|--------|

Date de réception préfecture : 13/02/2026

3. Projection prévisionnelle 2026-2036

3.1. PROGRAMME PREVISIONNEL DES TRAVAUX 2026-2036 : PLUS DE 26 000 000 €

| | | |
|------------------------------------|---|-----------------------|
| TOTAL TRAVAUX 2026 | : | 4 483 463,50 € |
| Restes à réaliser 2025 | : | 871 563,50 € |
| Frais d'études | : | 636 000,00 € |
| Nouvelles Opérations 2026 | : | 2 002 500,00 € |
| Travaux SDEA - branchement/réseaux | : | 973 500,00 € |
| Divers et Imprévus | : | 50 000,00 € |

PROGRAMME PLURIANNUEL 2027-2029 : 5 750 000,00 €

Oberhaslach : nouveau réservoir avec station de traitement
Heiligenberg : renouvellement des conduites sources (3 000ml)

AUTRES TRAVAUX A PREVOIR 2029-2035 : 14 900 000,00 €

Mutzig : conduite de mélange Stierkopf
Niederhalsach : renouvellement des conduites sources (9 000ml)
Maintien et renouvellement de 1% des réseaux par an, soit 3 500ml de tuyau neuf par an (1 M€/an)
Divers travaux liés aux schémas directeurs.

3.2. LES TARIFS

Les tarifs de l'eau ont fait l'objet d'un réajustement en 2020 : augmentation des tarifs en compensation de la diminution de la part assainissement.

- Pour 2021 : poursuite de la hausse des tarifs conformément à la trajectoire fixée lors des orientations 2020.
: lissage sur 10 ans des tarifs pour les communes intégrées au 1^{er} janvier 2021
- Pour 2022 : poursuite de la hausse des tarifs conformément à la trajectoire fixée lors des orientations 2020.
: 2^{ème} année d'uniformisation des Tarifs.
- Pour 2023 : poursuite de la hausse des tarifs conformément à la trajectoire fixée lors des orientations 2020.
: 3^{ème} année d'uniformisation des Tarifs.
- Pour 2024 : poursuite de la hausse des tarifs conformément à la trajectoire fixée lors des orientations 2020.
: 4^{ème} année d'uniformisation des Tarifs.

Dans le cadre de la volonté politique tendant à la préservation de la ressource en eau, et ainsi inciter les usagers à réduire leur consommation, l'objectif fixé en 2024 était de supprimer la dégressivité des tarifs de l'eau et de l'assainissement.

- Pour 2025 : 5^{ème} année d'uniformisation des Tarifs
: nouveau **tarif unique** (*suppression de la dégressivité*) avec effet au **1er janvier 2025** pour l'ensemble des 18 communes.
- Pour 2026 : 6^{ème} année d'uniformisation des Tarifs.

Tarifs CC

- Part Proportionnelle : 1,27 € HT/m³ (tarif unique)
- Part fixe : 57,70 € HT
- Prix au m³ de la part eau : 1,75 € HT (pour une consommation moyenne de 120 m³)
- soit **Prix au m³ : 3,53 € HT (pour une consommation moyenne de 120 m³) pour la facture globale**

Tarifs Intégration Bruche Scheer : Ernolsheim-Bruche, Duppigheim et Duttlenheim

- Part Proportionnelle : 1,01 € HT/m³
- Part fixe : 48,64 € HT
- Prix au m³ de la part eau : 1,42 € HT (pour une consommation moyenne de 120 m³)
- soit **Prix au m³ : 3,20 € HT (pour une consommation moyenne de 120 m³) pour la facture globale**

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

CONCLUSION

Le Budget Eau présente une situation saine :

- Hors résultat reporté, la capacité d'investissement s'élève à **2 204 970 €**,
- Grace à une gestion volontaire, nous avons zéro dette,
- Nos réseaux sont dans un état globalement correct et nos installations de traitement et pompage sont de bonne qualité.

Mais :

- Les charges de gestion évoluent,
- Les contributions au SDEA devraient être maintenues pour 2025 en tenant compte des variations liées aux éléments de contexte : baisse du prix de l'énergie et inflation sur les prix 1,5%. L'exercice est cependant encore marqué par de nombreuses interventions pour réparations de conduites d'eau (réduction des pertes d'eau),
- Des investissements de renouvellement d'équipements et maintenances lourdes qui se maintiennent à un niveau soutenu,
- Les besoins d'investissement restent supérieurs à nos capacités, ce qui nécessite chaque année des arbitrages.

Les objectifs :

- Augmenter le volume d'investissement,
- Mettre en œuvre les études et travaux des schémas directeurs des réseaux,
- Porter une attention particulière à la qualité de la ressource en eau dans les années à venir.

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

E. BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS

TAXE PERCUE PAR L'EPCI EN LIEU ET PLACE DU SELECT'OM

Le taux est voté par le Select'om. Le budget est constitué d'une « entrée – sortie » en termes de dépenses et recettes.

MONTANT DE LA TEOM ENCAISSEE ET REVERSEE :

2015 : 2 730 678 € TAUX : 7,69 VOTE

2016 : 2 682 572 € TAUX : 7,54 VOTE

2017 : 2 643 540 € TAUX : 7,54 VOTE

2018 : 2 425 293 € TAUX : 7,54 VOTE

2019 : 2 499 995 € TAUX : 7,00 VOTE

2020 : 2 474 698 € TAUX : 6,80 VOTE

2021 : 2 527 377 € TAUX : 6,80 VOTE

2022 : 2 651 407 € ENCAISSEES / 2 426 663 REVERSESE TAUX : 6,80 VOTE

↳ SOIT UN EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT EXCEPTIONNEL DE 224 744 € AU TITRE AU SOLDE A REVERSER EN 2023

2023 : 3 095 676 € - TAUX : 6,80 VOTE

2024 : 3 044 568 € - TAUX : 6,80 VOTE

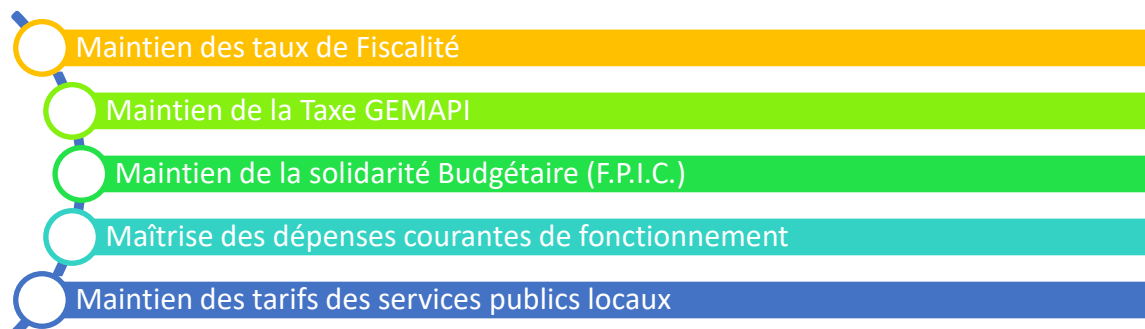
2025 : 3 334 441 € - TAUX : 7,20 VOTE

2026 : 3 400 000 € ESTIMEES – TAUX PREV. : 7,20

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

III. PERSPECTIVES D'EVOLUTION FINANCIERE

A. LES ORIENTATIONS 2026



- Piscines
- Taxe de séjour
- Transport à la demande
- Aires d'Accueil des Gens du Voyage
- Bornes de Recharge pour véhicules électriques
(Mise en conformité avec le Protocole OCPI (Open Charge Point Interface))

B. PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS 2024-2027

Projets récurrents

- ➔ Piscines : travaux d'entretien courant
- ➔ Aires d'Accueil des Gens du Voyage : travaux d'entretien, de remise en état
- ➔ Installation des bornes de recharge électrique
- ➔ Développement et entretien du réseau de pistes cyclables
- ➔ Aménagement des cours d'eau
- ➔ Développement du SIG : Evolution vers une nouvelle version ; déploiement de l'application « ERP et Bâtiments publics » et intégration des données
- ➔ Informatique, Téléphonie et Réseaux : Maintien et renouvellement du parc, développement et modernisation des équipements
- ➔ Maintien des équipements de la Banque de Matériel Intercommunale
- ➔ Equipement du Relais Petite Enfance
- ➔ Administration générale : Equipement et travaux d'entretien courant du siège

Projets Majeurs 2024 – 2027 :

| | | |
|---|---|------------------------|
| ➔ Construction de la nouvelle piscine de MUTZIG | : | 27 000 000 € TTC |
| ➔ Création de nouvelles pistes cyclables | : | 9 500 000 € TTC |
| ➔ Fort de MUTZIG : travaux | : | 2 500 000 € TTC |
| ➔ Défense contre les Inondations | : | 322 500 € TTC |
| ➔ Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement | : | 348 000 € TTC |
| ➔ Actions Plan Climat – Energie 18 | : | 500 000 € TTC / par an |
| ➔ Etudes- Actions Trame verte et bleue | : | 100 000 € TTC |

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

C. PROJECTION PLURIANNUELLE 2024 – 2027

Le Solde Prévisionnel de l'exercice 2025 est estimé à +7.830.722 €

1. Depuis le début du mandat nous avons pris des décisions fortes qui pèsent sur notre équilibre budgétaire :

| | |
|--|--------------------|
| - Politique Eaux Pluviales (de 550 000 € à 750 000 €) | + 200 000 € |
| - F P I C (de 398 990 € à 860 000 €) | + 460 000 € |
| - Création de poste – Mutualisation-Marchés Publics | + 41 000 € |
| - Création de poste – Développement Durable - Energie 18 | + 55 000 € |
| - Création de poste – Trame Verte et Bleue | + 55 000 € |
| - Volonté de mettre 500 000 € / an : Energie 18 | + 500 000 € |
| - Grand cycle de l'eau | + 397 450 € |
| - Participation au Budget AAGV | + 274 000 € |
| - Subvention VAE | + 70 000 € |
| - TOTAL | 2 052 450 € |

Par rapport à l'année 2022, les coûts de l'énergie ont augmenté de 339 000 €.

Accroître les dépenses de fonctionnement, c'est réduire notre capacité d'investissement.

2. Le dossier du **FORT DE MUTZIG** avance ;

- Solder les travaux de viabilisation du fort (eau - assainissement - électricité - fibre), il sera déconnecté du site militaire,
- Assurer tous les engagements de la convention avec l'armée,
- Lancer la construction du bâtiment d'accueil et zone technique.

3. Le dossier de la **NOUVELLE PISCINE** avance :

- Réussir le chantier,
- Suivre le dossier administratif et financier.

4. La politique des **PISTES CYCLABLES** progresse ;

- Il n'y a aucune réticence à faire des pistes, mais il appartient aux municipalités de faire le travail pour avancer sur la disponibilité foncière.
- Notre cible est de construire un réseau complet qui desservira toutes les communes.

Pour 2026 :

- il reste des opérations à solder,
- d'autres travaux vont démarrer.

5. **ENERGIE 18**

- Projet photovoltaïque : Installation de panneaux.
- Poursuite des études sur le patrimoine communal.

6. **TRAME VERTE ET BLEUE**

- Achever la 1^{ère} phase de l'Etudes de diagnostic de la trame verte et bleu et les inventaires des zones humides,
- Achever la phase 2 : Cartographie des trames, sous-trames et zones humides,
- Lancer la phase 3 : Elaboration d'un programme d'actions trame verte et bleue.

7. **PREVENTION CONTRE LES INONDATION ET LES COULEES DE BOUES**

Réalisation du programme d'investissement validé par la Commission Locale Grand Cycle de l'Eau

- Prévention contre les inondations et gestion des digues :
 - Finaliser les études de dangers,
 - Réaliser les Visites Technique Approfondies,
 - Préparer et réaliser les travaux induits sur les ouvrages de protection,
 - Mettre en place les modalités de gestion de crise.

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

- Maitrise des eaux pluviales et de ruissellement (Coulées d'eau boueuse) :
 - Poursuivre les études de ruissellement et diagnostics agricoles,
 - Définir les actions prioritaires,
 - Mettre en place les aménagements hydrauliques à la suite des diagnostics de 2024 et 2025.

8. **MUTUALISATION :**

BANQUE DE MATERIEL INTERCOMMUNALE : renforcer les équipements.

ACTIONS DE MUTUALISATION : renforcer graduellement la mutualisation des achats.

9. **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE :**

ZA ATRIUM : Achat de terrains et lancement de la DUP.

ZA ACTIVEUM : Fin des travaux d'aménagement et des cessions de terrains.

10. **EAU**

- Rénovation des réseaux dont les taux de renouvellement restent insuffisants,
- Engagement d'un programme d'investissement avec recherche d'un meilleur taux d'exécution,
- Mise en œuvre du Plan pluriannuel d'investissement : travaux de sécurisation de l'approvisionnement en eau potable issus des schémas directeurs et travaux de renouvellement des réseaux,
- Garder à l'esprit la question de la qualité de la ressource.

11. **ASSAINISSEMENT**

- Entretien et modernisation de nos équipements et renouvellement des réseaux,
- Poursuite et renforcement de la politique d'infiltration des eaux pluviales urbaines,
- Engagement d'un programme d'investissement avec recherche d'un meilleur taux d'exécution,
- Mise en œuvre du Plan pluriannuel d'investissement : études et travaux de mise en conformité du réseau issus des schémas directeurs d'assainissement et travaux de renouvellement des réseaux,
- Préparer l'avenir.

12. **GENS DU VOYAGE**

Aire d'Accueil des Gens du Voyage de **MUTZIG** :

- Solder les travaux de réhabilitation : isolation des blocs sanitaires de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage de MUTZIG, mise en place d'un système d'assainissement autonome.
- Réussir l'individualisation des factures d'électricité sur l'Aire.

Aire d'Accueil des Gens du Voyage de **MOLSHEIM** :

- Achever les travaux sur les bornes électriques au titre du renforcement anti-fraude
- Isoler les bâtiments A et B

Plus aucun chantier structurant ou lourd n'est prévu.

CONCLUSION

Il faut en permanence s'adapter à un contexte juridique et financier mouvant et qui constitue une contrainte significative.

La part du budget sur laquelle les élus ont la liberté de taux continue de se réduire, mais nous maintenons notre politique de non augmentation des taux de fiscalité pour le 21^{ème} budget d'affilé.

Notre situation financière et budgétaire est paradoxale : Nous avons une épargne importante mais des marges de manœuvres faibles liées à des choix de gestion. L'installation de nouvelles entreprises va à terme donner de l'oxygène à notre budget

Notre épargne permettra conformément aux objectifs fixés, d'autofinancer les gros dossiers que nous portons depuis le début du mandat : la future piscine, le Fort de Mutzig, les pistes cyclables.

En cas de besoin pour le financement des projets structurels, le recours à l'emprunt pourra s'envisager.

Parallèlement, nous progressons sur les questions environnementales :

- Nous poursuivons nos efforts pour développer le réseau de pistes cyclables sur le territoire et nous nous efforçons d'équiper notre périmètre d'un maillage dense et sécurisé ;

Accusé de réception en préfecture
 Date de télétransmission : 13/02/2026
 Date de réception préfecture : 13/02/2026

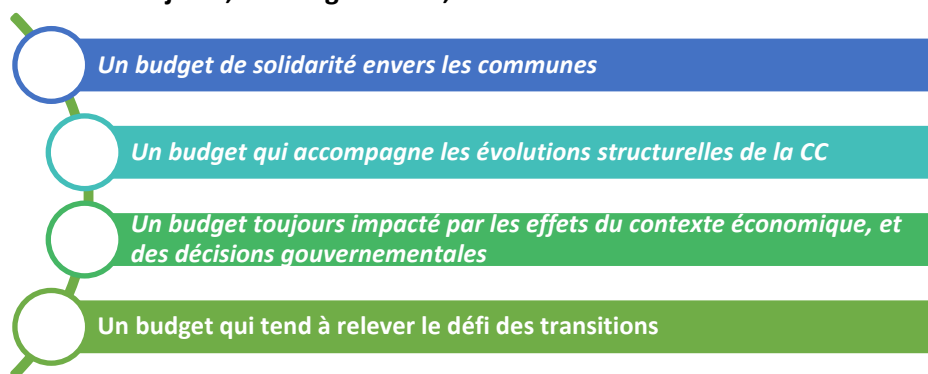
- Pour recharger les sols en eau, l'infiltration des eaux pluviales se renforce ;
- Dans le cadre de La nouvelle compétence GCE, les actions de préventions contre les inondations et relatives aux coulées de boues vont se renforcer ;
- En suivant le décret tertiaire, nous allons contribuer à réduire la consommation énergétique de nos bâtiments et nous nous inscrivons dans la perspective des accords de Paris pour chacune de nos communes ; les audits énergétiques en cours de finalisation permettront de définir un plan d'actions ;
- Un projet d'installation de panneaux photovoltaïques devrait pouvoir être lancé ;
- Nous avons aussi choisi d'agir dans le cadre du dispositif « Trame Verte & Bleue » : le diagnostic de la TVB et l'inventaire des zones humide qui a débuté en 2025 pour une restitution en 2026 et établir un programme d'actions.

Faire aboutir des dossiers anciens mais utiles à l'ensemble de notre territoire et préparer de nouveaux champs d'action caractérisent l'engagement du personnel et des élus de notre intercommunalité.

D. PERSPECTIVES

PERSPECTIVE BUDGET PRINCIPAL

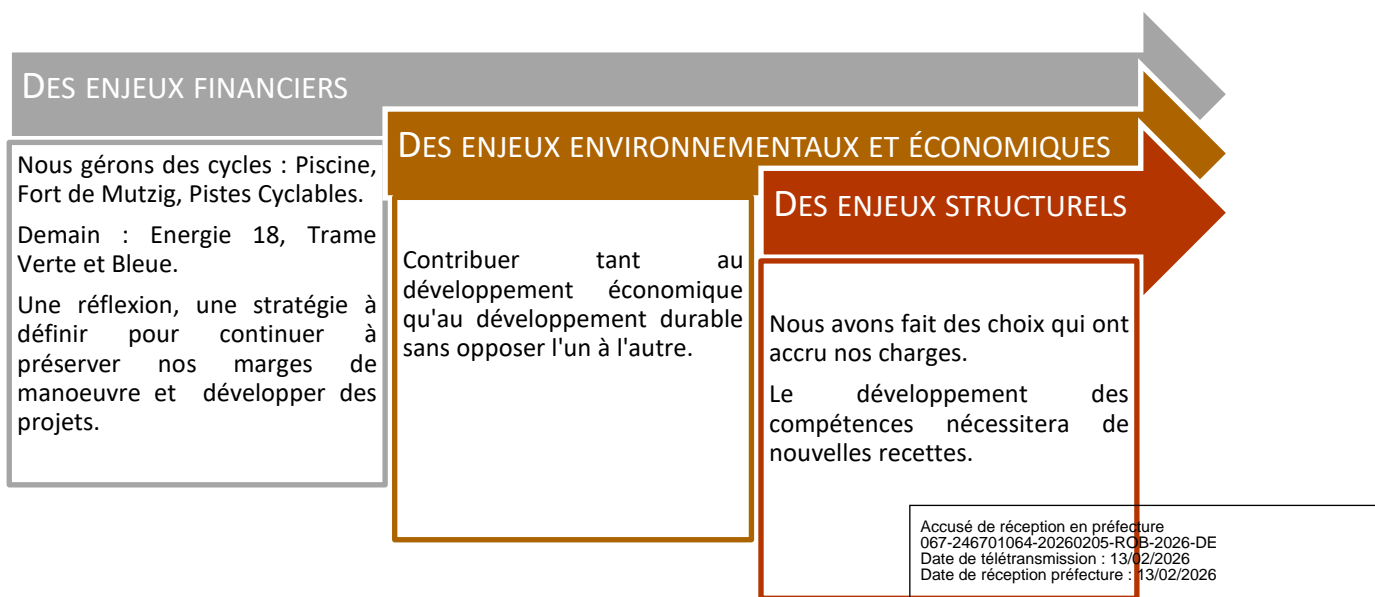
Un Budget de concrétisation des dossiers majeurs, un budget solide, volontaire et actif.



Nos priorités :

Sagesse pour nos dépenses de fonctionnement.
 Développement des politiques pour lesquelles nous nous sommes engagés.
 Investissement volontaire pour les projets que nous avons actés.

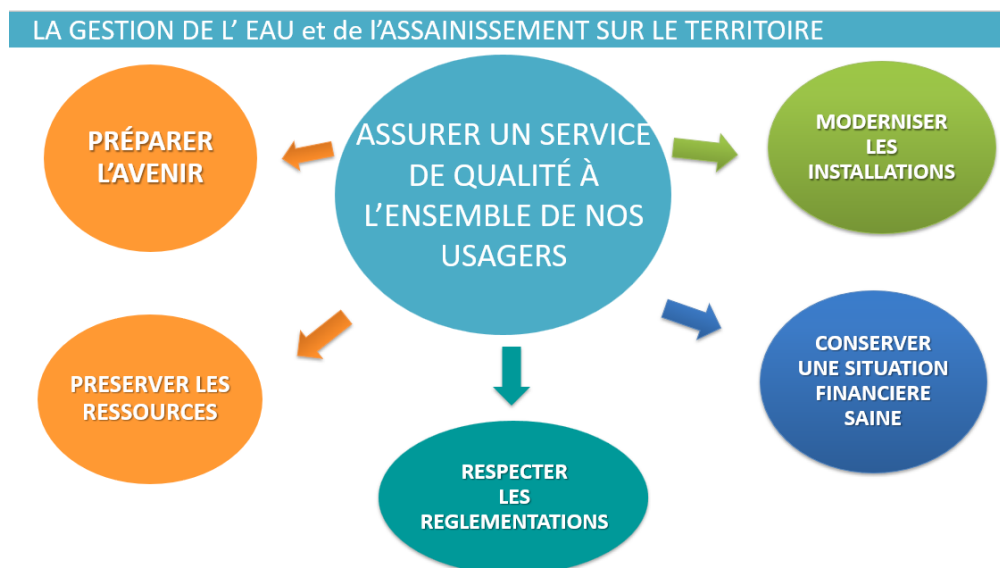
Des enjeux majeurs :



PERSPECTIVE BUDGET : AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Un objectif de réduction des charges de fonctionnement

PERSPECTIVE BUDGETS : EAU ET ASSAINISSEMENT



La gestion de l'eau et de l'assainissement se caractérise par :

Un objectif atteint d'unification complète de l'eau et de l'assainissement sur le territoire,
Une santé positive des deux budgets eau et assainissement,
Un état général satisfaisant de nos installations,
Une capacité d'investissement de bon niveau,
Une politique d'infiltration des eaux pluviales sur notre territoire,
Un programme porté vers la modernisation de nos installations,
Une gestion visant à conserver une situation financière exemplaire,
Une volonté d'assurer un service de qualité à l'ensemble de nos concitoyens,
Un tarif unique de l'eau et de l'assainissement qui répond à l'objectif de gestion résiliente et concertée de l'eau et à l'enjeu de la préservation de la ressource en eau,
Un prix de l'eau raisonnable,

Cette situation nous permet désormais de nous projeter vers de **nouveaux enjeux** :

- La préservation de la ressource en eau,
- L'amélioration du rendement de nos réseaux,
- La performance des réseaux et infrastructures,
- L'augmentation du volume des investissements,
- Un point de vigilance à apporter concernant les Pfas et Métabolites.

Une attention particulière doit être portée dans les années à venir sur la qualité de la ressource en eau.

EN CONCLUSION, tous les efforts faits depuis des années :

- d'intégration des politiques de l'eau et de l'assainissement,
- de désendettement,
- d'évolution de nos tarifs,
- de modernisation de nos infrastructures,

nous permettent d'être serein face à l'avenir même si les enjeux restent nombreux.

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

A force de volonté, nous avons beaucoup avancé et nous continuerons à le faire dans les années à venir.

PERSPECTIVE ZONES D'ACTIVITES



Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

IV. Annexe au Débat d'Orientation Budgétaire

A. RAPPORT ANNUEL EGALITE FEMMES HOMMES

Le plan d'action 2024-2026 en matière d'égalité Femmes / Hommes a été adopté par délibération n°24-73 du 3 octobre 2024.

L'article 611 de la loi du 4 août 2014 sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes prescrit aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants de présenter, préalablement aux débats sur le projet de budget, un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

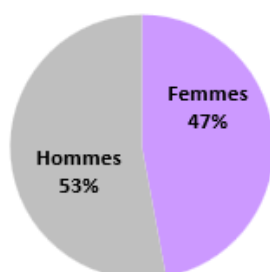
LES INDICATEURS

1. Répartition hommes femmes sur emploi permanent 2025

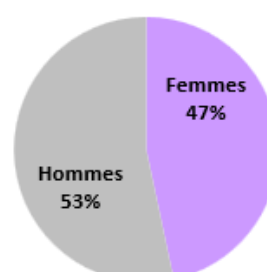
Titulaires et non-titulaires emplois permanents

| | Femmes | Hommes | Total |
|---------------------------|-----------|-----------|-----------|
| filière médico-sociale | 2 | 0 | 2 |
| filière administrative | 11 | 1 | 12 |
| filière technique | 7 | 14 | 21 |
| filière sportive | 3 | 11 | 14 |
| filière animation | 0 | 0 | 0 |
| filière culturelle | 0 | 0 | 0 |
| filière médico-technique | 0 | 0 | 0 |
| filière police municipale | 0 | 0 | 0 |
| filière incendie secours | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 23 | 26 | 49 |

Répartition femmes-hommes des effectifs (titulaires)

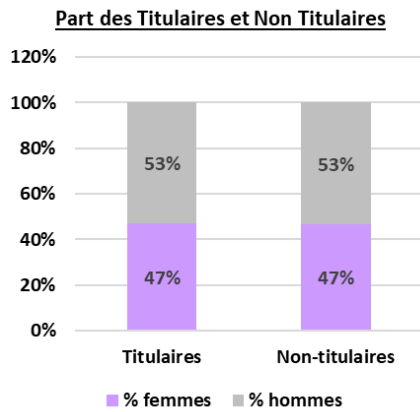


Répartition femmes-hommes des effectifs (contractuels)

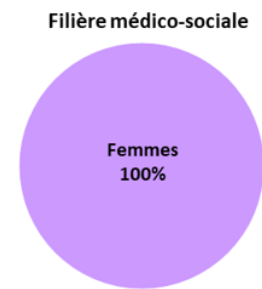
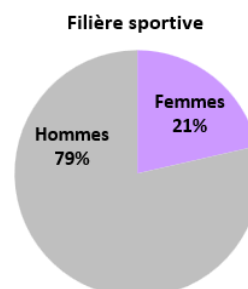
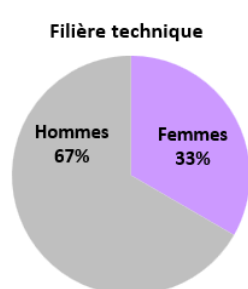
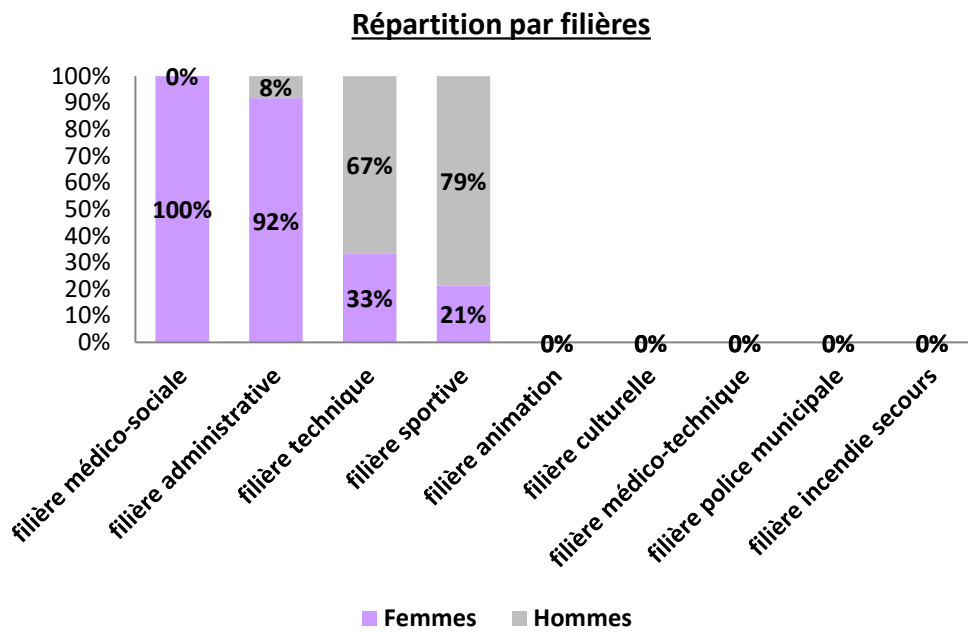


Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

2. Part des titulaires et non titulaires 2025



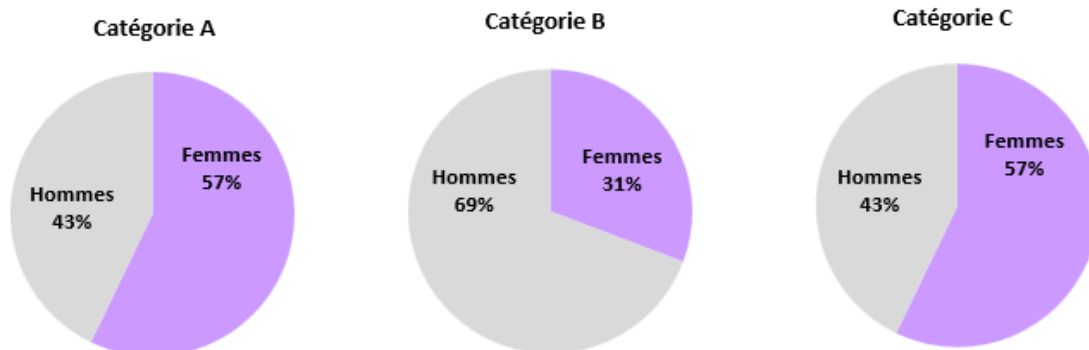
3. Répartition par filières



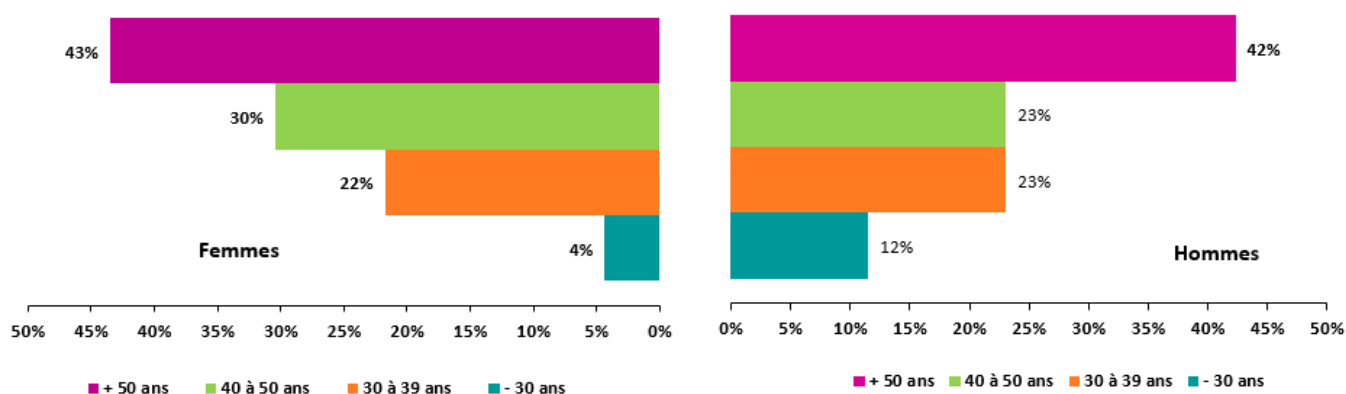
Accusé de réception en préfecture
 067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
 Date de télétransmission : 13/02/2026
 Date de réception préfecture : 13/02/2026

4. Répartition par catégorie hiérarchique (titulaires)

| Catégorie | Femmes | Hommes |
|--------------|-----------|-----------|
| cat A | 4 | 3 |
| cat B | 4 | 9 |
| cat C | 8 | 6 |
| total | 16 | 18 |



5. Pyramide des âges (emploi permanent)



6. Répartition des femmes et des hommes sur les emplois fonctionnels

| | Femmes | Hommes | Total |
|---|----------|----------|----------|
| emplois fonctionnels | 1 | 1 | 2 |
| postes de direction | | | |
| emplois d'encadrement sup et de direction (ESD)* | | | |
| postes de chef-fe de service / direction d'équipement | 2 | 1 | 3 |
| Total | 3 | 2 | 5 |

* DGS + DGA + dir + DGST + dir ST

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

7. Répartition des femmes et des hommes dans certains cadres d'emplois

Titulaire

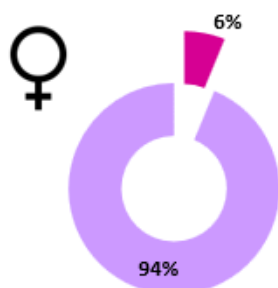
| | Femmes | Hommes | Total |
|---------------------------------|----------|----------|----------|
| cadres A filière administrative | 2 | 1 | 3 |
| cadres A filière technique | 1 | 2 | 3 |
| cadres A filière culturelle | | | 0 |
| cadres A filière sociale | | | 0 |
| cadres A filière sportive | | | 0 |
| cadres A filière police | | | 0 |
| cadres A filière médico-sociale | 1 | | 1 |
| Total | 3 | 3 | 6 |

Contractuels sur emploi permanent

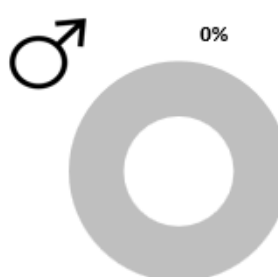
| | Femmes | Hommes | Total |
|---------------------------------|----------|----------|----------|
| cadres A filière administrative | | | 0 |
| cadres A filière technique | 1 | 1 | 2 |
| cadres A filière culturelle | | | 0 |
| cadres A filière sociale | | | 0 |
| cadres A filière sportive | | | 0 |
| cadres A filière police | | | 0 |
| cadres A filière médico-sociale | | | 0 |
| Total | 1 | 1 | 2 |

8. Répartition femmes-hommes sur le temps partiel

Part des femmes travaillant à temps partiel



Part des hommes travaillant à temps partiel



9. Congé parental

Néant

10. Rémunérations

Salaires net mensuels moyens (agents titulaires) :

| | cat A | cat B | cat C | ensemble |
|---------------|---------|---------|---------|----------------|
| Femmes | 3 438 € | 2 531 € | 2 156 € | 2 708 € |
| Hommes | 4 503 € | 2 709 € | 2 171 € | 3 128 € |

Relevant de la Fonction Publique Territoriale, la rémunération des agents comprend :

- le traitement de base, déterminé par rapport à une grille indiciaire, en fonction du grade et de l'échelon, fixée par décret ;
- le régime indemnitaire, complément de traitement défini par la collectivité et comprenant des primes et indemnités afférentes aux différents cadres d'emplois territoriaux. Les primes sont déterminées en lien avec les fonctions exercées, que le poste soit occupé par un homme ou une femme.

Depuis 1^{er} janvier 2021, l'ensemble du personnel est désormais éligible au RIFSEEP.

Sur ces bases, la rémunération de fonctionnaires territoriaux obéit aux principes de parité et d'égalité de traitement, garantissant un égal salaire entre les femmes et les hommes relevant d'un même cadre d'emploi, justifiant d'une même ancienneté et exerçant les mêmes fonctions.

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

11. Déroulement de carrière 2025

AVANCEMENT DE GRADE 2025

| | Femmes | | Hommes | |
|-----------------|--------------------|-----------|--------------------|------------|
| | Nbre d'avancements | % | Nbre d'avancements | % |
| cat A | 0 | 0% | 0 | 0% |
| cat B | 0 | 0% | 1 | 11% |
| cat C | 1 | 13% | 1 | 17% |
| Ensemble | 1 | 6% | 2 | 11% |

PROMOTIONS INTERNES 2025

| | Femmes | | Hommes | |
|-----------------|-------------------|-----------|-------------------|-----------|
| | Nbre de promotion | % | Nbre de promotion | % |
| cat A | 0 | 0% | 0 | 0% |
| cat B | 0 | 0% | 0 | 0% |
| cat C | 0 | 0% | 0 | 0% |
| Ensemble | 0 | 0% | 0 | 0% |

SUIVI DU PLAN D'ACTION EGALITE FEMMES-HOMMES

AXE 1 : Evaluer, prévenir et le cas échéant, traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes

La collectivité conforte sa politique de mise en œuvre d'un régime indemnitaire basé sur les fonctions et l'implication professionnelle de l'agent.

La collectivité conforte sa politique d'avancement de grade des agents très volontaristes, qui contribue à la progression de carrière des agents.

AXE 2 : Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique (mixité des métiers, accompagnement des parcours et égal accès aux responsabilités professionnelles, mise en œuvre de dispositifs des nominations équilibrées)

AXE 3 : Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale (adaptation à l'organisation du travail et du temps de travail, soutien à la parentalité)

La collectivité permet aux agents de certains services d'aménager leur temps de travail sur la semaine, favorisant ainsi une meilleure articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale.

Les emplois du temps sont élaborés majoritairement en tenant compte des contraintes familiales, ce qui semble être apprécié par le personnel des piscines.

La collectivité maintient sa politique de participation financière au CNAS, à la santé et à la prévoyance pour tous les agents. Par délibération n°25-89 du 11 décembre 2025 le conseil communautaire a décidé de revaloriser sa participation pour le risque santé des agents au 1^{er} janvier 2026.

AXE 4 : Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, le harcèlement moral ou sexuel, ainsi que les agissements sexistes (modalités de mise en place d'un dispositif de signalement de traitement et de suivi des violences sexuelles et sexistes, des harcèlements et des discriminations, formation à la prévention des violences sexuelles et sexistes et des harcèlements)

La collectivité a adopté son nouveau du plan de formation 2024-2026 dans lequel est inscrit la lutte contre les discriminations, et la prévention des violences sexuelles et sexistes et des harcèlements.

En 2025, la collectivité a décidé de mettre à jour le diagnostic d'évaluation des Risques psychosociaux pour son personnel des piscines, dans l'objectif de promouvoir le bien-être au travail. Parallèlement, en 2026 le DUERP sera mis à jour.

CONCLUSION

Les effectifs sont stables. Il n'y a pas eu de création de postes en 2025.

La dominance des hommes reste élevée dans la filière sportive et technique.

La filière Médico-sociale regroupe des professions « traditionnellement féminisées » dans le domaine de la petite enfance. Les choix du parcours et de l'orientation scolaire restent des facteurs déterminants dans cette spécialisation des métiers selon les sexes.

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026

On ne constate pas de distorsion structurelle entre les femmes et les hommes dans les conditions de travail et progression au sein de la collectivité.

Les engagements en faveur de la qualité de vie et du bien-être au travail se poursuivent.

Accusé de réception en préfecture
067-246701064-20260205-ROB-2026-DE
Date de télétransmission : 13/02/2026
Date de réception préfecture : 13/02/2026